Revitalisation des territoires ruraux par l’emploi et des initiatives économiques locales dans le secteur agricole au Maroc

Cadre de Gestion Environnemental et Social

Mars 2021







|  |  |
| --- | --- |
| brli_q | BRL ingénierie  1105 Av Pierre Mendès-France BP 94001  30001 NIMES CEDEX 5 |
|  | AGROCONCEPT |

|  |  |
| --- | --- |
| Date du document | 22/06/2020 |
| Contact | Mehdi Zirari – romain Vidal |

|  |  |
| --- | --- |
| Titre du document | Cadre de Gestion Environnemental et Social |
| Référence du document : | CGES\_vdéfinitive |
| Indice : | 5 |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Date émission | Indice | Observation | Dressé par | Vérifié et Validé par |
| 1/09/2020 | 1 |  | Sakina Sayouri – Romain Vidal | Mehdi Zirari |
| 23/10/2020 | 2 | Reprise suite aux commentaires AFD transmis le 22/09/2020 | Sakina Sayouri – Romain Vidal | Mehdi Zirari |
| 07/01/2021 | 3 | Reprise suite aux derniers commentaires AFD | Romain Vidal |  |
| 04/03/2021 | 4 | Reprise suite aux commentaires des parties prenantes et à la réunion de présentation du CGES en février 2021 | Romain Vidal |  |
| 08/03/2021 | 5 | Reprise suite à la transmission de commentaires additionnels le 7/03 et 8/03 | Romain Vidal / Omar Aloui |  |
|  |  |  |  |  |

Revitalisation des territoires ruraux par l’emploi et des initiatives économiques locales dans le secteur agricole au Maroc

Cadre de Gestion Environnemental et Social

Préambule 1

1 Description du programme 3

2 LEs cadres normatifs de l’évaluation environnementale et sociale et leur application au projet 11

2.1 Le cadre normatif E&S du Maroc et son application au projet 11

2.1.1 Introduction 11

2.1.2 Cadre juridique applicable au projet 13

2.1.2.1 Lois et textes relatifs à la protection de l’environnement 13

2.1.2.2 Lois et textes relatifs à l’eau 16

2.1.2.3 Lois et textes relatifs aux émissions atmosphériques 18

2.1.2.4 Lois et textes relatifs à la défense et à la restauration des sols 19

2.1.2.5 Lois et textes relatifs à la gestion des déchets 19

2.1.2.6 Lois et textes relatifs à la biodiversité et aux aires protégées 19

2.1.2.7 Lois et textes relatifs à l’énergie 20

2.1.2.8 Lois et textes relatifs à l’urbanisme et accessibilité 21

2.1.2.9 Lois et textes relatifs aux conditions de travail et à la santé et sécurité 21

2.1.2.10 Autres dispositions réglementaires 22

2.1.2.11 Cadre réglementaire de la gestion sociale 25

2.1.2.12 Stratégies, plans et programmes nationaux de protection des ressources naturelles 26

2.1.3 Cadre institutionnel 27

2.1.4 Application du cadre normatif marocain 28

2.2 Le cadre normatif E&S de l’AFD et son application au projet 28

2.3 Cadre normatif à considérer 34

3 Informations de base sur le contexte biophysique et socio-économique 42

3.1 Région du Souss Massa 42

3.1.1 Description du milieu biophysique 42

3.1.1.1 Climat et géographie 43

3.1.1.2 Ressources en eau 43

3.1.1.3 Sols 44

3.1.1.4 La pollution de l’air 44

3.1.1.5 Sismicité 44

3.1.2 Description des écosystèmes naturels 45

3.1.3 Description du milieu socio-économique 46

3.1.3.1 Population 46

3.1.3.2 Taux d’activité et niveau de pauvreté 47

3.1.3.3 Urbanisation 47

3.1.3.4 Infrastructures 47

3.1.3.5 Alimentation en eau potable (AEP) 48

3.1.3.6 Assainissement liquide 48

3.1.3.7 Electrification 49

3.1.4 Secteurs productifs de la région 49

3.1.4.1 Agriculture 49

3.1.4.2 L’élevage 50

3.1.4.3 La pêche maritime 50

3.1.4.4 L’industrie 50

3.2 Région de l’Oriental 50

3.2.1 Description du milieu biophysique 51

3.2.1.1 Climat et géographie 51

3.2.1.2 Ressources en eau 52

3.2.1.3 Sols 52

3.2.1.4 La pollution de l’air 53

3.2.1.5 Sismicité 53

3.2.2 Description des écosystèmes naturels 54

3.2.3 Description du milieu socio-économique 55

3.2.3.1 Population 55

3.2.3.2 Taux d’activité et niveau de pauvreté 55

3.2.3.3 Urbanisation 56

3.2.3.4 Infrastructures 56

3.2.3.5 Alimentation en eau potable (AEP) 57

3.2.3.6 Assainissement liquide 57

3.2.3.7 Electrification 57

3.2.4 Secteurs productifs de la région 58

3.2.4.1 Secteur agricole 58

3.2.4.2 L’industrie 58

3.2.4.3 Activité minière 59

3.3 Région de Fès-Meknès 59

3.3.1 Description du milieu biophysique 59

3.3.1.1 Climat et géographie 59

3.3.1.2 Ressources en eau 61

3.3.1.3 Sols 62

3.3.1.4 La pollution de l’air 62

3.3.1.5 Sismicité 63

3.3.2 Description des écosystèmes naturels 63

3.3.2.1 Domaine forestier 63

3.3.2.2 Aires protégées 63

3.3.3 Description du milieu socio-économique 64

3.3.3.1 Population 64

3.3.3.2 Taux d’activité et niveau de pauvreté 65

3.3.3.3 Urbanisation 65

3.3.3.4 Infrastructures 66

3.3.3.5 Alimentation en eau potable (AEP) 67

3.3.3.6 Assainissement liquide 67

3.3.3.7 Electrification 68

3.3.4 Secteurs productifs de la région 68

3.3.4.1 Secteur agricole 68

3.3.4.2 L’industrie 69

3.3.4.3 Mines et carrières 69

3.3.4.4 Le Tourisme 70

4 Impacts E&S potentiels et mesures d’accompagnement socio-environnementales 71

5 Processus de maîtrise des risques associés au projet 85

5.1 Cadrage du dispositif EES et études préalables aux sous-projets 85

5.1.1 Processus de sélection des bénéficiaires 85

5.1.2 Liste d’exclusion 86

5.1.3 Screening : détermination préliminaire des impacts environnementaux et sociaux 86

5.1.4 Procédure pour les projets et activités classés à risque modéré 92

5.1.5 Plan de gestion environnemental et social 93

5.1.6 Approbation 96

5.2 Dispositif pour le suivi-évaluation E&S 97

5.3 Plan d’engagement des parties prenantes 98

5.3.1 Engagement des parties prenantes 98

5.3.2 Mécanisme de gestion des plaintes 100

5.4 Montage institutionnel et postes de coûts 102

Annexes 109

Annexe 1. Liste d’exclusion de l’AFD 110

Annexe 2. Questionnaire environnemental et social 111

Annexe 3. Dispositif de gestion des réclamations environnementales et sociales 125

Annexe 4. Formulaire type de réclamation 126

Annexe 5. Clauses environnementales à insérer dans les dossiers de travaux 128

Annexe 6. Contenu indicatif de l’EIES/PGES 129

Annexe 7. Liste des acteurs rencontrés au cours de la préparation du projet 130

Table des illustrations

Liste des figures

Figure 2‑1 : Gestion des risques E&S le long du cycle de vie des projets 29

Figure 3‑1 : Vue d’ensemble de la région Souss-Massa 42

Figure 3‑2 : Vue d’ensemble de la région de l’Oriental 51

Figure 3‑3 : Carte des zones sismiques du Maroc 54

Figure 3‑4 : Précipitations moyennes annuelles dans la région de Fès-Meknès 60

Figure 3‑5 : Températures moyennes mensuelles dans la région de Fès-Meknès 60

Figure 3‑6 : Localisation des différents barrages dans la région de Fès-Meknès 61

Figure 3‑7 : Densité communale de la population en 2014 à l’échelle de la région Fès-Meknès 65

Figure 3‑8 : Taux d’urbanisation au niveau de la région de Fès-Meknès en 2014 66

Figure 5‑1 : Postes de coûts 105

Liste des tableaux

Tableau 2‑1 : Synthèse 39

Tableau 5‑1 : Synthèse des étapes et responsabilités associées 103

Préambule

Le présent Cadre de Gestion Environnemental et Social (CGES) est requis en raison des caractéristiques et du niveau d’avancement dans la définition du Programme de revitalisation des territoires ruraux marocains par l’emploi et l’entreprenariat dans le secteur et para-agricole (TREEA) : les activités exactes ne sont pas connues de même que leur localisation.

La finalité du CGES est de disposer d’une évaluation environnementale et sociale préliminaire du projet permettant d’anticiper les risques associés au Programme, d’accélérer et faciliter la réalisation des études environnementales et sociales détaillées qui devront être menées au cours de la mise en œuvre du Programme, dès lors que les activités seront parfaitement identifiées et localisées.

Sur la base de la documentation existante, de visites de terrain et de rencontres des principaux interlocuteurs concernés par le projet, le CGES permet :

* de disposer d’une première appréciation des risques environnementaux et sociaux et des principales mesures d’atténuation ;
* d’identifier les diligences pour les évaluations environnementales et sociales complémentaires à mener pendant la mise en œuvre du projet/programme.

Le document est organisé en cinq grandes parties :

1. La description du Programme
2. La description des cadres normatifs applicables au Programme et ses sous composantes
3. La description synthétique du contexte biophysique et socio-économique
4. L’identification des impacts E&S potentiels et les mesures associées
5. Le processus de maîtrise des risques associé au Programme.

# Description du programme

Contexte économique national

Avec une croissance moyenne de 3% sur la période 2012-2019, le Maroc s’est distingué par sa relative stabilité économique et sociale dans un environnement régional mouvementé. Du fait de la crise de la COVID-19, l’économie marocaine connaîtra cependant en 2020 sa plus importante récession en 25 ans.

Le FMI prévoit une contraction du PIB de 3,7 % en 2020. Le ministre de l’économie et des finances a pour sa part fait savoir que les mesures strictes de confinement national imposées (80 jours, du 20 mars au 10 juin) se traduiraient par un recul du PIB de 6 points en 2020. Le pays déjà touché par une sécheresse aigue cette année (baisse de niveau de pluviométrie de 43% par rapport à 2019) affectant en particulier la campagne agricole céréalière 2019-2020, est par ailleurs très exposé au ralentissement européen, notamment au travers des exportations industrielles, du tourisme et des transferts de fonds des migrants. Les mesures d’urgence décidées par le gouvernement ont permis de contenir les répercussions sociales immédiates de la crise sanitaire. Pour autant le chômage dans le secteur formel a déjà augmenté de 8 points, à 17% de la population active. La Banque Mondiale anticipe une exacerbation de la précarité (300 000 pauvres supplémentaires et 2% de la population tombant dans la vulnérabilité, augmentant ainsi à 27% la proportion des individus se situant entre le seuil de pauvreté et 1,5 fois ce seuil). La relance de l’économie marocaine s’inscrit dans des marges de manœuvres limitées et qui restent à préciser dans le cadre du projet de loi de finances rectificative et du plan de relance économique, actuellement en préparation.

Le secteur : caractéristiques et politique publique ; analyse des besoins

Le présent programme s’inscrit dans un secteur d’activité structurant pour l’économie et l’emploi au Maroc : l’agriculture durable. Bien qu’aucune analyse détaillée des impacts spécifiques de la crise Covid-19 dans le monde rural n’ait été publiée à ce stade, la capacité de résilience du secteur agricole marocain sera déterminante pour permettre à l’économie et aux populations rurales d’absorber ce choc et de prévenir les suivants.

En termes de création de richesse, l’agriculture représente de 12% à 14% du PIB sur les dix dernières années et l’évolution du PIB agricole est en hausse constante sur les vingt dernières années : il se positionne à hauteur de 125 milliards de Dirhams en 2018, contre 54 en 1999. La place de l’agriculture dans l’économie locale varie fortement en fonction des territoires : elle peut représenter de 5% (Casablanca-Settat) à 19% (Fès-Meknès) du PIB d’une région.

Le Maroc, soumis à des influences climatiques diverses (méditerranéenne, atlantique, aride), présente une surface agricole utile (SAU) de près de 9 millions d’hectares, en hausse constante depuis 2008. Bien que la dynamique soit à la diversification vers des cultures plus rémunératrices (maraîchage, arboriculture fruitière) et que l’éventail de produits régionaux se diversifie, le paysage agricole reste dominé par les cultures céréalières et fourragères (65 % de la SAU) à faible Valeur Ajoutée Agricole (VAA).

Le secteur agricole reste par ailleurs le principal pourvoyeur d’emplois du pays, avec une contribution de 38% à l’emploi total représentant environ 4 millions d’emplois. Cette proportion s’élève à 74% dans les zones rurales, qui sont cependant aussi marquées par leur faible attractivité pour les nouvelles générations et un exode important vers les zones urbaines.

Les emplois de ce secteur se concentrent en effet aujourd’hui au niveau de la production et sont peu attractifs pour les jeunes, tandis que des besoins forts sont identifiés pour l’augmentation de la valeur ajoutée à l’aval des filières. Le secteur pourrait ainsi participer à augmenter les opportunités d’emploi pour les jeunes arrivant sur le marché du travail (aujourd’hui le Maroc voit 26 400 nouveaux emplois nets créés annuellement pour une augmentation annuelle dix fois supérieure de la population en âge de travailler). Ainsi, à l’aval des filières agricoles, comme à l’amont, les gisements de nouveaux emplois sont pluriels: à travers les différentes formes de services pour le monde agricole, trop souvent englobées sous le terme unique de « conseil agricole » (vulgarisation technique, alphabétisation fonctionnelle, conseil en gestion, conseil organisationnel, conseil juridique, etc.), à travers les activités de gestion des organisations de producteurs, des Groupements d’Intérêt Economique et des coopératives, à travers d’autres services (travaux agricoles, stockage, transformation, transport, entretien/réparation de machines, services numériques de la « smart agriculture »).

Engagé sur la période 2008-2020, le Plan Maroc Vert (PMV) a permis jusqu’à maintenant à l’agriculture marocaine de se moderniser et d’augmenter sa valeur ajoutée globale. Les investissements réalisés pour le pilier I du PMV de soutien à l’agro-industrie ont rendu l’agriculture toujours plus compétitive sur les marchés internationaux, et amélioré la mise en place de normes sanitaires internationales et de dispositifs de contrôle associés. Le soutien à la petite agriculture promu par le pilier II, à travers le financement de la reconversion de systèmes de production vers des filières à plus haute valeur ajoutée et d’infrastructures de valorisation et de transformation, a montré des résultats quantitatifs en phase avec les objectifs fixés. La création de nombreux produits labellisés de terroirs et de plateformes de commercialisation leur étant dédiées, est un élément de rayonnement des spécificités territoriales du pays et gage d’une meilleure valorisation pour les petits producteurs.

Toutefois, les transformations structurelles de l’agriculture sont des processus longs. En ce sens, la politique agricole du gouvernement concentre aujourd’hui ses efforts sur l’aval des productions, les services à l’agriculture et ce, selon une approche territoriale devant renforcer l’attractivité du milieu rural et y développer une classe moyenne : c’est l’ambition de la nouvelle stratégie « Génération Green 2020-2030 ».

Le budget global de cette stratégie est estimé par le MAPMDREF à 10 milliards d’euros. Le Ministère a prévu de faire appel, comme pour les politiques sectorielles précédentes, aux partenaires techniques et financiers (PTF) internationaux pour l’appuyer dans la mise en œuvre de la stratégie et assurer l’atteinte de ses objectifs.

Ainsi, l’AFD et le MAPMDREF ambitionnent de construire un programme de développement rural intégré favorisant le développement économique et social local et la création d’emplois ruraux.

Le programme TREEA

Le programme « **revitalisation des Territoires Ruraux marocains par l’Emploi et l’Entreprenariat dans le secteur Agricole et para-agricole**» (TREEA), se base sur l’expérience reconnue de l’AFD sur le secteur au Maroc (Appui au Plan Maroc Vert), en adoptant une approche territoriale basée sur les besoins du terrain et tenant compte des impacts du changement climatique. Il s’inscrit dans le temps long, nécessaire à toute transformation rurale. Il renforce, dans le contexte de la crise Covid-19, le système de sécurité sanitaire des aliments marocain. Enfin, il fédère, en plus de l’AFD, la Banque Mondiale (instrument *Program for Results* (P4R) d’aide budgétaire axée sur les résultats) et l’Union Européenne (don NIP) afin d’optimiser les effets et impacts des premières activités de mise en œuvre de la stratégie.

Le programme TREEA vise à contribuer à rendre attractif les territoires ruraux pour participer au développement de la classe moyenne rurale, en accompagnant le Gouvernement du Maroc dans sa nouvelle stratégie “Génération Green 2020-2030”. Pour se faire, il se déploie à la fois à l’échelle nationale et dans trois régions - Fès-Meknès, Oriental et Souss-Massa- en finançant des interventions prioritaires et des mesures de renforcement des capacités institutionnelles à travers 3 composantes :

C1 : Appui à la Stratégie Génération Green 2020-2030 au niveau national

Cette composante comprend la mise en œuvre d’activités et investissements structurants pour les acteurs publics du secteur agricole et para-agricole. A ce titre, trois thématiques, dits « Domaines de Résultats » (DR) ont été identifiées dans le cadre de la stratégie « Génération Green 2020-2030 » :

* DR1 : l’inclusion des jeunes femmes et hommes et l’amélioration de leurs revenus
* DR2 : l’amélioration de la gestion (stockage, transformation) et de la commercialisation des produits agricoles en tenant compte des impacts du changement climatique,
* DR3 : les activités de support que sont le conseil, la recherche et le développement d’innovations.

Les interventions prévues au titre de la composante 1 sont complémentaires de celles prévues à la composante 2. La composante 1 contient également des conditions de réussite des interventions en régions et de la pérennité des dispositifs d’attractivité des territoires.

C2 : Renforcement de l’écosystème agricole régional dans trois régions du Maroc

Cette composante repose sur le concept structurant « d’écosystème agricole régional » qui a permis d’identifier les trois objectifs spécifiques du programme TREEA. Ce concept est composé de deux piliers :

* Les acteurs du territoire intervenant dans le secteur agricole et para-agricole : les services et agences déconcentrés du MAPMDREF, le Conseil régional, les représentants des autres départements ministériels, du secteur privé et de la société civile ayant une activité structurante sur l’emploi et l’entreprenariat dans le secteur agricole dans la région, les agriculteurs, et les organisations professionnelles agricoles.
* Les déterminants de la production et de la commercialisation agricole: maîtrise des itinéraires techniques, disponibilité et durabilité des ressources et intrants, information sur les prix et accès aux marchés, accès aux financements, capacité de stockage et de transformation/valorisation des productions.

En ce sens, les interventions de cette composante 2 reposent sur une analyse des besoins des acteurs institutionnels et sur l’identification, avec les acteurs de terrains (agriculteurs, coopératives, professionnels) des déterminants manquants, ou inefficients de la production et de la commercialisation agricole pour le développement d’une agriculture durable et génératrice d’emploi au niveau du territoire. Il peut ainsi s’agir de mettre en place des marché(s) de production locaux (e.g. marchés de paysans), d’équiper des GIE, ou encore d’accompagner en termes de gestion et de marketing produit des individus, coopératives, GIE, entreprises qui s’inscrivent dans une dynamique de développement de services agricoles et para-agricoles et de création de valeur ajoutée à l’aval des filières agricoles.

L’identification des interventions nécessaires est précisée par la déclinaison des besoins selon les différents types d’espaces ruraux existants au Maroc. En ce sens, l’étude de faisabilité, qui a sollicité l’avis de plus de 450 professionnels répartis au niveau central et en région, a identifié quatre types d’espaces qui se vérifient dans les régions cibles du programme.

* Le premier type correspond aux espaces polarisés autour de l’agriculture intensive et irriguée, ayant un fort impact négatif sur les ressources en eau souterraines, et qui se caractérisent par un accroissement de la population attirée par les opportunités d’emploi salarié et non salarié et par la constitution de bassins d’emploi au sein desquels se concentrent aussi les services aux personnes.
* Le deuxième type est celui des espaces ruraux polarisés par les grandes villes de proximité (ex-ceintures maraîchères) qui se caractérisent aussi par un accroissement de la population, tirée par une conversion des terres agricoles en terrains résidentiels sous la forme de lotissements plus ou moins réglementaires et caractérisée par une survalorisation du foncier qui pénalise lourdement les nouveaux projets agricoles.
* Le troisième type concerne les espaces ruraux intermédiaires, dans lesquelles prédomine une exploitation des ressources naturelles renouvelables pour l’essentiel sous forme d’agriculture pluviale ou de petits périmètres irrigués (dits Petite et Moyenne Hydraulique-PMH) et d’élevage pastoral. Ce sont des espaces dont les productions ont subi pendant de longues années les effets de la concurrence des produits importés et subventionnés (céréales et huiles) et des productions des zones d’agriculture intensive (fruits et légumes) et qui ont subi également un retard en matière d’équipement en infrastructures socio-économiques de base.
* Le quatrième type est celui des espaces ruraux périphériques non polarisés, qui se caractérisent par une population en voie de vieillissement rapide suite à une émigration ancienne. Les populations de ces espaces ruraux, difficiles d’accès, ont pour la plupart des revenus non agricoles, issues des transferts de migrants, de l’élevage extensif, du commerce, du tourisme, des mines ou de l’artisanat. Ce sont des zones à faible densité, avec une proportion élevée de population dite « dépendante ».

Sur cette base, des catégories d’actions éligibles correspondant aux objectifs spécifiques du programme ont été pré-identifiées durant la phase de diagnostic de l’étude de faisabilité :

* Equipements de GIE et de coopératives
* Construction de marchés de production locaux
* Construction et/ou équipement de centres de gestion dédiée à l’accompagnement non financier des TPME agricoles et para-agricoles (notamment à travers le programme « Dar El Fellah » de l’ONCA)
* Rénovation et/ou équipement d’instituts de formation professionnelle agricole
* Mise en place et/ou consolidation de centres d’apprentissage agricole
* Rénovation de centres de conseil agricole
* Etudes de faisabilité et réalisation de projets d’investissement des collectivités locales structurants pour l’écosystème agricole régional (rénovation de souks, zones d’activités rurales, abattoirs).
* Accompagnement non financier des entités économiques agricoles ou para-agricoles
* Accompagnement des exploitations familiales agricoles pour le développement de l’agriculture agro-écologique ou biologique

Au rythme de l’exécution du programme et des cycles de programmation budgétaires des services déconcentrés du MAPMDREF concernés, les actions éligibles au financement du programme parmi ces catégories d’actions seront spécifiées dans chaque région cible, en concertation avec les acteurs du territoire intervenant dans le secteur agricole et para-agricole et au regard des enjeux et priorités spécifiques s’appliquant à leur territoire.

L’identification de ces actions éligibles tiendra compte des évènements externes au programme TREEA, notamment les nouveaux Plans Agricoles Régionaux Génération Green 2020-2030 aujourd’hui en cours de définition.

Cette liste sera soumise à l’avis du Comité Régional de Coordination qui validera chaque année N les actions éligibles à l’année N+1. En effet, cette composante s’inscrit dans une logique de « programme apprenant », permettant de laisser ouvertes les actions éligibles à de nouveaux objets en fonction de l’évolution, ou encore de la précision des besoins, et ce, dans le respect des objectifs spécifiques du programme.

Ces nouvelles propositions seront analysées par le COPIL et soumises à la non-objection de l’AFD. Les enjeux environnementaux et sociaux seront à ce titre particulièrement étudiés afin de respecter la classification du programme en B+.

Il s’agira également de s’assurer que les principes de l’emploi décent et de la réduction des inégalités femmes-hommes soient systématiquement intégrés dans la conception et la mise en œuvre des investissements éligibles.

La procédure de maîtrise des risques définie dans la suite du CGES fournit les éléments de compréhension du processus de sélection des actions qui seront mises en œuvre dans le cadre du Programme.

Une première sélection d’actions éligibles sera inscrite au budget 2021 des maîtrises d’ouvrage déléguées d’ici le démarrage du programme (prévu pour décembre 2020).

A ce titre, l’étude de faisabilité a déjà permis de préciser et dimensionner deux des catégories d’interventions clés et particulièrement innovantes à soutenir. Ce sont ces interventions qui seront financées par l’investment grant de la NIP, dont une première série sera inscrite dans les budgets 2021 des maîtrises d’ouvrage déléguées correspondantes (i.e. les DRA):

1. Accompagnement durable pour le développement de l’agriculture agro-écologique ou biologique dans les exploitations familiales.

Ces interventions ont été identifiées sur la base de réflexions et d’expérimentations déjà menées par l’ADA sur le sujet et de projets pilotes portés par des ONG et cofinancés par l’AFD au Maroc (Agrisud International, RIAM). Il s’agira de financer l’accompagnement et le petit équipement des exploitations familiales portant sur des modes de production et/ou de transformation agricole et d’élevage plus résilients et adaptés aux impacts du changement climatique. Ce type de projets de développement agricole n’est encore que trop considéré comme expérimental alors que de nombreuses expériences ont démontré leur intérêt dans des contextes précis, notamment là où existe une demande pour des produits de qualité et pouvant absorber un prix plus élevé que celui du marché. Ces principes et techniques allient les savoirs faire paysans locaux et les dernières innovations de ces modes de production, valorisées notamment par le milieu associatif et les instituts de recherche en agriculture. Ces modes de production permettent de réduire les charges en intrants, de valoriser les semences locales et traditionnelles et de produire des aliments de meilleure qualité s’inscrivant sur des segments de marché à plus haute valeur ajoutée. Ils sont aussi plus intenses en main d’œuvre, avec une demande plus lissée dans le temps permettant de mieux sécuriser les revenus des ouvriers et ouvrières agricoles. Les économies en intrants de synthèses et l’augmentation des prix de vente peuvent ainsi, sur le moyen terme, permettre de revaloriser les salaires. Les enjeux de valorisation des produits sont également plus forts lorsqu’ils sont issus de pratiques respectueuses de l’environnement et de la santé humaine et animale.

Il est ainsi proposé de réserver une enveloppe de 5 MEUR pour financer en priorité dans les régions de Fès Meknès et de l’Oriental des projets de développement ou de reconversion totale ou partielle d’exploitations agricoles à des modes de production faisant appel aux principes et techniques de l’agro-écologie ou de l’agriculture biologique. L’identification des projets éligibles sera réalisée par différents canaux : à travers des appels à projets ou des marchés publics lancés par l’ADA ou les DRA, ou directement par les DRA et les DPA en dialogue avec les organisations de producteurs sur le terrain dans le cadre de partenariats existants entre ces dernières et les services du MAPMDREF. En fonction de la réussite de ces premiers projets d’accompagnement, le Ministère pourra ensuite mobiliser une partie du prêt-programme AFD, voire son budget général dans le cadre des activités régulières des DRA, pour promouvoir davantage ce type de projets.

1. Accompagnement non financier des entités économiques agricoles ou para-agricoles (pré et post-création).

Dans le cadre de la nouvelle stratégie Génération Green, les services territoriaux de l’agriculture sont appelés à superviser l’accompagnement non financier des coopératives, des GIE et des petites entreprises de services du secteur agricole et para-agricole, sans que les modalités opérationnelles de ce nouveau mandat ne soient encore clairement définies. A titre de « projet pilote », il est proposé que le programme TREEA finance des prestations d’accompagnement de ces entités économiques par des organismes privés et/ou associatifs, et pouvant s’intégrer dans les « Dar El Fellah » de l’ONCA ou autre dispositif territorial d’appui à l’entreprenariat. Ces prestations seront supervisées par les services du ministère en région (DPA/DRA) avec l’appui de l’ADA, et mobiliseront un montant de 9 MEUR en provenance de la NIP.

Cet accompagnement non financier des entités économiques se fera de concert et en complémentarité des dispositifs existants en la matière et soutenus par d’autres secteurs. Cette forme de contractualisation, à préciser lors de la phase de démarrage du programme, pourra s’inspirer d’expériences françaises ou internationales, reposant sur une forte implication de la société civile (modèle de conseil aux coopératives de Cerfrance, plateforme régionale d’appui à l’entreprenariat d’Initiative France, projet « Transform » d’appui aux TPME agricoles déployé par l’Institut Européen de Coopération et de Développement en Côte d’Ivoire et au Cameroun, etc.).

C3 : Appui aux acteurs de l’écosystème régional agricole

Pour appuyer les maîtrises d’ouvrage régionales dans l’exercice de leur mission de coordination des parties prenantes de l’écosystème agricole et de mise en œuvre du programme TREEA, cette composante financera une assistance technique dédiée.

Cette AT accompagnera ainsi la mise en place d’une gouvernance territoriale intégrée des nouveaux Plans Agricoles Régionaux Génération Green, reposant sur l’implication renforcée des opérateurs déconcentrés d’autres Ministères et des entités décentralisées (Conseil régional, communes) avec lesquels le MAPMDREF partage des compétences en matière d’emploi, d’entreprenariat ou de commercialisation agricole.

Il s’agira par exemple d’accompagner les DRONCA dans leur mission d’organisation et d’animation des parties prenantes structurantes pour le développement du conseil agricole (technique et de gestion), d’accompagner les acteurs de l’entreprenariat rural dans chaque région (DRA, les chambres d’agriculture, mais aussi l’ANAPEC, les Centres Régionaux d’Investissements).

Il s’agira aussi d’appuyer les CRC à tester des mécanismes pour assurer la complémentarité des fonctions et missions entre les services déconcentrés du MAPMDREF et collectivités locales sur leurs champs de compétence partagées, telle que le prévoit la politique de régionalisation avancée au Maroc et le Décret n°2-17-618 du 26 décembre 2018 portant charte nationale de la déconcentration administrative.

Cette AT soutiendra par ailleurs, la DF, la DSS et les services déconcentrés du MAPMDREF pour la réalisation technique et le suivi des actions éligibles dans le cadre de la composante 2, notamment en s’assurant de la bonne application des mesures prévues par le Cadre de Gestion Environnemental et Social (CGES) du programme et d’une prise en compte effective des enjeux de Genre. L’AT appuiera également les maîtrises d’ouvrages dans le suivi-évaluation global du programme TREEA. Un expert E&S international avec une solide expérience sur les aspects genre est prévu dans le cadre de l’AT.

La mise en œuvre du plan de communication et de visibilité du programme sera également financée dans la cadre de cette composante. Le plan de communication adoptera une véritable démarche de participation des parties prenantes.

*En résumé*

Une première composante comprend les activités pilotées à l’échelle nationale, dans le cadre d’un « *Program for Results* » cofinancé par la Banque Mondiale et l’AFD. Une seconde composante, pilotée à l’échelle régionale, cofinancée par l’AFD et la NIP, comprend les interventions de renforcement de l’écosystème agricole régional, et notamment l’accompagnement de projets d’adaptation de l’agriculture familiale aux changements climatiques par le développement de pratiques issues de l’agroécologie ou biologiques et l’accompagnement non financier des coopératives, GIE, et des jeunes porteurs locaux de projets entrepreneuriaux dans le secteur agricole et para-agricole. Une troisième composante, également co-financée par l’UE et l’AFD, regroupe les activités d’assistance technique du programme. L’approche proposée veille à l’intégration des enjeux d’inégalités femmes-hommes dans le secteur agricole et met l’accent sur l’appropriation de la nouvelle stratégie agricole nationale par les acteurs locaux, pour que sa déclinaison soit adaptée aux besoins spécifiques des territoires. En ce sens, ce sont les parties prenantes des trois régions cibles qui, à l’aune des spécificités de leur écosystème agricole régional, identifient les interventions à financer par le programme.

Intervenants et mode opératoire

L’emprunteur est le Ministère de l’Economie des Finances et de la Réforme Administrative, la maîtrise d’ouvrage du programme est confiée au Ministère de l’Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts. En collaboration avec les Directions Régionales de l’Agriculture de Fès-Meknès, de l’Oriental et de Souss-Massa et la Direction Financière du MAPMDREF, la Direction de la Stratégie et des Statistiques aura la responsabilité technique et fiduciaire de l’exécution des composantes 2 et 3 en étroite collaboration avec les autres agences d’exécution du programme. La composante 1 est également sous la responsabilité de la DSS, mais selon les procédures du P4R. La gouvernance institutionnelle du programme assure une coordination à tous les niveaux, central, régional et provincial, avec un système intégré de pilotage et de suivi-évaluation.

Principaux effets attendus

De par son approche couplant activités au niveau national et au niveau local, les effets attendus du programme TREEA sont multiples. Les territoires ruraux, notamment dans les régions de Fès-Meknès, de l’Oriental et de Souss-Massa seront plus attractifs et pourvoyeurs d’emploi car les dispositifs de formation professionnelle agricole seront améliorés, les dispositifs d’accompagnement de l’entreprenariat pré et post-création renforcés et pérennisés. Les modes de production agricoles des exploitations familiales agricoles évolueront vers des pratiques plus durables sur le plan environnemental et plus résilientes face aux chocs (climatiques, économiques). L’organisation de la commercialisation des produits favorisera le développement de circuits courts et la sécurité sanitaire des aliments sera améliorée. En ce sens, la valeur ajoutée du secteur agricole sera mieux redistribuée au niveau local, permettant au programme de contribuer développement d’une classe moyenne rurale.

La description ci-dessus montre bien qu’une grande partie des sous-projets ne seront connus qu’au fur et à mesure de l’avancement du Programme.

**C’est pourquoi la préparation d’un cadre de gestion environnemental et social (CGES) est requise.** L'objectif du CGES est de servir de guide pour garantir que les sous-projets et activités accompagnées par le biais du Programme de Revitalisation - une fois définis - seront évalués quant à leurs impacts environnementaux et sociaux potentiels et que ceux-ci seront gérés de manière appropriée, conformément au processus de maîtrise des risques de l’AFD. Les partenaires d'exécution du projet et l'unité de gestion du projet (UGP) suivront ce CGES pour s'assurer que les risques environnementaux et sociaux des sous-projets et activités sont correctement identifiés et évalués, et que des mesures de gestion/mitigation des risques environnementaux et sociaux sont en place avant la mise en œuvre des activités et sous projets concernés.

# LEs cadres normatifs de l’évaluation environnementale et sociale et leur application au projet

## Le cadre normatif E&S du Maroc et son application au projet

### Introduction

Les cadres législatif et juridique marocains se caractérisent par un nombre important de textes dont les premiers remontent à l’année 1914. Les textes législatifs ont pour principe de base :

* La protection de la propriété privée du patrimoine de l’état en vue de la protection de la salubrité publique ;
* Le maintien de la qualité du produit emprunté qui devrait être restitué dans son état initial. L’autorité nationale chargée de l’environnement a mis au point une stratégie nationale en matière d’environnement. Les textes juridiques reposent sur ce qui suit :
* La protection et la gestion durable des ressources en eau ;
* La protection et la gestion durable des ressources en sol ;
* La protection de l’air et la promotion des énergies renouvelables ;
* La protection et la gestion durable des milieux naturels, particulièrement les forêts, les oasis et le littoral ;
* La prévention des catastrophes naturelles et risques technologiques majeurs ;L’amélioration de l’environnement urbain et pré-urbain ; et
* La gestion et la communication environnementales.

Depuis 2002, le Maroc a mené une réflexion de fond pour élaborer les bases d’une politique plus diversifiée de protection de l’environnement prenant en compte les principes de développement durable dans l’ensemble des secteurs sachant que, jusque-là, elle se concentrait essentiellement sur la question de l’eau.

En 2003, trois nouvelles lois ont été promulguées, à savoir la loi cadre 11-03 sur la protection de l’environnement, la loi 12-03 sur les études d’impact environnemental et la loi 13-03 relative à la lutte contre la pollution de l’air. Pour l’application efficiente de ces lois, leurs décrets d’application ont été adoptés et ont renforcé davantage l’arsenal juridique.

Les réflexions sur la protection de l’environnement et du développement durable, se sont accentuées en 2010, à l’occasion du débat national qui a accompagné l’élaboration de la Charte Nationale de l’Environnement et du Développement Durable (CNEDD) et qui a conduit, après un long processus de concertation et de validation, à la promulgation de la loi cadre sur l’environnement le 20 mars 2014. Une nouvelle Stratégie de l’Environnement et une Stratégie Nationale de Développement Durable ont aussi vu le jour très récemment (2013 et 2014) institutionnalisant les grands principes du développement durable (pollueur/payeur, préleveur/payeur, responsabilité, prévention...). Portée par cette dynamique, le Maroc dispose aujourd’hui d’un cadre législatif environnemental relativement étoffé qui répond aux principales problématiques identifiées. Cependant le cadre législatif n’est pas complet ni systématiquement cohérent et, d’autre part, le cadre juridique n’est pas totalement effectif et la loi n’est pas systématiquement accompagnée par les décrets d’applications. On soulignera cela notamment dans les domaines du sol, de l’air ou du littoral.

En effet, la stratégie de Développement Durable a pour objectifs :

* De garantir la mise a en place d’un arsenal législatif et réglementaire de protection et d’amendement de l’environnement harmonisant les exigences de protection de l’environnement et ceux du développement socio-économique ;
* De mener à bien l’unité légale de l’ensemble des textes environnementaux existants ainsi que leur intégration indéfrisable ;
* Veiller à la synchronisation de la législation environnementale nationale à l’égard de la réglementation internationale en matière d’environnement. Le renforcement du cadre juridique et réglementaire relatifs à l’environnement, a représenté le souci majeur des hauts responsables du pays.

L’arsenal législatif et réglementaire de protection et d'amendement de l'environnement harmonise entre les exigences du développement socio-économique durable et la protection des ressources naturelles ainsi que leurs utilisations rationnelles.

Deux nouvelles lois ont été adoptées récemment à savoir la loi 47-18 portant réforme des centres régionaux d’investissement et création de commissions unifiées d’investissement, et la loi 49-17 se rapportant à l’évaluation environnementale, pour enrichir et étoffer davantage le code de l’environnement marocain.

Ce chapitre identifiera les principaux textes législatifs et réglementaires, relatifs à la protection de l’environnement et développement durable, et qui sont applicables au Projet en relation avec la nature des actions prévues d’être réalisées, et de l’environnement qui va les accueillir. D’autres textes réglementaires en relation avec la nature du projet et des actions proposées seront aussi cités dans ce chapitre.

Le projet vise la réalisation des actions d’accompagnement, assistance technique, renforcement de capacité, équipement, construction ou restauration. Ainsi les principales lois sont celles fondamentales à la réalisation de tous les projets en relation avec la protection du sol, des ressources en eau, de l’air et la gestion des effluents liquides et solides, en plus des textes régissant l’urbanisme, l’organisation des régions et la charte communale.

### Cadre juridique applicable au projet

#### Lois et textes relatifs à la protection de l’environnement

Loi-cadre n°99-12 portant charte nationale de l’environnement et du développement durable

L’élaboration de la loi 99-12 s’est appuyée sur les dispositions de la Constitution qui donnent à tout individu, le droit à un environnement sain et une vie descente. Son contenu tient compte des engagements relatifs à la protection de l’environnement en faveur d’un développement durable, souscrits par le Royaume du Maroc dans le cadre des conventions internationales ratifiées par lui.

En cela, elle traduit la détermination du Maroc à inscrire ses efforts de développement économique, social, culturel et environnemental dans une perspective durable, en veillant à ce que les stratégies sectorielles, les programmes et les plans d’action prévus soient menés dans le strict respect des exigences de protection de l’environnement et du développement durable.

En effet, cette loi-cadre fixe les objectifs fondamentaux de l’action de l’État en matière de protection de l’environnement et de développement durable. Elle a pour but de :

* Renforcer la protection et la préservation des ressources et des milieux naturels, de la biodiversité et du patrimoine culturel, de prévenir et de lutter contre les pollutions et les nuisances ;
* Intégrer le développement durable dans les politiques publiques sectorielles et adopter une stratégie nationale de développement durable ;
* Harmoniser le cadre juridique national avec les conventions et les normes internationales ayant trait à la protection de l’environnement et au développement durable ;
* Renforcer les mesures d’atténuation et d’adaptation aux changements climatiques et de lutte contre la désertification ;
* Décider les réformes d’ordre institutionnel, économique, financier et culturel en matière de gouvernance environnementale ;
* Définir les engagements de l’Etat, des collectivités territoriales, des établissements publics et sociétés d’Etat, de l’entreprise privée, des associations de la société civile et des citoyens en matière de protection de l’environnement et de développement durable ; et,
* Etablir un régime de responsabilité environnementale et un système de contrôle environnemental.

Dahir N°1-03-59 du 10 Rabii I 1424 (12 mai 2003), promulguant la Loi n°11-03 relative à la protection et à la mise en valeur de l'environnement

La Loi n°11-03 définit les principes et les orientations d'une stratégie juridique environnementale pour le Maroc et a pour objectif de rendre plus cohérent, sur le plan juridique, l'ensemble des textes ayant une incidence sur l'environnement.

Les dispositions générales de cette loi visent la protection de l'environnement et des ressources naturelles contre toute forme de nuisance à l'origine de sa dégradation incluant l’obligation de protéger le sol, le sous-sol et les richesses qu'ils contiennent contre toute forme de dégradation, la faune, la flore et la biodiversité au moyen d'une gestion rationnelle en vue de préserver toutes les espèces et de garantir l'équilibre écologique.

L'affectation et l'aménagement du sol à toutes fins susceptibles de porter atteinte à l'environnement sont soumis à une autorisation préalable suivant les cas et conformément aux conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires.

Elle fixe aussi les dispositions législatives et réglementaires d’exploitation d’une installation classée soumise à autorisation.

Dahir n°1-03-60 du 12 mai 2003 portant promulgation de la Loi n°12-03 relative aux études d’impact sur l’environnement

Cette loi établit la liste des projets assujettis à la procédure de réalisation et la consistance des études d'impact. La loi institue également la création d'un comité national des études d'impact environnemental présidé par le Ministre en charge de l'Environnement. Ce comité a pour rôle de décider, sur la base des résultats de l'étude d'impact, de l'acceptabilité environnementale qui conditionne la mise en œuvre des projets assujettis. Les décrets associés sont :

* Décret n° 2-04-563 du 5 Kaada 1429 (4 novembre 2008) relatif aux attributions et au fonctionnement du comité national et des comités régionaux des études d'impact sur l'environnement.
* Décret n° 2-04-564 du 5 Kaada 1429 (4 novembre 2008) fixant les modalités d'organisation et de déroulement de l'enquête publique relative aux projets soumis aux études d'impact sur l'environnement

Dahir n°1-20-78 du 18 Hijja 1441, 8 Août 2020), portant promulgation de la loi49-17 sur l’évaluation environnementale

L’adoption et la promulgation de la loi 49.17 sur l'évaluation environnementale, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions de la loi-cadre n ° 12-99 en tant que charte nationale de l'environnement et du développement durable, qui prévoit la révision de la loi n ° 12.03 relative aux études d'impact sur l'environnement.

Cette loi vise à soumettre les politiques publiques, les plans et les programmes de développement à une évaluation environnementale stratégique. La loi est également accompagnée d'une série d'amendements visant à simplifier la procédure d'étude de l'impact sur l'environnement des petits projets ayant de faibles impacts sur l'environnement.

Sont soumis à la réalisation d’une notice environnementale les projets dont les impacts sont estimés très faibles.

L’étude d’impact environnemental reste d’actualité et est réalisée pour les projets assujettis. La liste des projets soumis à une étude d’impact environnemental est révisée et sera publiée par la suite.

Les projets qui de par leur nature étaient assujettis à une EIE et ne l’ont pas réalisé, feront l’objet d’un audit environnemental qui devra être réalisé par un bureau d’études agrée et conformément à la procédure qui sera définie par voie réglementaire.

La loi a aussi renforcé le rôle de la police environnementale, et a précisé les montants des amendes afférentes aux infractions dépendamment de leur nature.

Ces amendes concernent entre autre :

* l’exploitation d’industrie ou de projets soumis à une EIE sans avoir obtenu l’acceptabilité environnementale ;
* Le non-respect des dispositions de la loi concernant la réalisation de l’audit environnemental des projets fonctionnels n’ayant pas fait l’objet d’une EIE malgré qu’ils y soient assujettis ;
* Le non-respect des clauses du Cahier des Charges environnementales.

Le Comité National des Etudes d’impact n’examinera et validera que les projets à caractère national, projets transfrontaliers et programmes concernant plusieurs régions.

Les autres projets seront examinés par les comités régionaux comme stipulé par la loi 47-18.

Les textes d’application de cette loi sont en cours d’adoption. La loi 12-03 reste applicable.

Dahir n°1-19-18 du 7 joumada II 1440 (13 févier 2020) portant promulgation de la loi 47-18 portant réforme des centres régionaux d’investissement et création des commissions régionales unifiées d’investissement

Cette loi, en plus de porter sur la réforme des centres régionaux d’investissement, légifère la création des Commissions Régionales Unifiées d’Investissement. Ces commissions seront créées dans chacune des régions du Maroc, en vue de s’assurer du traitement intégré et harmonisé des dossiers d’investissement. Chaque commission est un organe de décision et de coordination de l’activité des administrations compétentes. Elle vient se substituer aux commissions exerçant à la date d’entrée en vigueur de cette loi, les attributions prévues par l’article y afférent (Article 1 Partie II de la loi) nonobstant toute disposition législative ou réglementaire contraire.

Il est de ses prérogatives entre autre de :

* Procéder à une évaluation préalable des projets d’investissement qui lui sont soumis, sur les plans économique, social, environnemental et urbanistique, ainsi qu’en matière de création d’emplois, et le cas échéant s’assurer de leur éligibilité au régime incitatif et avantages accordés par l’Etat tel que prévu par la législation et la réglementation en vigueur ;
* Examiner les études d’impact environnemental et donner son avis d’acceptabilité environnementale des projets d’investissement qui lui sont soumis.

La procédure d’examen des EIEs est définie par la commission et est publiée sur la plateforme

Décret n°2-14-782 du 30 rejeb 1436 (19 mai 2015) relatif à l’organisation et aux modalités de fonctionnement de la police de l’environnement

Ce décret a pour objet de fixer les attributions de la police de l’eau notamment :

* Au contrôle, à l’inspection, à la recherche, à l’investigation, à la constatation des infractions et à la verbalisation prévue par les dispositions des lois associées (loi n°11-03, loi n°12-03, loi n°13-03 et loi n°28-00) ;
* La mise en application effective des principes de l’usager-payeur et du pollueur-payeur ;

Cette loi permet de renforcer le pouvoir des administrations concernées par l’application des dispositions de protection de l’environnement contenues dans toute autre législation particulière.

La loi 113-14 portant charte communale

La loi organique portant sur les communes fixe les conditions de la gestion par la commune de ses affaires de manière démocratique, la mise en œuvre par le président de la région des délibérations et décisions du Conseil de la région, les conditions de dépôt des pétitions par les citoyens et les associations, les prérogatives propres à la commune, les prérogatives qu’elle partage avec l’Etat, celles qui lui sont transférées par l’Etat, en plus du système financier des communes et la source de ses ressources financières.

Elle définit également les conditions et les modalités de constitution par les communes de groupements territoriaux, ainsi que les modalités de la promotion de la coopération entre les communes, les mécanismes visant à accompagner l’évolution territoriale dans ce sens, les règles de gouvernance relatives à l’application du principe de la libre administration des affaires de la commune, et le contrôle de la gestion des programmes et de la comptabilité.

Dahir n° 1-15-83 du 20 ramadan 1436 (7juillet 2015), portant promulgation de la loi organique n° 111-14 relative aux régions

Cette loi fixe les modalités de fonctionnement de la région, sa contribution dans les projets de développement, l’administration de la région et les organes d’exécution des projets et mécanismes de coopération et partenariat.

#### Lois et textes relatifs à l’eau

Dahir n°1-16-113 du 6 kaada 1437 portant promulgation de la loi n°36-15 relative à l'eau

Les objectifs de la réforme de la loi sur l’eau, à travers la loi 36-15, consistent en la promotion de la gouvernance dans le secteur de l’eau à travers la simplification des procédures et le renforcement du cadre juridique relatif à la valorisation de l’eau de pluie et des eaux usées, la mise en place d’un cadre juridique pour dessaler l’eau de mer, le renforcement du cadre institutionnel et des mécanismes de protection et de préservation des ressources en eau.

La loi n° 36-15 repose notamment sur des principes fondamentaux parmi lesquels, la domanialité publique de l’eau, le droit de tous citoyenne et citoyen à l’accès à l’eau et à un environnement sain, la gestion de l’eau selon les pratiques de bonne gouvernance qui inclut la concertation et la participation des différentes parties concernées. La gestion intégrée et décentralisée des ressources en eau en assurant la solidarité spatiale, la protection du milieu naturel et la promotion du développement durable et l’approche genre en matière de développement et de gestion des ressources en eau.

Décret n°2-97-489 du 05 février 1998 relatif à la délimitation du domaine public hydraulique DPH, à la correction des cours d'eau et à l'extraction des matériaux

Le domaine public hydraulique est constitué de toutes les eaux continentales, qu'elles soient superficielles, souterraines, douces, saumâtres, salées, minérales ou usées ainsi que des eaux de mer dessalées écoulées dans le domaine public hydraulique et des ouvrages hydrauliques et leurs annexes affectés à un usage public.

Ce décret définit les conditions de délimitation du DPH ainsi que le droit à l’usage de ce domaine.

Décret n° 2-05-1326 relatif aux eaux à usage alimentaire

Ce décret s'articule sur les normes de qualité de l'eau potable qui doivent être respectée pour assurer la distribution et le ravitaillement en eau potable dans des conditions qui ne nuisent pas à la santé publique.

La demande d'autorisation pour l'alimentation en eau potable est adressée à l'autorité gouvernementale chargée de la santé, accompagnée d'une étude justifiant l'absence d'autres alternatives, l'impossibilité de rendre l'eau objet de la demande potable dans des conditions économiques raisonnables, et démontrant l'absence de risques pour la santé.

Décret n°2-04-553 du 13 hijja 1425, Janvier 2005 relatif aux déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects dans les eaux superficielles ou souterraines

Il définit le déversement comme étant tout déversement, écoulement, rejet, dépôt direct ou indirect dans une eau superficielle ou une nappe souterraine susceptible d'en modifier les caractéristiques physiques, y compris thermiques et radioactives, chimiques, biologiques ou bactériologiques.

Les caractéristiques physiques, chimiques, biologiques et bactériologiques de tout déversement doivent être conformes aux valeurs limites de rejets, fixées par arrêtés conjoints des autorités gouvernementales chargées de l'intérieur, de l'eau, de l'environnement, de l'industrie et de toutes autres autorités gouvernementales concernées.

Décret n° 2-05-1533 du 14 moharrem 1427 (13 février 2006) relatif à l'assainissement autonome.

Ce décret a pour principal objectif, la fixation des dispositifs d’assainissement autonome ainsi que les prescriptions techniques et les modalités de réalisation, d’exploitation, d’entretien et de maintenance en bon état de fonctionnement desdits dispositif. Les dispositifs d'assainissement autonome sont de deux types :

* Les dispositifs assurant la collecte et l'épuration des eaux usées tel que la fosse septique ; et,
* Les dispositifs assurant à la fois la collecte, l'épuration et l'évacuation des eaux usées par utilisation des sols, tels que l'épandage souterrain dans le sol naturel, l'épandage dans un sol reconstitué ou la fosse chimique.

Décret n° 2-97-787 du 6 chaoual 1418 (4 février 1998) relatif aux normes de qualité des eaux et à l'inventaire du degré de pollution des eaux.

Les normes de qualité définissent :

* Les procédures et les modes opératoires d'essai, d'échantillonnage et d'analyse ;
* La grille de qualité des eaux définissant des classes de qualité permettant de normaliser et d'uniformiser l'appréciation de la qualité des eaux ; et,
* Les caractéristiques physico-chimiques, biologiques et bactériologiques notamment : (i) des eaux alimentaires destinées directement à la boisson ou à la préparation, au conditionnement ou à la conservation des denrées alimentaires destinées au public ; (ii) de l'eau destinée à la production de l'eau potable ; (iii) de l'eau destinée à l'irrigation (iv) de l'eau usée destinée à l'irrigation ; (v) des eaux piscicoles.

Les normes de qualité sont fixées par arrêtés conjoints des autorités gouvernementales chargées de l'équipement et de l'environnement après avis de l'autorité gouvernementale chargée de la santé publique et du ministre dont relève le secteur concerné par lesdites normes. Elles font l'objet de révisions tous les dix (10) ans ou chaque fois que le besoin s'en fait sentir.

Arrêté N 3286.17 du 13 hija 1438 (4 Septembre 2017) fixant les valeurs limites générales de rejet dans les eaux superficielles ou souterraines

Cet arrêté fixe les valeurs limites générales de rejet relatif aux déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects dans les eaux superficielles ou souterraines entrant en vigueur le 1er janvier 2018.

Arrêté conjoint du ministre de l'Intérieur, du ministre de l'Energie, des mines, de l'eau et de l'environnement, du ministre de l'Industrie, du commerce et des nouvelles technologies et du ministre de l'Artisanat n° 2943-13 du 1er Hija 1434 (7 octobre 2013) fixant les rendements des dispositifs d'épuration des eaux usées

Cet arrêté Définit les rendements épuratoires par catégorie des dispositifs de traitement, qui à défaut de valeurs mesurées seront utilisés pour le calcul de la redevance.

Les rendements sont calculés sur la matière oxydable (MO) d’après la formule: MO= (DCO + 2\*DBO5)/3.

L’arrêté fixe pour les catégories de dispositifs d’épuration l’appréciation (Insuffisant/Moyen/Bon) en fonction du rendement calculé.

Décret n°2-97-875 du 4 février 1998 relatif à l’utilisation des eaux usées

Ce décret définit les conditions d’utilisation des eaux usées. L’autorisation de l’utilisation des eaux usées est délivrée par l’agence du bassin hydraulique.

Arrêté conjoint du Ministre de l’Équipement et du Ministre chargé de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement, de l'Urbanisme et de l’Habitat n° 1276-01 du 17 octobre 2002 portant fixation des normes de qualité des eaux destinées à l’irrigation

Cet arrêté définit notamment les normes de qualité fixées pour les eaux d’irrigation.

#### Lois et textes relatifs aux émissions atmosphériques

Loi N° 13-03 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique

Cette loi a pour but de prévenir, réduire et limiter les émissions des polluants atmosphériques susceptibles de porter atteinte à la santé de l’homme en particulier et à l’environnement d’une manière générale. Elle définit les moyens de lutte contre la pollution de l’air, les procédures de sanctions en cas de dommages ou de pollution grave et les mesures d’incitation à l’investissement dans les projets de prévention de la pollution de l’air.

Décret n° 2-09-286 de 2009 fixant les normes de la qualité de l’air et les modalités de la surveillance

Le décret a mis en place la définition des termes en relation avec la qualité de l'air : seuil d'alerte, niveau de concentration, indice de qualité de l'air, station, réseau de surveillance, mesures d'urgence. Il fixe aussi les normes de qualité qui ne doivent pas être dépassées et sont fixées par l'autorité gouvernementale chargée de l'environnement, en concertation avec les départements ministériels et les établissements publics intéressés. Elles sont révisées selon les mêmes formes tous les dix (10) ans et chaque fois que les nécessités l'exigent.

Ce décret précise aussi les normes de qualité de l'air concernant les substances suivantes :

* Le dioxyde de soufre (S02) ;
* Le dioxyde d'azote (NO2);
* Le monoxyde de carbone (CO) ;
* Les particules en suspension (MPS);
* Le plomb dans les poussières (Pb) ;
* Le cadmium dans les poussières (Cd) ;
* L'ozone (03) ; et,
* Le Benzène (C6H6).

Il précise aussi la méthode d'échantillonnage et d'analyse qui doit être conforme à la réglementation en vigueur

#### Lois et textes relatifs à la défense et à la restauration des sols

Dahir nº 1-69-170 du 10 joumada I 1389 (25 juillet 1969) sur la défense et la restauration des sols

La loi et le décret du 25 juillet 1969 relatifs à la défense et à la restauration des sols permettent de leur côté, par des moyens qui combinent la contrainte et l’intérêt des propriétaires fonciers, d’assurer le reboisement et l’affectation des sols à des pratiques culturales spécifiques, en vue de combattre l’érosion et d’assurer la protection d’ouvrages ou de biens déclarés à l’intérêt national.

Le législateur a instauré un régime juridique particulier pour la défense et la restauration des sols au moyen de leur reboisement. Les statuts juridiques ainsi établis confèrent à l’administration des pouvoirs étendus pour la préservation du couvert végétal et son amélioration.

Par un dispositif comprenant plus d’une centaine de textes, le droit en vigueur cherche à sauvegarder les ressources naturelles, à en organiser l’exploitation et à assurer parallèlement la protection de l’hygiène et de la sécurité publiques dans leur utilisation.

L’un des moyens par lesquels l’Etat a cherché à limiter l’exploitation des richesses naturelles a été la proclamation de leur domanialité.

#### Lois et textes relatifs à la gestion des déchets

Loi n° 28-00 relative à la gestion des déchets solides et à leur élimination et ses décrets d’application

Les articles de la loi 28-00 du 7 décembre 2006 constituent les textes « charnière » concernant les Plans de gestion des déchets. La loi définit notamment l’objectif et les finalités des plans directeurs de gestion des déchets notamment national, régionaux, provinciaux et communaux. De nombreux textes publiés réglementent spécifiquement tri, stockage, collecte et traitement des déchets.

#### Lois et textes relatifs à la biodiversité et aux aires protégées

Loi 29-05 relative à la protection de la faune et la flore sauvage

Cette loi a pour objet la protection et la conservation des espèces de flore et de faune sauvages, notamment par le contrôle du commerce des spécimens de ces espèces. Elle détermine en particulier:

* Les catégories dans lesquelles sont classées les espèces de flore et de faune sauvages menacées d'extinction ;
* Les conditions d'importation, de transit, d'exportation, de réexportation et d'introduction en provenance de la mer des spécimens de ces espèces ainsi que les documents devant les accompagner ;
* Les conditions d'élevage, de détention et de transport des spécimens des espèces de flore et de faune sauvages menacées d'extinction ;
* Les mesures applicables aux prélèvements de spécimens de ces espèces dans le milieu naturel et à leur multiplication ou leur reproduction ; et,
* Les conditions d'introduction ou de réintroduction de spécimens d'espèces de flore et de faune sauvages dans le milieu naturel.

Dahir 1-10-123 du 16 juillet 2010 portant promulgation de la loi n° 22-07 relative aux aires protégées

La loi 22-07 a pour objectif de préserver et sauvegarder une aire protégée dans le cadre de l'engagement de notre pays à mener une politique de développement durable, qui tend aussi bien à sauvegarder notre diversité biologique qu'à protéger les espèces en voie de disparition et qui trouve un appui grandissant auprès des organismes internationaux. Une aire protégée est classée par l'administration compétente, en fonction de ses caractéristiques, de sa vocation et de son envergure socio-économique, dans l'une des catégories suivantes :

* Parc national ;
* Parc naturel ;
* Réserve biologique ;
* Réserve naturelle ; et,
* Site naturel.

#### Lois et textes relatifs à l’énergie

Loi n° 47-09 relative à l'efficacité énergétique

La présente loi a pour objet d’augmenter l’efficacité énergétique dans l’utilisation des sources d’énergie, d’éviter le gaspillage, d’atténuer le fardeau du coût de l’énergie sur l’économie nationale et de contribuer au développement durable. Sa mise en œuvre repose principalement sur les principes de la performance énergétique, des exigences d’efficacité énergétique, des études d’impact énergétique, de l’audit énergétique obligatoire et du contrôle technique.

Décret n°2-13-874 du 20 Hija 1435 (15 Octobre 2014) approuvant le règlement général de construction fixant les règles de performance énergétique des constructions et instituant le comité national de l'efficacité énergétique dans le bâtiment

Le Règlement général de construction fixant les règles de performance énergétique des constructions a pour objet de fixer les caractéristiques thermiques que doivent respecter les bâtiments par zone climatique, afin d’atteindre les résultats suivants :

* Réduire les besoins en chauffage et en climatisation des bâtiments ;
* Améliorer le confort thermique au sein des bâtiments ;
* Participer à la baisse de la facture énergétique nationale ; et,
* Réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Loi n° 13-09 relative aux énergies renouvelables

La présente loi a pour objet de développer et d’adapter le secteur des énergies renouvelables aux évolutions technologiques futures et à encourager les initiatives privées :

* Promotion de la production d'énergie à partir de sources renouvelables, de sa commercialisation et de son exportation par des entités publiques ou privées ;
* L'assujettissement des installations de production d'énergie à partir de sources renouvelables à un régime d'autorisation ou de déclaration ; et,
* Le droit, pour un exploitant, de produire de l'électricité à partir de sources d'énergies renouvelables pour le compte du consommateur ou d'un groupement de consommateurs raccordés au réseau électrique national de moyenne, haute et très haute tension, dans le cadre d'une convention par laquelle ceux-ci s'engagent à enlever et à consommer l'électricité ainsi produite exclusivement pour leur usage propre.

#### Lois et textes relatifs à l’urbanisme et accessibilité

Loi 12-90 relative à l'urbanisme et son décret d’application n° 2-92-832

La Loi 12-90 définit les principes et les orientations d'une stratégie juridique en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire pour le Maroc. Elle a pour objet également de définir les différents documents d'urbanisme, les règlements de construction ainsi que d'instituer des sanctions pénales.

Loi n°66-12 relative au contrôle et à la répression des infractions en matière d’urbanisme et de construction (BO n° 6630 du 19/09/2016)

Cette loi tend à l’unification et la simplification des procédures de contrôle et de répression des infractions en matière d’urbanisme et de construction.

Loi 25-90 relative aux lotissements, groupes d’habitations et morcellements, promulguée par le dahir n° 1-92-7 du 15 hija 1412 (17 juin 1992)

Ce texte de loi est relatif aux projets d’aménagement et de lotissement à usage d'habitation, industriel, touristique, commercial ou artisanal, situés en toute partie du territoire couverte par un document d’urbanisme approuvé.

Loi 10-03 relative aux accessibilités

Le dahir n° 1-03-58 du 10 rabii I 1424 portant promulgation de la loi n° 10-03 relative aux accessibilités (B.O. du 19 juin 2003).

#### Lois et textes relatifs aux conditions de travail et à la santé et sécurité

La Loi 65-99 relative au code de travail et ses décrets d’application

La législation du travail se caractérise par sa conformité avec les principes de base fixés par la Constitution et avec les normes internationales telles que prévues dans les conventions des Nations Unies et de ses organisations spécialisées en relation avec le domaine du travail. Le travail ne constitue pas une marchandise et le travailleur n'est pas un outil de production. Il n'est donc permis, en aucun cas, d'exercer le travail dans des conditions portant atteinte à la dignité du travailleur.

Les dispositifs de la Loi 65-99, relative au code du travail, ont pour objectifs l'amélioration des conditions du travail et de son environnement et la garantie de la santé et de la sécurité sur les lieux du travail. Particulièrement les dispositifs du titre IV de l’hygiène et de la sécurité des salariés.

Loi n°18-12 sur les accidents de travail

Cette nouvelle loi a introduit des changements majeurs sur le processus d’indemnisation, dans le but de simplifier les procédures de déclaration des accidents du travail et d’accélérer l’indemnisation des victimes ou de leurs ayants droits.

Loi 65-00 portant code de la couverture médicale de base

Texte constituant le fondement de la protection sociale en matière de santé :

* Assurance maladie obligatoire de base (AMO) fondée sur les principes et les techniques de l'assurance sociale au profit des personnes exerçant une activité lucrative, des titulaires de pension, des anciens résistants et membres de l'armée de libération et des étudiants ;
* Régime d'assistance médicale (RAMED) fondée sur les principes de l'assistance sociale et de la solidarité nationale au profit de la population démunie.

#### Autres dispositions réglementaires

Loi n° 7-81 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique et à l'occupation temporaire, promulguée par le Dahir n° 1-81-254 du 11 rejeb 1402 (6 Mai 1982) (B.O. 15 juin 1983).

Cette loi est applicable dans le cas de déclaration d’utilité publique, condition sinéquanone pour l’application des stipulations de cette loi.

Le droit d'expropriation est ouvert à l'Etat et aux collectivités locales ainsi qu'aux autres personnes morales de droit public et privé ou aux personnes physiques auxquelles la puissance publique délègue ses droits en vue d'entreprendre des travaux ou opérations déclarés d'utilité publique.

L’expropriation s’opère par autorité de justice

La déclaration d’utilité publique est faire par un acte administratif déclaratif de l’Utilité publique, qui précise la zone susceptible d’être frappée par l’expropriation. Si l’acte déclaratif n’a pas désigné immédiatement les propriétés objet de l’expropriation, il est procédé à cette désignation par un acte administratif dit « Acte de cessibilité »

L’acte déclaratif de l’utilité publique doit faire l’objet de publicité dont les conditions sont fixées au niveau de la loi. Il reste valable deux (2) ans à compter de la date de publication au Bulletin officiel.

Pendant une période de deux ans à compter de la publication au Bulletin officiel de l'acte déclaratif d'utilité publique, aucune construction ne peut être élevée, aucune plantation ou amélioration ne peut être effectuée sans l'accord de l'expropriant sur les immeubles situés dans la zone fixée par ledit acte.

L’indemnité est fixée à la valeur du bien au jour de la décision prononcée au jour de la décision prononçant l’expropriation sans tenir compte des améliorations faites sur la propriété depuis la déclaration de l’utilité publique.

Loi 39-12 relative à la production biologique des produis agricoles et aquatiques

La loi relative à la production biologique des produits agricoles et aquatiques a pour objet d’encourager la valorisation des produits agricoles et aquatiques ainsi que celle des produits de la cueillette ou du ramassage des espèces de la flore sauvage; contribuer au développement durable à travers l'amélioration des revenus des producteurs intéressés par le mode de production biologique; participer à la conservation de l'environnement et à la préservation de la biodiversité; répondre à la demande du consommateur en lui garantissant une qualité spécifique aux produits agricoles et aquatiques issus du mode de production biologique. A cet effet, cette loi fixe les règles de production, de préparation et de commercialisation des produits agricoles et aquatiques issus du mode de production biologique et détermine les obligations des opérateurs qui entendent faire bénéficier leurs produits de la mention «produit biologique».

Loi n°28-07 relative à la sécurité sanitaire des produits alimentaires

Cette loi a été promulguée (B.O. du 18 mars 2010) dans un souci de répondre aux exigences internationales en matière d’hygiène et de salubrité des denrées alimentaires. Elle :

* établit les principes généraux de sécurité sanitaire des denrées alimentaires ;
* détermine les conditions dans lesquelles les denrées alimentaires et les aliments pour animaux doivent être élaborés, produits et commercialisés pour être qualifiés de produit sûr ;
* prévoit les prescriptions générales visant à ne permettre la mise sur le marché que des produits sûrs ;
* indique les règles obligatoires d’information du consommateur, via l’étiquetage des denrées alimentaires et des aliments pour animaux et la détermination des documents d’accompagnement.

Le Décret n°2-10-473 pris pour l’application de certaines dispositions de la loi n°28 -07 relative à la sécurité sanitaire des produits alimentaires (B.O. du 6 octobre 2011) précise que les établissements et les entreprises du secteur alimentaire et du secteur de l’alimentation animale sont soumis, selon leurs activité, soit à « l’agrément sur le plan sanitaire », soit à « l’autorisation sur le plan sanitaire ». Selon ce texte, les abattoirs sont soumis à l’agrément sur le plan sanitaire. Cet agrément est délivré par l’ONSSA. A cet effet, une demande d’agrément sur le plan sanitaire doit être établie selon le modèle réglementaire (Arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime n°244-13 (B.O. du 6 juin 2013) relatif à l’autorisation et l’agrément sur le plan sanitaire des établissements et entreprises du secteur de l’alimentation animale et du secteur alimentaire autres que la vente au détail et la restauration collective) et doit être adressée par l’exploitant de l’établissement au service local de l’ONSSA du lieu d’implantation. L’agrément est délivré lorsque l’implantation, la conception, l’aménagement, les installations, les équipements et les matériels ainsi que la documentation de fonctionnement répondent à toutes les exigences requises pour sa mise en exploitation. Ces exigences sont définies par le même décret, elles concernent :

* Des dispositions d’hygiène et de salubrité : conception et construction évitant l’apparition de moisissures, surfaces et ouvertures lisses, non absorbantes, lavables et non toxiques, faciles à nettoyer et/ou à désinfecter, systèmes de ventilation naturelle ou mécanique adéquats, systèmes d'évacuation des eaux résiduaires adéquats pour satisfaire aux exigences normales des activités de l’établissement, bonne gestion des déchets, mise en place d’un programme d’autocontrôle conforme à la norme marocaine NM 08.0.002 (HACCP), …etc.
* Des dispositions applicables aux produits alimentaires : entreposage et conservation dans des conditions adéquates permettant d'éviter toute détérioration ou contamination, mise en place de méthodes adéquates pour lutter contre les animaux et les organismes nuisibles d'avoir accès aux lieux où des produits alimentaires sont préparés, …etc.
* Des dispositions applicables au personnel manipulant les produits alimentaires : personnel qualifié et formé, propreté personnelle et port d’une tenue adaptée aux travaux effectués, surveillance médicale du personnel, interdiction de manipuler des produits alimentaires ou de pénétrer dans une zone de manutention de produits alimentaires à quiconque atteint d'une maladie susceptible de contaminer les produits alimentaires ou ayant des plaies infectées ou des lésions cutanées…etc. Les modalités de surveillance du personnel et les maladies susceptibles de contaminer les produits alimentaires sont définies dans l’arrêté conjoint du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime et du ministre de la santé fixant les formes et modalités de la surveillance médicale du personnel des établissements et entreprises du secteur alimentaire ainsi que la liste des maladies et infections susceptibles de contaminer les produits alimentaires (B.O. du 6 juin 2013).
* Des dispositions d’utilisation des produits de nettoyage et de désinfection : utilisation des produits conformes à la réglementation en vigueur pour nettoyer et désinfecter les surfaces, les installations, les équipements et tout objet, stockage dans des locaux réservés à cet effet et strictement séparés des locaux des produits alimentaires, mise en place d’un plan de nettoyage et de désinfection précisant les produits utilisés, leur concentration et la fréquence d’utilisation…etc.
* Des dispositions de contrôle de la conformité des produits alimentaires/ : le contrôle de la conformité des produits alimentaires est effectué selon des méthodes et techniques arrêtées par le ministre chargé de l’agriculture en tenant notamment ; les analyses doivent être effectuées par des laboratoires officiels ou des laboratoires privés agréés à cet effet par l’ONSSA.
* Des dispositions de traçabilité, du retrait et du rappel des produits : /mise en œuvre de systèmes et de procédures permettant d’identifier les fournisseurs et les clients en relation avec les produits entrants et sortants, mise œuvre des procédés d’identification des produits commercialisés de façon à en permettre et faciliter la traçabilité lorsqu’ils sont mis sur le marché, mise en œuvre d’une procédure de retrait et/ou de rappel de produits, etc.

Dahir de 1914 relatif au domaine public

Le Dahir de 1914 considérant qu'il existe une catégorie de biens qui ne peuvent être possédés privativement parce qu'ils sont à l'usage de tous, et dont l'administration appartient à l'Etat tuteur de la communauté et qu'il importe de préciser la nature et la situation juridique des biens restant dans le domaine public ainsi que les règles qui président à leur gestion.

Loi 19-05 modifiant et complétant la Loi 22-80 relative au patrimoine archéologique

Ce texte développe la conduite à tenir en cas de découverte de patrimoine archéologique au cours de travaux quelconques.

Loi 42-16 portant approbation de l’Accord de Paris sur les changements climatiques

Le premier cadre global et universel en matière de coopération et de solidarité climatique et ce, en quatre points clé :

* Universalité ;
* Objectif à long terme ;
* Révision des engagements des Etats ;
* Financements.

#### Cadre réglementaire de la gestion sociale

La gestion sociale est régie par un cadre réglementaire exhaustif: qu’est **la Constitution de 2011**,qui consacre les principes d’équité et de non-discrimination, l’égalité femme-homme (art 19) et l’inclusion des personnes à besoins spécifiques (art 34). La Constitution accorde une grande attention à : (i) la consultation et la participation des populations dans l’élaboration et le suivi des programmes (art 136, 139) ; (ii) la présentation de pétitions (art 15) ; (iii) l’accès à l’information (art 27); (iv) la gestion des doléances (art 156).

En matière de protection des droits humains et de recours, la Constitution a renforcé trois instances auxquelles les populations qui se sentent lésées peuvent recourir, en les dotant d’une indépendance et d’une autonomie juridique et financière:

* Le Conseil national des droits de l'homme (article 161), qui intervient dans toutes les formes de violations de droits humains (civils, politiques, économiques, sociaux ou culturels) ; le CNDH est habilité à recevoir des plaintes, engager des procédures juridiques en cas de violations et a la possibilité d’auto-saisine ;
* Le Médiateur (article 162) qui intervient dans les plaintes et problèmes entre les citoyens et les administrations publiques ; le Médiateur peut de sa propre initiative investiguer et chercher à entendre toute plainte liée à la relation entre l'administration et les citoyens, y compris les organisations de la société civile. Son mandat couvre le renforcement de l’état de droit, la diffusion des principes de justice, d'équité et de transparence. Le Médiateur est également habilité à faire des propositions au gouvernement pour renforcer la bonne gouvernance dans la gestion des services publics, la transparence et les normes éthiques de la vie publique, la performance et la modernisation du gouvernement.
* L’Instance Nationale de Probité, de Prévention et de Lutte contre la Corruption (article 167), qui a pour mission notamment d'assurer le suivi de la mise en œuvre des politiques de prévention et de lutte contre la corruption et de recevoir et traiter les plaintes émanant de citoyens.

Par ailleurs**, la loi organique 113-14 sur les communes,** fixe les attributions propres à la commune, celles en association avec l’Etat ainsi que celles susceptibles de lui être transférées par ce dernier ainsi que les conditions de gestion démocratique des affaires communales, mais également les conditions de présentation des pétitions par les citoyennes et citoyens et par les associations.

Elle consacre le renforcement de la démocratie locale, l'élargissement du rôle des collectivités territoriales dans le développement, la conception de mécanismes de renforcement de la participation dans la gestion de la chose locale, l'efficacité dans la gestion locale et la mise en oeuvre des principes et règles de la bonne gouvernance prévue par la Constitution. Conformément aux articles 119 et 120 de cette loi, les communes sont tenues de mettre en place et instaurer dans leur règlement intérieur:

* Des mécanismes participatifs de dialogue et de concertation à même d’assurer la participation des citoyens (y inclus les femmes) et de la société civile à l’élaboration du plan d’action de la commune. ; ainsi que,
* Le « comité consultatif de la parité, de l’égalité des chances et l’approche genre ».

Quant à la **Loi 31-13 sur le droit à l’information**, publiée dans le BO n° 6655 du 12 mars 2018 et entrée en vigueur le 12 mars 2019, elle a pour objectifs de :

* Faciliter l’accès du public à l’information et aux documents ayant trait à l’environnement ;
* Garantir une diffusion aussi large que possible de toute information relative à l’environnement ;
* Prendre en considération le principe de la participation du public au processus décisionnel en matière d’environnement.

Dans la pratique cette loi en absence de décrets d’application reste encore limitée au stade d’enquête publique des études d’impacts sur l’environnement et des celles des enquêtes commode incommode.

**La loi 7-81** relative à l’expropriation pour cause d’utilité publique et à l’occupation temporaire n’est applicable qu’en cas de déclaration d’Utilité publique, stipule l’obligation de publication et d’information de la population par l’opération d’expropriation. Elle donne droit à une indemnité sur le bien exproprié et qui est fixée par voie réglementaire, l’expropriation s’opérant par autorité de justice.

Par ailleurs, cette loi ne prévoit pas autre procédure que celle de l’indémnisation, il n’est pas prévu de Plan de Déplacement de la Population.

#### Stratégies, plans et programmes nationaux de protection des ressources naturelles

Il convient de rappeler de manière succincte les principales stratégies, plans et programmes mis en place par le gouvernement marocain, en matière de développement durable et de protection des ressources naturelles, devant être pris en compte par le projet afin de s’assurer que ce dernier partage les mêmes préoccupations et suit les mêmes orientations.

|  |
| --- |
| ***Stratégies*** |
| * Stratégie Nationale de Développement Durable (SNDD-2017) ; * Stratégie Nationale de Protection de l’Environnement (SNPE) ; * Stratégie de mise à niveau environnementale ; * Stratégie Nationale de la Conservation et de l'utilisation Durable de la biodiversité (2016-2020); * Stratégie nationale de l’énergie – 2009 ; * Stratégie nationale de gestion des déchets solides (SNGD) ; * Stratégie nationale de la santé publique ; * Stratégie nationale en matière de prévention des risques naturels et technologiques avec mise en place d’un SIG opérationnel en la matière. |
| ***Plans*** |
| * Plan directeur national de gestion des déchets dangereux ; * Plan d’action pour la gestion des produits chimiques ; * Plan d’Action National pour l’Environnement (PANE)  ; * Plan national d’assainissement liquide et d’épuration des eaux usées (PNA); * Plan national de l’eau (PNE) ; * Plan national de lutte contre le réchauffement climatique ; * Plan d’accélération industrielle. |
| ***Programmes*** |
| * Programme national de la prévention de la pollution industrielle (PNPPI) ; * Programme National de Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés (PNDM). |

### Cadre institutionnel

Gestion environnementale

Le Secrétariat d’Etat chargé du Développement Durable, au sein du Ministère de l’Énergie, des Mines, et du Développement Durable (MEMDD), constitue l’institution principale de coordination en matière d’environnement. Il est appuyé par d’autres institutions et ministères impliqués dans la protection de l’environnement.

Conformément à la nouvelle loi 49-17 sur les évaluations environnementales, le Comité National des Etudes d’Impact est responsable de la validation des évaluations environnementales des Programmes, Politique ou Projet d’ordre national.

Les études d’impact environnementales et sociales des projets sont soumises pour validation et obtention du certificat d’acceptabilité environnementales au Comité Régional des Etudes d’Impact relevant du Centre Régional d’Investissement conformément à la nouvelle loi 47-18 sur les CRI.

Par ailleurs, la loi Organique 113-14 sur les communes, stipule au niveau de l’article 83 que la commune a la compétence partagée avec l’état pour la protection de l’environnement. L’article 100 attribue au président de la commune la responsabilité de veiller à la salubrité du milieu, et d’organiser la circulation, le roulage et le stationnement sur les voies publiques.

En cas de délégation, l’autorité délégante doit transmettre au contractant les exigences environnementales et sociale à respecter et à faire respecter par les différents intervenants, et veiller à la mise en œuvre des mesures d’atténuation proposées dans le PGES.

Ainsi, il doit disposer des ressources humaines qualifiées et en nombre suffisant pour mener à bien sa mission.

Gestion sociale

D’un point de vue institutionnel, plusieurs institutions sont en charge, au niveau national, de la gestion des requêtes et des plaintes. En particulier : le Conseil national des Droits de l'Homme (CNDH), qui est habilité à engager des procédures juridiques en cas de violations et de recommander des sanctions ; l’Institution du Médiateur, organe constitutionnel jouissant d’une autonomie juridique et financière, indépendant vis-à-vis de l'Assemblée législative, du pouvoir exécutif et du pouvoir judiciaire, mécanisme d'appel gratuit et facilement accessible pour les citoyens ayant une requête, une plainte ou une réclamation ; et l’Instance Nationale de Probité, de Prévention et de Lutte contre la Corruption (INPPLC) qui est également un organe constitutionnel autonome doté, ayant trait à la coordination, à la supervision et au suivi de la mise en œuvre des politiques visant à prévenir et à combattre la corruption.

Pour les institutions impliquées dans la mise en œuvre du Programme, un système de gestion des plaintes existe au niveau du Secrétariat Général et aussi au niveau de chaque ministère (Chikaya), qui reçoit électroniquement les doléances, les trient en fonction de leur objet, et sont traitées par la suite par les services compétents.

### Application du cadre normatif marocain

Le projet objet du CGES est un programme de développement et sera par conséquent soumis à l’évaluation environnementale conformément à la nouvelle loi 49-17. Cette évaluation tiendra compte de tous les textes juridiques de protection de l’environnement et des ressources naturelles cités dans ce paragraphe. Cette même loi suggère la réalisation d’une notice environnementale pour les projets dont les impacts sont jugés faibles, dont le contenu est fixé par voie réglementaire. Les projets selon leur nature, assujettis à une étude d’impact environnemental conformément à la loi doivent en faire objet.

La loi 12-03 oblige la réalisation d’une enquête publique conformément à son décret d’application n° 2-04-564 du 5 kaada 1429 (4 novembre 2008) fixant les modalités d'organisation et de déroulement de l'enquête publique relative aux projets soumis aux études d'impact sur l’environnement.

Cette étude est soumise à la validation du comité régional conformément à la loi 47-18 sur la réforme des centres régionaux d’investissement et la constitution des commissions régionales unifiées d’investissement.

L’étude d’impact sur l’environnement stipule la réalisation d’un Plan de suivi et de surveillance environnemental, qui fait foi de cahier de charges environnementales respecté tout le long de la réalisation et exploitation du projet.

Concernant le programme TREEA, les projets de formation et d’assistance technique, en plus des constructions ou rénovation des centres de formation ne sont pas assujettis à une EIE, et la loi 12-03 n’est pas applicable à ce moment.

Les projets en relation avec l’agroécologie et l’agriculture biologique feront l’objet d’une étude d’impact sur l’environnement conformément à la loi en vigueur. Ils sont soumis aussi aux dispositions réglementaires relatives à la production biologique agricoles et à la sécurité sanitaires des produits alimentaires.

La réalisation de projets ou programme implique l’intervention de plusieurs acteurs dont les régions et les communes. Le programme concerne trois régions et les projets seront implantés dans les communes d’où l’applicabilité des lois y afférentes.

Sur le plan social, la Constitution vise à protéger le citoyen et ses dispositifs sont applicables dans le cadre de ce projet.

## Le cadre normatif E&S de l’AFD et son application au projet

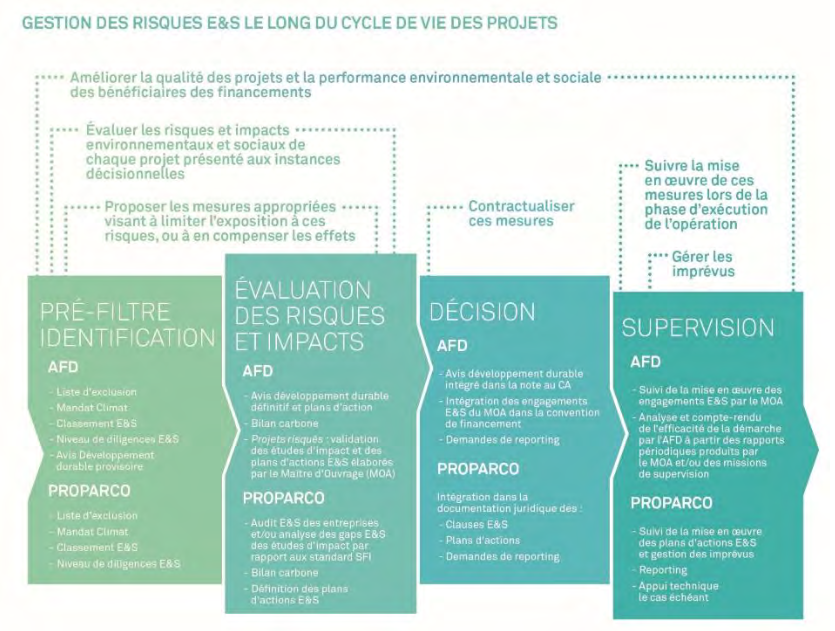
Le groupe AFD a adopté pour la période 2018-2022 une nouvelle politique de responsabilité sociale organisée autour de six engagements :

1. L’intégration du développement durable dans les interventions financées par l’AFD
2. La bonne gouvernance et l’appropriation de la politique RSO
3. La transparence et le dialogue avec les parties prenantes, l’amélioration de la redevabilité
4. L’éthique professionnelle et l’exemplarité financière
5. La gestion socialement responsable et équitable des personnels
6. La maîtrise de l’empreinte environnementale et sociétale directe

Le premier engagement constitue un axe directeur pour les interventions de l’AFD. Il se traduit par une attention particulière à la prise en compte des impacts des actions financées ainsi que des enjeux économiques, sociaux et environnementaux. L’objectif est donc à la fois de prévenir les risques et de renforcer les impacts positifs des projets sur le développement durable.

Pour se faire, le Groupe AFD a mis en place des processus de maîtrise des risques environnementaux et sociaux des projets financés. **Cette maîtrise des risques s’appuie sur le Cadre Environnemental et Social de la Banque Mondiale et les standards de performance de la Société Financière Internationale**. Comme rappelé dans le rapport RSO 2019, cette démarche consiste à *(i) évaluer les risques et impacts environnementaux et sociaux de chaque projet présenté aux instances décisionnelles ; (ii) définir les mesures à mettre en œuvre par les bénéficiaires des financements pour limiter l’exposition à ces risques ou pour en atténuer voire en compenser les effets ; (iii) contractualiser la mise en œuvre de ces mesures avec les bénéficiaires des financements ; (iv) suivre la mise en œuvre de ces mesures lors de la phase d’exécution de l’opération ; (v) gérer les imprévus ; et (vi) améliorer la qualité des projets et la performance environnementale et sociale des bénéficiaires de ses financements.*

Figure 2‑1 : Gestion des risques E&S le long du cycle de vie des projets



Source : Rapport d’activité et de responsabilité sociétale 2019, AFD

La première étape consiste à s’assurer que le projet ne fait pas partie de la liste d’exclusion. En effet, certains projets ne sont pas financés du fait de critères d’ordre éthique, règlementaire, environnemental et social. La liste d’exclusion contient les éléments suivants :

1. Production ou commerce de tout produit illégal ou activité illégale au regard des législations du pays d'accueil et de la France ou des règlementations, conventions et/ou accords internationaux ;
2. Production ou activité requérant travail forcé ou travail d'enfants ;
3. Commerce d'animaux, de végétaux ou de tous produits naturels ne respectant pas les dispositions la CITES ;
4. Activité de pêche utilisant un filet dérivant de plus de 2,5 km de long ;
5. Toute opération entraînant ou nécessitant la destruction d'un habitat critique et tout projet forestier ne mettant pas en œuvre un plan d'aménagement et de gestion durable ;
6. Production, utilisation ou commerce de matériaux dangereux tels que les fibres en amiante ou les produits contenant des PCB ;
7. Production, utilisation ou commerce de produits pharmaceutiques, de pesticides/herbicides, de produits destructeurs de la couche d'ozone ou tout autre produit dangereux, soumis à interdiction ou suppression progressive internationale ;
8. Commerce transfrontalier de déchets, excepté ceux qui sont acceptés par la convention de Bâle et les règlementations qui la sous-tendent ;
9. Production ou commerce : • d'armes et/ou de munitions ; • de tabac ; • d'alcool fort destiné à la consommation humaine ;
10. Maisons de jeux, casinos ou toute entreprise équivalente ;
11. Tout commerce lié à la pornographie ou la prostitution ;
12. Toute opération engendrant une modification irréversible ou le déplacement significatif d'un élément de patrimoine culturel critique ;
13. Production et distribution ou participation à des médias racistes, antidémocratiques ou prônant la discrimination d'une partie de la population ;
14. Exploitation de mines diamantifères et commercialisation des diamants dès lors que l'Etat d'accueil n'a pas adhéré au processus de Kimberley ;
15. Tout secteur ou tout service faisant l’objet d’un embargo des Nations Unies, de l’Union Européenne et/ou de la France dans un Etat donné, sans restriction de montant absolu ou relatif.

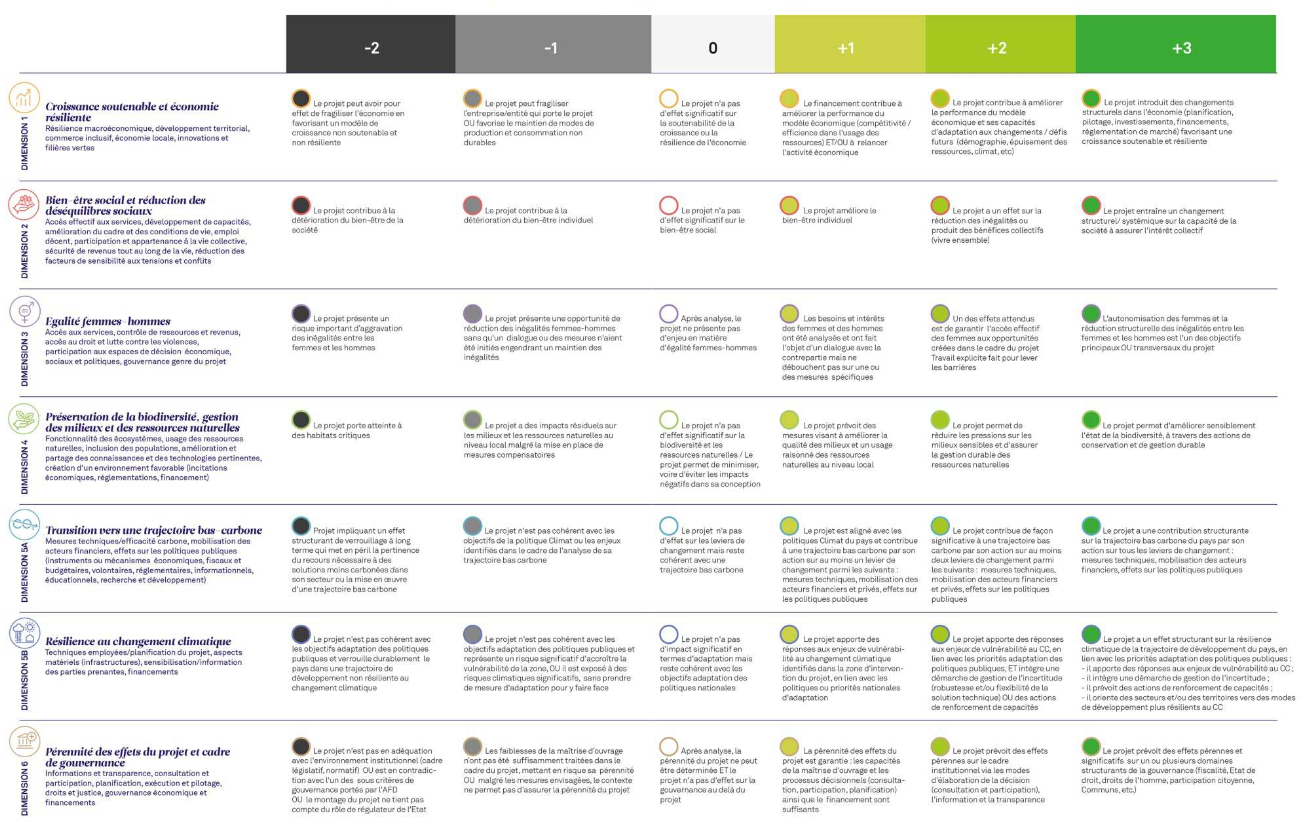
De ce fait tout projet répondant à une ou plusieurs de ces catégories ne pourra être accompagné.

Le classement en fonction du niveau de risque est ensuite déterminé. De même que les diligences E&S à mener. L'AFD classe les projets en quatre catégories : risques élevés (A), risques importants (B+), risques modérés (B) ou risques faibles (C).Le présent programme est classé B+. Les actions qui seront mises en œuvre devront tenir compte de cette classification.

En phase d’évaluation, avant passage en comité de crédit, l’AFD procède à l’évaluation des documents E&S préparés par le Maitre d’ouvrage (EIES, PGES et autres plans d’action, ou à défaut, CGES). Les documents doivent répondre aux normes nationales et aux Politiques de sauvegarde de la Banque Mondiale. La portée de l’évaluation est déterminée en fonction de la catégorie du projet.

Dans le cas présent d’un programme comportant un nombre élevé de sous-projets qui ne sont pas clairement localisés ni identifiés au moment de la demande de financement, c’est le CGES qui constitue le document E&S pour l’instruction de la demande de financement.

Il convient de noter que l’AFD intègre une analyse développement durable au processus de sélection. Mis en place en 2013, ce dispositif a évolué en 2017 pour intégrer les nouvelles orientations stratégiques, notamment le Cadre d’intervention transversal Climat et Développement ainsi que les cinq transitions (transition démographique et sociale, transition énergétique, transition territoriale et écologique, transition numérique et technologique, transition politique et citoyenne). Le dispositif a aussi été mis en cohérence avec les Objectifs du Développement Durable. La grille synthétique de l’analyse développement durable est présentée ci-dessous :



En phase de décision, avant passage en comité d’administration et signature de contrat, l’AFD procède à l’intégration des engagements du MOA dans la convention de financement.

Un Plan d’engagement E&S (PEES) annexé à la Convention de financement, formalise les engagements E&S du bénéficiaire pendant la phase d’exécution du prêt. En appui à ces dispositions, la convention détaille les éventuelles conditions E&S suspensives de décaissement.

En phase de supervision, l’AFD procède au suivi de la mise en œuvre des engagements E&S du bénéficiaire, et analyse/rend compte de l’efficacité de la démarche à partir des rapports périodiques produits par le MOA et/ou de mission de supervision.

Une évaluation ex-post est ensuite menée par l’AFD, vérifiant dans quelle mesure les risques E&S ont été maîtrisés.

Politiques E&S de la Banque Mondiale

La démarche de maîtrise des risques d’un projet doit se conformer au cadre normatif de la réglementation nationale, complété si nécessaire par le cadre normatif E&S de la Banque Mondiale. Lorsque les dispositions du cadre normatif national sont moins contraignantes, l’AFD requière la mise en œuvre du cadre normatif E&S de la Banque Mondiale. Ce cadre comprend les normes environnementales et sociales qui énoncent les obligations des Emprunteurs en matière d’identification et d’évaluation des risques et effets environnementaux et sociaux des projets. Au nombre de dix, elles décrivent donc les obligations auxquelles l’Emprunteur et le projet devront se conformer tout au long du cycle de vie du projet :

1. Évaluation et gestion des risques et effets environnementaux et sociaux ;
2. Emploi et conditions de travail ;
3. Utilisation rationnelle des ressources et prévention et gestion de la pollution ;
4. Santé et sécurité des populations ;
5. Acquisition de terres, restrictions à l’utilisation de terres et réinstallation involontaire ;
6. Préservation de la biodiversité et gestion durable des ressources naturelles biologiques ;
7. Peuples autochtones/Communautés locales traditionnelles d’Afrique subsaharienne historiquement défavorisées ;
8. Patrimoine culturel ;
9. Intermédiaires financiers ; et
10. Mobilisation des parties prenantes et information.

Les caractéristiques du projet font que toutes ces normes, à l’exception de celle sur les peuples autochtones et celle sur les intermédiaires financiers, sont applicables et serviront de référence pour la maîtrise des risques.

Pour des projets comprenant de multiples sous-projets de faible envergure, **le cadre normatif de la Banque Mondiale exige de l’Emprunteur qu’il procède à une évaluation environnementale et sociale appropriée des sous-projets et qu’il prépare et mette en œuvre ces sous-projets à risque élevé conformément aux dispositions des normes environnementales et sociales de la Banque**, tandis que les sous-projets à risque substantiel, modéré ou faible seront mis en œuvre conformément au droit national et aux dispositions des NES que la Banque juge applicable à ces sous-projets. Lorsque les sous-projets sont susceptibles d’avoir des risques ou des effets environnementaux ou sociaux mineurs ou nuls, ils ne requièrent pas d’autre évaluation environnementale et sociale à la suite de l’examen initial. Il convient de noter que lorsque la Banque n’est pas convaincue que l’Emprunteur dispose de capacités suffisantes pour analyser les projets, tous les sous-projets présentant un risque élevé et, selon le cas, un risque substantiel, doivent être soumis à l’examen préalable et l’approbation de la Banque jusqu’à ce que l’existence de telles capacités soit établie.

Par ailleurs, un Plan d’Engagement Environnemental et Social (PEES) est requis avec l’Emprunteur. Le PEES décrira les principales mesures et actions nécessaires pour que le projet soit en conformité avec les NES dans un délai précis.

Le cadre normatif de la Banque met aussi l’accent sur l’information autour du projet, les processus de consultation et participation, de même que la mise en place d’un mécanisme de gestion des plaintes.

Cas de la norme évaluation et gestion des risques environnementaux et sociaux

La norme 1 du cadre de la Banque Mondiale énonce les responsabilités de l’Emprunteur en matière d’évaluation, de gestion et de suivi des risques et effets environnementaux et sociaux associés à chaque étape d’un projet appuyé par la Banque au moyen du mécanisme de Financement de projets d’investissement (FPI), en vue d’atteindre des résultats environnementaux et sociaux compatibles avec les Normes environnementales et sociales (NES). Sa description synthétique est importante car cette norme va s’appliquer au projet et nous allons dans la section suivante chercher à identifier les points pour lesquels le cadre normatif national est moins contraignant que celui de la Banque Mondiale. Dans ce cas, il sera nécessaire d’identifier les mesures et actions permettant de combler ces lacunes. Il est important de retenir la nécessité de :

* Mise en œuvre d’une évaluation environnementale et sociale du projet et des sous-projets. Cette évaluation environnementale et sociale peut s’appuyer sur différents outils décrits dans l’annexe 1 de la NES1 ;
* Préparation et mise en œuvre d’un Plan d’Engagement Environnemental et Social dont les caractéristiques doivent être cohérentes avec celles décrites dans l’annexe 2 de la NES 1 ;
* Suivi de la performance du projet en matière environnementale et sociale ;
* Mobilisation des parties prenantes et information.

## Cadre normatif à considérer

Le programme est soumis concomitamment à la législation marocaine en vigueur, aux directives de l’AFD et aux normes et exigences de la Banque mondiale (NES, et les directives ESS relatives notamment aux abattoirs). Une analyse des écarts entre les différents cadres normatifs (GAP Analysis) est faite entre le cadre normatif marocain et l’applicabilité des normes et directives des bailleurs de fonds par rapport aux thématiques environnementales et sociales.

A l’instar des pays en développement, conscient de la problématique environnementale et de changement climatique, le Maroc a adopté dans sa stratégie de développement le concept de développement durable, qui allie les dimensions environnementales, économiques et sociales, et assure un équilibre entre le développement et la protection des ressources naturelles, avec pour objectifs l'amélioration du cadre de vie des citoyens, le renforcement de la gestion durable des ressources naturelles et la promotion de la croissance verte.

Le Maroc est aussi signataire de plusieurs conventions internationales, et s’est engagé au niveau international à considérer les principes de Développement Durable, dans le cadre des Sommets de la Terre de Rio de Janeiro (1992) et de Johannesburg (2002) et lors de la COP 21 de Paris et la COP 22 organisée au Maroc, au cours desquels, il a confirmé ses engagements et sa volonté à être respectueux de l’environnement. Ainsi, le Maroc a mis en place les fondements visant à instaurer le développement durable dans l’ensemble du pays à travers plusieurs réformes politiques, institutionnels, juridiques et socio-économiques applicables aux différents secteurs. Le processus a été renforcé par ailleurs par l'adoption de la Charte Nationale de l’Environnement et du Développement Durable et le Plan Maroc vert pour renforcer la prise en considération des aspects liés aux changements climatiques.

L’adoption récente de deux nouvelles lois régissant la protection de l’environnement, la loi 47-18 sur la réforme des CRI et la constitution des Commissions régionales unifiées d’investissement dont parmi les rôles, l’évaluation économique, sociale, environnementale et urbanistique des projets d’investissement et l’examen et validation des études d’impact environnemental, et la loi 49-17 nouvellement promulguée qui porte sur l’évaluation environnementale, ont renforcé davantage l’arsenal juridique marocain pour le rehausser au niveau international.

L’examen et l’évaluation du cadre réglementaire applicable au programme a montré que le système national est globalement en alignement avec les normes des bailleurs à savoir l’AFD et la BM. Cela concerne à la fois la majorité des aspects liés à la protection de l'environnement, la lutte contre la pollution et l’utilisation efficiente des ressources, y compris les instruments préventifs (Evaluation environnementale et Etude d’Impact Environnemental, EIE) et incitatifs (aides financières et incitation fiscales), comme aussi des mesures coercitives à l'encontre des personnes physiques et morales commettant des infractions de pollution ou de dégradation de l'environnement. Certains textes sont à caractère général ou horizontal et d'autres sont spécifiques aux activités sectorielles.

**NES1 : Evaluation environnementale et sociale** : Les instruments nationaux d’évaluation environnementale sont la loi 49-17 portant sur les évaluations environnementales, récemment promulguée, et la Loi n°12-03 sur les études d’impact, promulguée le 12 mai 2003 qui soumet tout projet susceptible d’avoir des répercussions sur l’environnement à une décision d’acceptabilité environnementale, établit la liste des projets assujettis, la procédure de réalisation et consistance ainsi que les exigences en matière d’enquête publique et procédure d’approbation des études.

La loi 49-17 qui a amendé la loi sur les EIE à la lumière de la charte de l’Environnement et de Développement Durable, établit la procédure d’évaluation environnementale et sociale pour les projets, à l’instar de ce qui se fait à l’international. Elle revoit et complète la liste des projets assujettis à une EIES et prend en considération les orientations de la constitution. Cette nouvelle loi a institué la notice environnementale pour les projets à faible impact.

Ce nouveau texte de loi précise à l’instar de la loi 12-03 que tout projet assujetti à une EIE fait l’objet d’une enquête publique, qui a pour objectifs d’informer la population concernée, et lui permettre d’émettre ses remarques et propositions concernant le projet.

Pour se conformer aux dispositions de la constitution, le droit à l’information est légiféré par la loi 31-13, dont l’objectif principal est de donner l’information et l’accès aux documents ayant trait à l’environnement et les diffuser largement, et assurer l’implication du public dans le processus décisionnel en matière d’environnement. En l’absence de décrets d’application, ce droit reste limité à l’enquête publique dans le cadre de l’EIE et l’enquête commode incommode.

Le décret d’application de la loi 12-03, n° 2-04-564 du 5 Kaada 1429 (4 novembre 2008) fixe les modalités d'organisation et de déroulement de l'enquête publique.

Ce système est en adéquation avec la NES1 pour les projets assujettis à une EIE, sauf pour le volet social qui n’est considéré que pour l’impact et la compensation des propriétés matérielles, et les impacts cumulatifs,

L’étude d’impact sur l’environnement selon la loi marocaine doit contenir :

* Une présentation concise portant sur le cadre juridique et institutionnel à considérer dans le cadre du projet;
* Une description des principales composantes, caractéristiques et étapes de réalisation du projet y compris les procédés de fabrication, la nature et les quantités de matières premières et les ressources d'énergie utilisées, les rejets liquides, gazeux et solides ainsi que les déchets engendrés par la réalisation ou l'exploitation du projet (dangereux et non dangereux), le bruit, les odeurs, ainsi que les conséquences et impact de la température et rayonnement :
* Description des éléments de l’environnement susceptibles d’être impactés par le projet, surtout la santé des populations, la faune, la flore, le sol, l’eau et les propriétés matérielles incluant e patrimoine architectural, écologique, archéologique, les SIBES, le paysage et les zones protégées, en phase réalisation, exploitation, extension s’il y a lieu et démantèlement
* Une évaluation des impacts positifs, négatifs et nocifs du projet sur le milieu biologique, physique et humain pouvant être affecté durant les phases de réalisation, d'exploitation ou de son développement sur la base des termes de références et des directives prévues à cet effet;
* Les mesures envisagées par le pétitionnaire pour supprimer, réduire ou compenser les conséquences dommageables du projet sur l'environnement et la santé des populations, ainsi que les mesures visant à mettre en valeur et à améliorer les impacts positifs du projet;
* Un programme de surveillance et de suivi du projet ainsi que les mesures envisagées en matière de formation, de communication et de gestion en vue d'assurer l'exécution, l'exploitation et le développement conformément aux prescriptions techniques et aux exigences environnementales adoptées par l'étude;
* Une note de synthèse récapitulant le contenu et les conclusions de l'étude;
* Un résumé simplifié des informations et des principales données contenues dans l'étude destiné au public.

Cette étude doit-être accompagnée d’un cahier des charges environnementales.

Cette EIE fait l’objet d’un examen par le Comité régional conformément à la loi 47-18, pour l’obtention de l’acceptabilité environnementale conditionnée par la réalisation d’une enquête publique, Le CNEI est chargé conformément à la loi 49-17 d’examiner et valider les évaluations environnementales des projets nationaux, programmes et politiques, des projets concernant plusieurs régions, et des projets transfrontaliers

Il serait important de rappeler que la liste actuelle des projets assujettis à une EIE annexée à la loi 12-03 n’est pas exhaustive, et ne prend pas en considération les projets à faibles impacts comme c’est le cas par exemple des sous-projets des infrastructures des centres de formation qui ne sont pas soumis à une étude d’impact environnemental. Les projets d’infrastructure assujettis à une EIE sont les routes et autoroutes, les lignes ferroviaires, les aéroports, Aménagement de zones urbaines; - Aménagement de zones industrielles; - Ports de commerce et ports de plaisance; - Barrages ou toutes autres installations destinées à retenir et à stocker les eaux d'une manière permanente; - Complexes touristiques, notamment ceux situés au littoral, à la montagne et en milieu rural; - Installations de stockage ou d'élimination de déchets quel que soit leur nature et la méthode de leur élimination; Stations d'épuration des eaux usées et ouvrages annexes; Emissaires d'évacuation marin; Transport de matières dangereuses ou toxiques. (La liste est annexée au présent rapport).

Par ailleurs, l’article 5 de la loi 49-17 stipule que sont soumis à une EIE tous les projets portés par une personne physique ou morale publique ou privée, dont la nature, la taille ou l’emplacement peuvent induire des impacts sur l’environnement et la santé humaine.

Ainsi, nous aurons une catégorie de projets assujettie à une EIE, tels que les abattoirs et les souks, et une catégorie qui fera l’objet d’une notice environnementale (Projet de construction dont les emplacements ne représentent pas une sensibilité environnementale, et n’induira pas de déplacement de la population). Il convient de préciser que les projets soumis à notice environnementale pourraient déboucher sur une EIES si nécessaire.

La nouvelle loi prévoit la révision de la liste des projets assujettis à l’EIE, et a institué la réalisation d’une notice environnementale pour les projets à faibles impacts sur l’environnement, dont le contenu sera précisé par voie réglementaire.

**NES2 : Emploi et conditions de travail :** Concernant les conditions de travail, le Maroc dispose d’un cadre réglementaire assez étoffé. Le code de travail (loi n° 65-99 relative au code de travail), traite les dispositions réglementaires sur l’emploi, les conditions de travail, la représentation syndicale, l’intermédiation et la gestion de conflits, et responsabilités de contrôle.

Au Maroc le régime de sécurité sociale obligatoire existe depuis 1959, qui a été étendu sur les travailleurs dans les secteurs de l’agriculture par le Dahir n° 1-81-178 du 3 joumada Il 1402 (08-04-1981) portant promulgation de la loi n° 26-79 étendant le régime de sécurité sociale aux employeurs et travailleurs des exploitations agricoles, forestières et de leurs dépendances.

Par rapport au travail des enfants, le Maroc dispose d’un arsenal juridique adéquat, qui fixe, entre autres, l’âge d’admission au travail à 15 ans révolus, et la liste les travaux interdits aux enfants entre 15 et 18 ans. L’emploi des enfants de moins de 15 ans est réprimé par une amende.

Par ailleurs, le Maroc a ratifié les deux conventions fondamentales de l'OIT relatives au travail des enfants : la Convention no 138 sur l'âge minimum, adoptée en 1973, et la Convention no 182 sur les pires formes de travail des enfants, adoptée en 1999.

La santé et sécurité au travail est instituée par plusieurs textes dont les objectifs rejoignent les obligations à l’international.

**NES3 :Utilisation rationnelle des ressources, prévention et gestion de la pollution :** Cette norme est couverte par la charte de l’environnement et du développement durable, la loi 11-03 sur la protection de l’environnement, la loi 36-15 sur l’eau et ses textes d’application, la loi 13-03 sur l’air et ses décrets d’application, la loi sur la défense et la restauration du sol, la loi 28-00 sur la gestion des déchets solides et ses décrets d’application ;

**NES4 : Santé et sécurité des populations** :La réglementation nationale couvre tous les aspects liés au code du travail et en matière de protection des employés contre les risques d’hygiène, de santé et sécurité au travail, lutte contre le travail des mineurs, conditions de travail des jeunes et des femmes, égalité d’accès au travail femme-homme, etc.

**NES5 : Acquisition des terres, restriction à l’utilisation des terres et réinstallation involontaire**

Le Maroc dispose d’une loi sur l’expropriation (loi 7-81) pour utilité publique et à l’occupation temporaire, Contrairement à la NES5, cette loi applicable dès déclaration d’utilité publique, ne prévoit que l’indemnisation des ayants droits sur la base de l’état du bien au moment de la déclaration d’utilité publique, sans accompagnement post expropriation.

En effet la loi ne prévoit pas de Plan de déplacement de la population en cas d’expropriation ou de réinstallation économique. Elle se contente de l’indemnisation sur la base du prix du bien.

Contrairement à la NES5, la loi ne prévoit pas de consultation de la population, il est prévu une enquête administrative qui précède l’acte de cessibilité.

La population après publication du décret d’utilité publique dans le Bulletin officiel, est informée exclusivement à travers l’ insertion d’un avis dans un ou plusieurs journaux autorisés à recevoir les annonces légales, avec référence au Bulletin officiel dans lequel la publication a été faite, et l’affichage intégral dans les bureaux de la commune du lieu de situation de la zone frappée d’expropriation.

Ces mesures peuvent être complétées par tous autres moyens de publicité appropriés.

La loi responsabilise aussi les intéressés par informer et recenser les ayants droits dans un délai de 2 mois à partir de la date de publication au bulletin officiel.

En amont de l’acquisition des terres pour les besoins des projets de développement, la NES5 préconise d’éviter la réinstallation involontaire, et au cas où elle est inévitable, prévoir de la minimiser en agissant au niveau de la conception du projet.

D’autres mesures doivent accompagner la réinstallation involontaire pour éviter la perte des biens, de l’emploi ou l’induction des ayants droits dans des situations de compétitivité pouvant diminuer leurs revenus avant la réinstallation, à travers plusieurs mesures dont on cite

* Indemniser rapidement les personnes touchées par la réinstallation ;
* aider les personnes déplacées à améliorer, ou au moins rétablir en termes réels, leurs moyens de subsistance et leur niveau de vie d’avant leur déplacement ou celui d’avant le démarrage de la mise en œuvre du projet, l’option la plus avantageuse étant à retenir.
* Améliorer les conditions de vie des personnes pauvres ou vulnérables qui sont déplacées physiquement en leur garantissant un logement adéquat, l’accès aux services et aux équipements, et le maintien dans les lieux.
* Concevoir et mettre en œuvre les activités de la réinstallation involontaire comme un programme de développement durable, en fournissant suffisamment de ressources d’investissement pour permettre aux personnes déplacées de tirer directement parti du projet, selon la nature de celui-ci.
* Veiller à ce que l’information soit bien disséminée, que de réelles consultations aient lieu, et que les personnes touchées participent de manière éclairée à la planification et la mise en œuvre des activités de réinstallation.

En récapitulatif, deux importants écarts existent ente la loi marocaine et la NES 5 : L’information de la population et la consultation publique, et l’accompagnement des ayants droits pour permettre leur réinstallation physique et économique.

**NES6 : Préservation de la Biodiversité, et gestion durable des ressources naturelles et biologiques** : Le cadre réglementaire marocain couvre la protection de la biodiversité et des ressources naturelles au travers des différentes lois (loi 11-03, la loi 22-07, etc.), la stratégie Nationale pour la Biodiversité, en plus des conventions internationales ratifiées par le Maroc.

**NES7 : Peuple autochtone :** la constitution marocaine a entériné la reconnaissance de l’identité Amazigh, et institue l’égalité pour l’accès à tous les droits à tout marocain, dans le respect de la dignité, le droit à un environnement sain et une vie décente. Ceci dit, le peuple Amazigh n’est pas considéré autochtone.

**NES8 : Patrimoine culturel**: Le cadre réglementaire couvre cet aspect à travers la loi 19-05 modifiant et complétant la loi 22-08 relative au patrimoine archéologique

**NES9 : Intermédiaires financiers :** Le champ d’application de la NES n° 9 dépend des activités ou des engagements du projet couverts par le financement de projets d’investissement de la Banque mondiale.Dans le cas présent cette norme est non applicable.

**NES10 : Mobilisation des parties prenantes et information** : Le Maroc dispose de lois obligeant l’enquête publique (Lois 12-03 et son décret d’application relatif aux modalités de déroulement de l’enquête publique et la loi 49-17) et la loi 31-13 sur le droit à l’information.

Ceci dit, cette enquête à caractère administratif ne se substitue pas à la consultation publique. L’enquête publique ayant pour objectifs l’information et la collecte de commentaires ou propositions de la population concernée sur un registre dont la validité est limitée à la durée de l’enquête publique. Les commentaires ou doléances recueillis sur le registre sont ensuite transcrits après validation par le comité de suivi de l’EP sur un Procès-Verbal envoyé au comité concerné par la validation de l’EIE avant la tenue de la première réunion de validation pour discussion et prise en compte dans l’EIE

Tableau 2‑1 : Synthèse

| **Thématique** | **Règlementation marocaine** | **NES BM** | **Mesure de conciliation** |
| --- | --- | --- | --- |
| ***Evaluation et analyse environnementale et sociale.*** | La loi 49-17 traite l’évaluation environnementale des projets et a institué la notice environnementale pour les projets à faible impact sur l’environnement  La loi précise le contenu de l’EIE et de la notice environnementale ainsi que de l’audit environnemental  La loi 12-03 définit les modalités d’élaboration et d’instruction des études d’impacts sur l’environnement ainsi que les projets assujettis aux études d’impact sur l’environnement. Les sous projets concernant la construction de souks, ou abattoirs, et l’agriculture biologique nécessiteront la réalisation d’une étude d’impact sur l’environnement et donc nécessiteront l’obtention d’e la décision d’acceptabilité environnementale.  Le cahier des charges environnementales et sociales (PSSE) définit les engagements en termes de surveillance environnementale et sociale ainsi que les responsabilités du porteur du projet.  Existence d’un cadre réglementaire national de gestion et de protection des ressources naturelles. | Pour rappel le projet est de catégorie B+ et inclut les activités suivantes :  1/ Equipement GIE et coopératives  2/Construction de marchés de production locaux  3/ Construction ou équipement d’instituts de formation professionnelle agricole  4/Construction ou équipement de centres de gestion dédiés à l’accompagnement non financier des TPME agricoles et para-agricoles  5/Etude technique et réalisation de projets d’investissement des collectivités locales (Souk et abattoirs)  6/ Accompagnement des exploitations familiales agricoles pour le développement de l’agriculture agro-écologique ou biologique.  La NES 1 exige l’EES du projet et sous-projets soumis au financement  Les projets de construction ou rénovation ne sont pas soumis à l’EIE selon la loi marocaine, mais doivent faire l’objet d’une évaluation environnementale et sociale selon la NES1. | Mise en place d’un CGES pour cadrer l’évaluation et la gestion des risques environnementaux et sociaux afférant au projet (application de la NES1).Les procédures d’évaluation s’appliqueront à tous les projets et, lorsque nécessaire, EIES et PAR seront réalisés. Les standards Banque Mondiale s’appliqueront alors.  Le suivi de la performance environnementale et sociale du gestionnaire sera réalisé via :  Le respect du PGES du projet et de ses plans associés et plus généralement du cahier des charges du gestionnaire-aménageur  Le respect du cahier des charges pour les projets de l’agriculture agro-écologique et biologique, projets de souks et abattoirs et qui devra être proposé par le gestionnaire-aménageur.  Des solutions de pérennisation, des formations et accompagnement en matière d’Hygiène, de Santé, de Sécurité et d’Environnement (HSSE) |
| ***Consultation et communication avec les parties prenantes*** | La communication sur les aspects environnementaux, sociaux et danger se fait au moment de l’ouverture de l’enquête publique dont la durée est limitée dans le temps.  L’enquête publique ne permet pas l’identification et l’engagement des parties prenantes ainsi que le suivi et l’évaluation ni la gestion des plaintes | La consultation des parties prenantes commence au début du projet et s’adapte à chaque catégorie de partie prenante. Un plan de communication, de gestion des griefs et de suivi évaluation sont exigés par la norme. (NES1). | Etablir le dialogue avec les parties prenantes en amont et adapter les dispositifs de consultation et communication en fonction des parties prenantes  Se conformer au PEES, et PEPP. |
| ***Identification des Communautés affectés par le projet et groupes vulnérables et modalités de compensation*** | La loi 7-81 définit les modalités d’expropriation sur la base d’une enquête parcellaire qui identifie les communautés affectées.  Cette loi ne présente aucune disposition particulière quant à :  - l’assistance et au soutien à la restauration des moyens de subsistance ;  - l’intégration de l’aspect genre ;  - la gestion des griefs ; et  - le suivi-évaluation. | Le projet ne prévoit a priori pas de déplacement de population.  Toutefois si tel était le cas la NES 5 serait applicable, | Si l’expropriation et la réinstallation physique et économique ne peuvent être évitées, se conformer aux prescriptions de la NES 5 de la Banque Mondiale., en procédant à la consultation de la population, une enquête socio-économique et le recensement des ayants droits, la préparation d’un Plan d’Action de Réinstallation de la population concernée |
| ***Utilisation rationnelle des ressources et Prévention et Gestion de la pollution*** | Existence d’un cadre réglementaire national et normatif de gestion et de protection des ressources naturelles contre les formes de pollution.  La loi 11-03 sur la protection de l’environnement et des ressources naturelles (Loi sur l’eau, la loi sur la pollution de l’air, les déchets et la gestion des EU)  Plus particulièrement concernant la gestion des déchets (Loi 28-00 et ses décrets d’application) et des eaux usées, le rejet des eaux usées dans le milieu naturel doit être conforme à ‘l’arrêté conjoint du Ministre de l’intérieur, du Ministre de l’énergie, des mines, de l’eau et de l’environnement, du Ministre de l’industrie, du commerce et des nouvelles technologies et du Ministre de l’artisanat n°3286.17 du 13 Hijja 1438 (4 Septembre 2017)’.  La loi sur l’efficacité énergétique et celle relative aux énergies renouvelables sont promulguées pour économiser l’énergie et limiter les GES  La charte nationale de l’environnement et du développement durable inscrit la protection de l’environnement et la gestion des ressources en eau dans la perspective de Développement durable | La NES3 vise la gestion durable des ressources naturelles et leur protection contre toute forme de pollution.  Promouvoir l’utilisation durable des ressources, notamment l’énergie, l’eau et les matières premières. • Éviter ou minimiser les impacts négatifs du projet sur la santé humaine et l’environnement en évitant ou en minimisant la pollution provenant des activités du projet. • Éviter ou minimiser les émissions de polluants atmosphériques à courte et longue durée de vie3 liées au projet. • Éviter ou minimiser la production de déchets dangereux et non dangereux | Réalisation d’une analyse de risques conforme aux directives EES du Groupe Banque Mondiale justifiant l’applicabilité des normes au cas où les normes nationales sont moins contraignantes.  Application des directives SFI quand les normes marocaines ne sont pas définies. |
| ***Emploi et conditions de travail*** | La réglementation nationale couvre tous les aspects liés au code du travail et en matière de protection des employées contre les risques d’hygiène, de santé et sécurité au travail.  Lutte contre le travail des mineurs. Conditions de travail des jeunes et des femmes  Egalité d’accès au travail femme-homme, etc | Les exigences de la NES2 sont similaires à la réglementation nationale. | Application de la réglementation nationale. |
| ***Préservation de la biodiversité et gestion durable des ressources naturelles biologiques*** | L’arsenal juridique forestier, la loi 22-07 sur les aires protégées et la loi sur la protection de la faune sauvage, convergent tous vers la préservation de la biodiversité, du couvert végétal et de la faune  L’EIE évalue l’impact sur la biodiversité et met en place les mesures d’atténuation adéquates. | La NES 6est similaire à la réglementation nationale, à la seule différence d’un Plan de Gestion de la biodiversité qui n’est pas exigé par la réglementation nationale. | Le projet se soumettra à la réglementation nationale.  Dans le cas d’une grande sensibilité de la biodiversité, les projets seront exclus. |

# Informations de base sur le contexte biophysique et socio-économique

La description des trois régions dans lesquelles le Programme sera mis en œuvre se veut synthétique. Elle vise à donner un aperçu des enjeux et dynamiques dans les différentes régions.

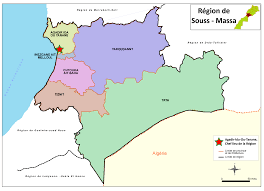
## Région du Souss Massa

*S*’étendant sur une superficie de 53 789 km², soit 7,6 % du territoire national, la région Souss Massa est formée de 2 préfectures :Agadir Ida Outanane et Inezgane Ait Melloul et de 4 provinces : Chtouka Ait Baha, Tiznit, Taroudannt et Tata.

La région de « Souss-Massa » est un milieu à la fois atlantique et continental. C’est aussi un espace polarisé par une multitude de villes, mais dont le pôle majeur est Agadir, ville de plus d’un demi-million d’habitants (Le Grand Agadir). Le Souss-Massa se présente sous la forme d’un large bassin encadré par des unités topographiques bien identifiées, constituées de plaines (Souss, Chtouka-Massa) et de montagnes (Haut Atlas au Nord et Anti Atlas au Sud et à l’Est).

La ville d’Agadir et ses environs ont connu à l’époque moderne un essor économique (tourisme, pêche, industrie agro-alimentaire, etc.) tel qu’elle exerce aujourd’hui une forte influence sur un espace débordant les limites mêmes du Souss-Massa. Agadir, capitale du Sud, rayonne par son influence jusqu’aux marges de Guelmim et même au-delà, en direction de Tan-Tan ; en même temps, elle est devenue une zone d’ouverture vers le Maroc septentrional et, inversement, la porte de liaison avec les provinces du Sud.

Figure 3‑1 : Vue d’ensemble de la région Souss-Massa



### Description du milieu biophysique

La description du milieu biophysique a porté sur l’étendue de la région qui fait partie de la zone d’action de l’Agence de Bassin Hydraulique de Souss-Massa.

#### Climat et géographie

Le climat de la région est sec en général, influencé par l’Océan et le Sahara. Les précipitations sont irrégulières dans l’espace et dans le temps, ce qui dénote un déficit hydrique important tant au niveau des ressources en eau de surface, qu’au niveau des nappes phréatiques. Les vents sont soit en provenance de l’Est avec influence désertique, soit de l’Ouest avec la fraicheur de l’Océan.

En effet, la région est soumise à un climat aride à semi-aride. L’intensité de l’aridité augmente au fur et à mesure que l’on se déplace de l’ouest vers l’est et du Nord vers le Sud.

Ainsi le nord de la région dominé par l'Atlas est caractérisé par un climat humide, à semi-aride en progressant vers la plaine. Cette dernière qui occupe le contrebas du relief de l'Atlas ainsi que les bassins du Souss et de Massa, connaît un climat aride.

Enfin, la partie sud et sud-est de la région qui compose le côté nord du Sahara est couverte par un climat désertique.

La pluviométrie moyenne dans le bassin du Souss-Massa est de 280 mm dans la vallée de l'oued Souss et de 265 mm dans la vallée de l'oued Massa. Elle atteint les 800 mm dans les zones montagneuses du Haut -Atlas (amont d'Aoulouz), et les températures varient de 11°C à 27°C avec une moyenne de 19 °C. L’ensoleillement est de l’ordre de 3000 heures /an.

La région, s'étend sur plusieurs domaines distincts : la bordure sud occidentale du Haut Atlas, la bordure nord-occidentale de l'Anti-Atlas, entre les deux la moitié occidentale de la plaine du Souss, prolongée vers le sud par la plaine des Chtouka.

Elle se situe dans la zone présaharienne au sud du Maroc et sous forme d’un large bassin encadré par des unités topographiques bien identifiées, constituées de plaines (Souss, Chtouka-Massa) et de montagnes (Haut Atlas au Nord et Anti Atlas au Centre et à l’Est), et caractérisée par une diversité géographique :

* Des chaînes de montagnes composées du Haut Atlas et l’Anti-Atlas qui divisent la région en deux grandes vallées : la vallée du Souss-Massa constituée par les plaines du Souss, de Chtouka et de Massa, et la partie ouest de vallée du Drâa. Ces chaînes de montagnes marquant fortement la région, représentent un réservoir hydrique naturel (les sommets enneigés et les pluies importantes qu’elles reçoivent) permettant le prolongement de la durée des écoulements des eaux de surface et préservant les eaux souterraines des plaines situées en aval ;
* Des plaines composées principalement des plaines du Souss et Chtouka localisées dans la partie ouest de la région et où l’activité agricole est particulièrement bien développée et ;
* Des oasis, dans la zone Sud de la région et qui constituent un prolongement des oasis de la vallée de Drâa. Elles présentent une homogénéité physique avec un paysage oasien dans les endroits où le potentiel hydrique est facilement exploitable, et un autre désertique dans les zones sahariennes et rocailleuses.

#### Ressources en eau

En termes de ressources en eau de surface, le réseau hydrographique de la région de Souss-Massa comprend les bassins versants du Souss, de Tamri, de Massa et une bonne partie du bassin versant du Drâa, avec des apports d’origine pluvionivale.

Il est également caractérisé par l'importance des Oueds Souss, Massa, Dadès, Drâa et de leurs affluents respectifs.

Le réseau hydrographique est caractérisé par la présence d’importants oueds notamment :

* Oued Souss qui prend sa source dans le Haut Atlas ;
* Oued Massa qui prend sa source dans l’Anti-Atlas ;
* Oued Drâa : c’est le plus long au Maroc, il traverse les plateaux de Ouarzazate pour se disperser dans le désert avant d’atteindre son embouchure, située au-delà du territoire régional, près de la plage de Tan Tan.

La région dispose d’une capacité de stockage de plus d’un milliard de m3 d’eau à travers notamment ses deux grands barrages, le barrage Dkhila, et le barrage Youssef Ibn Tachfine et d’autres barrages de capacité moyenne :

* Abdelemoumen (Oued Issen)
* Aoulouz (Oued Souss)
* Imi el Kheng (Oued Talakjounte)
* Barrage Ait Amzal (Région ait baha)
* Barrage Ait Hammou (Oued Tamri –nord d’Agadir)

Pour les eaux souterraines, la région est riche en nappes phréatiques et profondes (continues et discontinues). En l'absence de ces nappes, les petits aquifères et les nappes alluviales alimentent les zones pauvres en eau.

#### Sols

Les sols de la région de Souss-Massa sont à majorité alluviaux, peu évolués et constitués par des sables et des limons, avec en général peu ou pas d’argile et pauvres en humus. Ils sont calcaires et de teneur moyenne à faible en potasses et en phosphates.

#### La pollution de l’air

En matière de pollution atmosphérique, il convient de noter l’importance des nuisances le long des principaux axes routiers desservant le port d’Agadir, générées par un trafic routier intense et aggravées par les mauvaises conditions de circulation (problèmes de congestion), mais aussi par un parc de véhicules souvent ancien et très polluant.

L’activité industrielle très développée au niveau de la région (Agadir, Aït Melloul, etc.) engendre des émissions atmosphériques importantes, avec un impact significatif sur la santé, issues principalement de la concentration des unités les plus polluantes au niveau des zones industrielles de la région.

Par ailleurs, dans les zones à caractère rural et oasien, la qualité de l’air est bonne.

#### Sismicité

De par sa position sur la terminaison sud-occidentale du Haut Atlas marocain, la région d’Agadir est réputée géologiquement pour son activité sismique actuelle et ancienne. Il est démontré que cette activité est en grande partie liée au comportement des failles à toutes les échelles, qui sont encore sollicitées de contraintes tectoniques à l’origine de leur mouvement. Cette dynamique justifie le risque sismique mais se trouve parallèlement à l’origine d’autres risques naturels en particulier les glissements de terrain et le tsunami. Le territoire est exposé à de multiples aléas naturels : l’aléa sismique, mouvement des terrains et instabilité des massifs géologiques, tsunami, inondations et crues torrentielles, ainsi que la submersion marine et l’érosion côtière.

### Description des écosystèmes naturels

Couvert Végétal

Les forêts de la région de Souss-Massa s’étendent sur une superficie de 1.164.360 hectares, (dont près de 79% sont des Feuillues naturelles) ce qui représente 13% du total national contre 19,1% en 1997. La forêt couvre environ 22% du territoire régional dont 47% se trouve dans la province de Taroudant et 37% dans la province de Tata.

La forêt, dans la région Souss-Massa, constitue une véritable barrière naturelle contre la désertification, l’érosion hydrique et éolienne et les tempêtes de sable, en plus de son rôle majeur aux niveaux social et économique.

Malgré l’existence d’une diversité forestière régionale (arganier, jujubier, chêne vert, thuya, pins et genévriers), l’arganier domine plus de 63% de la superficie forestière régionale avec environ 730.127 ha. Cette superficie est répartie sur les cinq préfectures et provinces : préfectures Agadir-Ida Ou Tanane et Inzegane Ait Melloul, et les provinces de Chtouka Ait Baha, Taroudannt et Tiznit.

Les arbres les plus répandus dans la région sont l'arganier, l'olivier, le thuya de berbérie et le chêne vert. Située à 80 km au Nord d'Agadir, la forêt d'Imouzzer regorge de nombreux arbres et plantes dont le thym, l'euphorbe, le caroubier, le chardon et le thuya de berbérie (célèbre pour son bois). Plusieurs arbres fruitiers poussent dans la vallée du Souss en l'occurrence : le palmier, l'olivier, le grenadier, le figuier, ainsi que le figuier de barbarie. A Tafraout (Anti-Atlas d'Agadir) et dans le Saghro, l'arbre maître est l'amandier.

Les sites écologiques

***Les Oasis***

La région Souss-Massa est composée, entre autres, d’un ensemble d’oasis situées essentiellement dans la vallée de Drâa. Ces espaces stratégiques et de valeur inestimable, ont joué un rôle décisif dans l’histoire, par le biais du commerce transsaharien, et contribuent pleinement à l’identité nationale.

Les oasis de la région disposent de ressources appréciables pour leur développement. Elles recèlent un ensemble d’atouts qui présentent des opportunités pour la mise en valeur du territoire local et la consolidation de l’économie régionale.

Grâce à leurs attraits naturels et culturels variés, elles constituent un espace touristique stratégique, contribuant à la promotion du tourisme aussi bien régional que national. Elles sont le lieu d’une intense activité maraîchère, de culture en terrasse de céréales et de vergers abrités par les palmiers dattiers, l’arbre par excellence des oasis. L’importance des oasis comme patrimoine millénaire s’est traduite par leur déclaration par l’UNESCO en tant que Réserve de Biosphère : la Réserve de Biosphère des Oasis du Sud marocain « RBO ». C’est la deuxième réserve de ce genre au niveau national, mais aussi au niveau de la région Souss-Massa.

**La Réserve de Biosphère de l’Arganeraie**

La réserve de biosphère de l’arganeraie (RBA) créée en 1998, pour obtenir le statut de réserve de biosphère du programme Man and Biosphere (MAB) de l’UNESCO. La zone cœur de la réserve , est en partie constituée du Parc National de Souss Massa.

Au niveau de la région de Souss Massa, cette réserve concerne la préfecture d’Agadir Ida Outanane, Inzeguane Aït Melloul Chtouka Aït Baha, et Taroudant.

***Le Littoral***

La région Souss-Massa est dotée d’une frange littorale qui s’étend sur la façade atlantique sur un linéaire de 180 km limité par la commune rurale d’Imessouane au nord et la commune rurale d’Arbaa Sahel au sud.

Le littoral de la région est riche en biotopes de grands intérêts écologiques, en l’occurrence la forêt de l’arganier, les dunes, les zones humides, les steppes, les euphorbes et les falaises côtières.

Ainsi, **le Parc National Souss Massa** créé par le décret 2-91-518 du 8 août 1991 sur la base du dahir du 11 septembre 1934 qui prévoit la création de parcs nationaux, qui s’étend de l’embouchure d’oued Souss à Aglou, représente un outil de gestion pour la préservation des ressources naturelles et l’encouragement de l’écotourisme

L’importance de ce parc est reconnue à l’échelle internationale via l’inscription d’une partie de son territoire sur la liste de sites établie par la Convention de Ramsar relative aux zones humides. Signée à Ramsar le 2 février 1971, cette convention a pour principal objectif la conservation des zones humides, qui sont particulièrement riches sur le plan biologique mais également très menacées au niveau mondial. Le réseau des sites Ramsar, créé en application de cette convention, joue un rôle fondamental dans la protection des routes migratoires des oiseaux d’eau ainsi que dans la bonne gestion des processus et des fonctions écologiques des zones humides. Le parc compte deux sites Ramsar sur sa superficie, au niveau des embouchures des oueds Souss et Massa.

Le SIBE Cap Ghir-Imsouane aussi zone RAMSAR: comprend une bande côtière au pied du Haut Atlas avec deux zones d’intérêt biologique et écologique le Cap Ghir et Tamri. Cette zone est située au pied du massif montagneux Ida-Ou-Tanane et se présente sous forme de collines basses avec une importante biodiversité et un taux d’endémisme très important. C’est aussi un couloir de passage des oiseaux migrateurs. Il est plus proche des centre Agadir, Tamri et Imsouane.

Il serait judicieux d’éviter d’implanter des projets au niveau ou à proximité de ces zones, afin d’éviter d’impacter aussi bien la biodiversité que l’écosystème en général.

### Description du milieu socio-économique

#### Population

La population de la région de Souss-Massa se chiffre à 4 2.676.847 habitants, avec un taux de croissance annuel de 13,18% entre 2004 et 2014. La part de la population de la région représente 8% de la population nationale. Le poids démographique de la région, positionne celle-ci au sixième rang en termes d'effectifs et la fécondité y est relativement faible (2,0).

Le taux d'accroissement annuel moyen de la région sur la période 2004-2014 est équivalent à la moyenne nationale (1,42%).

L’accroissement démographique de la population urbaine de la région est attribué en plus de la fécondité naturelle, à l’extension des périmètres urbains des grandes villes, à l’émergence de nouveaux centres urbains et aussi à la migration des ruraux vers les villes.

En effet, la préfecture d’Inezgane-Ait Melloul a enregistré le taux d'accroissement le plus fort: 2,58%, suivie de la province de Chtouka-Ait Baha avec 2,24% et la préfecture d’ Agadir-IdaOu-Tanane avec 2,10% alors que la province Taroudannt a enregistré un taux de 0,72% et des taux négatifs de -0,31% et -0,45% au niveau de Tata et Tiznit successivement.

Plus de la moitié de la population de la région habite à la wilaya d’Agadir (57%) et la province la moins peuplée est celle de Tata (4% de la population totale de la Région).

#### Taux d’activité et niveau de pauvreté

Le taux de chômage au niveau de la région de Souss-Massa en 2012 varie entre 11,2% au niveau de la province d’Inezgane-Aït Melloul et 3,5% au niveau de la province de Taroudannt. Selon le milieu de résidence, le taux de chômage atteint un maximum de 13,7% au niveau du milieu urbain de la province d’Ouarzazate contre 1,9% seulement dans le rural de la province de Taroudannt.

En milieu rural de la région, le taux d’activité est nettement supérieur à celui enregistré en milieu urbain. Il atteint son maximum au niveau de la province d’Ouarzazate avec un taux d’activité en milieu rural de 55,9%, la même province enregistre le faible taux en milieu urbain avec 40,6%

Selon la carte de pauvreté de 2007, le taux de pauvreté dans la région de Souss-Massa s’est situé à 14,06% contre 8,9% à l’échelle nationale, soit un écart négatif de 5,16 points. Par milieu de résidence, la pauvreté demeure beaucoup plus ancrée en milieu rural de la région.

En effet, 6 communes rurales ont un taux de pauvreté supérieur à 30%, représentant 2% de la population et 24 communes rurales ont un taux de pauvreté entre 20 et 30 % et représentant 6,8% de la population. Ces deux ensembles de communes relèvent des deux provinces de Tata et de Taroudannt.

Cependant, en milieu urbain de la région, le taux de pauvreté varie entre 0,56% à la municipalité de Dcheira El Jihadia et 17,65% au niveau de la municipalité de Taliouine, province de Taroudant

#### Urbanisation

La répartition de la population selon le milieu de résidence met en évidence le caractère urbain de la région.

En effet 56,26% de la population vit dans le milieu urbain, contre 43,74% dans le milieu rural.

Les provinces de Taroudannt et de Chtouka- Ait Baha sont les moins urbanisées avec respectivement des ratios de 30% et 31% de la population urbaine par rapport à la population totale de la province. Les préfectures d’Agadir-Ida -Ou-Tanane et de Inezgane- Ait Melloul sont les plus urbanisées avec des taux d’urbanisation de 85% et 95% respectivement. Le grand Agadir concentre près de 75% de la population urbaine de la région.

Un grand groupement urbain domine largement l’armature urbaine de la Région: Agadir, Ait Melloul, Inezgane, Oulad Teima et Lqliaa, concentrant plus de 75% de la population urbaine de la Région. Viennent ensuite trois villes moyennes qui sont Taroudannt, Tiznit et Biougra avec une population variant entre 40.000 et 80.000 Habitants. Cinq petites villes ont une population qui varie entre 12.000 et 25.000 habitants, il s’agit d’Oulad Berhil, Tata, Aoulouz Ait Iaaza et El Guerdane, totalisant 7% de la population urbaine régionale.

#### Infrastructures

La région dispose d’une armature routière assez satisfaisante par rapport au reste du territoire national avec 6444 km de routes classées, soit 11,2% du total des routes du Royaume. Le réseau routier est réparti comme suit :

* Routes Nationales : 1077 Km ;
* Routes Régionales: 982 Km ;
* Routes Provinciales: 4385 Km

La région de Souss-Massa, a été reliée en juin 2010 au réseau autoroutier national à travers le tronçon Agadir-Marrakech, long de 250 kilomètres. Il fait partie de l'autoroute A7, longue de 453 km et reliant Casablanca à Agadir.

Pour le réseau aéroportuaire La région dispose d’un seul aéroport international (Agadir « Al Massira ») à Agadir, le troisième à l’échelle nationale par le volume de trafic avec 1.392.752 passagers à fin 2012. L’aéroport dispose d'une aérogare d'une superficie de 26 550 m2 , ayant une capacité de 3 millions passagers par an, d'un parking avions de 19,4 ha et d'un parking voitures de 2,5 ha. La région dispose aussi d’un aérodrome à Taroudannt, qui dispose d’un centre de parachutisme et que l’ancien aéroport international Agadir Inezgane, a été transformé en base militaire aérienne.

Par ailleurs, la région Souss-Massa, compte un seul port polyvalent : le complexe portuaire situé dans la préfecture d’Agadir-Ida Ou Tanane et plusieurs ports de pêche au long de la côte atlantique (Douira, Tiguerte, Aghrod, Sidi Moussa Aglou, Tigourakine, Taghazout, Tifnit, Gouricim, Immessouane, Tamrarht, Oued Massa, Jelleb, Imiouaddar et Tamri).

Le port d’Agadir se situe à 170 Km au sud du port d’Essaouira et à 180 Km au nord du port de Sidi Ifni. C’est un port à compétences diverses : pêche, commerce, plaisance, croisière et militaire. Il est situé sur la côte atlantique à 35 Km au sud du Cap Ghir, au fond d’une baie protégée et largement ouverte vers le sud-ouest

#### Alimentation en eau potable (AEP)

Pour le grand Agadir et quelques centres ruraux, l’eau potable est distribuée respectivement par la RAMSA et les associations.

Les besoins de la Régie en eau s’élèvent à plus de 1 300 l/s (>42 Millions de m3/an). Et pour satisfaire la demande en eau potable du Grand Agadir à moyen et à long terme, l’ONEE a entamé un projet d’envergure du complexe hydraulique My Abdellah qui consiste à réaliser un système d’adduction avec une capacité de production de 1400l/s.

Ce projet dont la première tranche est mise en service depuis 2007 constitue actuellement la plus importante ressource de production avec une capacité de l’ordre de 850 l/s.

Par ailleurs, et afin de satisfaire les besoins à moyen et à long terme, une usine de dessalement d’une capacité de 275 000 m3/jour dans un premier temps, extensible à 450 000 m3/jr, ce qui en ferait une des plus grandes usines de dessalement au monde, devrait entrer en service en 2021 pour l’irrigation et l’eau potable.

L’ONEE intervient au niveau de tout le reste du territoire de la région et dessert un nombre important de centres et de douars moyennant la réalisation d’importantes unités de traitements et d’adductions régionales.

#### Assainissement liquide

Le littoral d’Agadir, malgré ses atouts touristiques, n’échappe pas aux risques de pollution. En effet, il subit directement l’effet des rejets des agglomérations urbaines ainsi que celui résultant de l’activité du port. Les eaux marines sont menacées par une dégradation progressive à cause de la charge polluante émanant des collecteurs d’Anza et de la ville d’Agadir.

Au niveau du grand Agadir, un plan Directeur d’assainissement liquide a été réalisé. La STEP M’ZAR située à 8,5 Km d’Agadir et couvre 4 communes (Agadir, Inezagane, Aït Melloul et Dcheira, assure le traitement de ces eaux qu’elle reçoit prétraitées au niveau d’une station de relevage. La RAMSA ambitionne la réutilisation de ces eaux traitées dans l’arrosage.

D’autres STEP existent, telle que la STEP d’Ourir.

Au niveau des zones rurales et oasiennes, on note l’absence ou la rareté des systèmes de traitement des eaux usées.

#### Electrification

La région dépend du nord du pays pour l’essentiel de sa consommation électrique. Une usine thermique de production d’électricité, à Agadir, fournit environ 13% de la consommation de la région. L’alimentation en électricité est assurée par la RAMSA dans le Grand Agadir, et par l’ONEE dans le reste des milieux urbains et ruraux de la région.

### Secteurs productifs de la région

#### Agriculture

Le secteur de l’agriculture constitue la pierre angulaire de l’activité économique de la région, et ce, malgré la conjugaison des facteurs climatiques et édaphiques défavorables. L’aridité y prédomine et la Superficie Agricole Utile (SAU) ne représente que 5% de la superficie totale régionale. La SAU de la région représente 9% de la superficie totale régionale (451 165 hectares)

Les terres les plus fertiles se situent essentiellement dans les plaines du Souss Massa, où les primeurs et les agrumes constituent les principales productions.

La plaine du Souss-Massa, de par l’importance de sa nappe phréatique et la richesse de son sol, constitue l’une des zones agricoles les plus développées à l’échelle nationale.

L’agriculture moderne au niveau de cette plaine génère des entrées considérables en devises, occupe une main d’œuvre importante et permet le développement de l’industrie agroalimentaire. C’est une agriculture orientée vers l’exportation et qui fait de la région Souss-Massa une région compétitive ouverte sur le reste du monde.

Ainsi, les cultures agrumicoles et maraîchères sont très développées à l’échelle de cette zone. Celle-ci occupe la première place en termes de superficie d’agrumes au niveau national avec plus de 35% de la superficie totale nationale.

La céréaliculture dépend largement des aléas climatiques. Elle se répand généralement dans les terres « bour » représentant une proportion importante de la SAU.

La superficie des céréales varie d’une année à l’autre en fonction des précipitations.

En plus de l’agriculture moderne de la plaine du Souss, et la culture extensive des céréales, la région Souss-Massa est marquée par la présence d’une agriculture traditionnelle importante, au niveau des zones de montagne et des oasis jouissant d’un système de culture spécifique. Les produits authentiques ou de terroir tels que le safran, les dattes, le henné, les roses, l’argan… constituent un créneau important à développer

Malgré les contraintes auxquelles est confrontée l’agriculture dans la région, en particulier celles liées aux conditions climatiques et à la rareté de l’eau, elle recèle les potentiel qui lui permet de se distinguer au niveau national : la rentabilité élevée des agrumes et primeurs, véritables atouts de la région.

A cet égard la production maraîchère est en nette évolution au niveau de la région ce qui se traduit par un impact significatif sur les ressources en eau, notamment souterraines, et incite les pouvoirs publics à développer l’usage de ressources en eau non conventionnelles (dessalement). Cette réponse à la crise par un développement de l’offre est imparfaite car elle ne prend pas en compte, ou seulement à la marge, les déterminants de la demande et ne cherche pas à influer sur ceux-ci.

#### L’élevage

L’élevage constitue l’une des sources les plus importantes des revenus de la population rurale de la région, en tant qu’activité complémentaire à l’agriculture dans la région, surtout dans les zones où les potentialités culturales sont limitées. L’élevage extensif est le plus répandu au niveau de la région. Le troupeau de la région Souss-Massa représente 8,18% du troupeau national.

Cette proportion varie d’une espèce à l’autre. Les caprins dont l’Arganeraie est la zone de prédilection représentent 16% du troupeau caprin au niveau national, suivi par les bovins et les ovins qui représentent 6% de leurs espèces

#### La pêche maritime

Le secteur de la pêche maritime, constituant, après l’agriculture et le tourisme, le troisième atout économique de la région, en raison de son rôle dans le développement des secteurs d’industrie et de commerce, est localisé dans une frange littorale qui s’étend sur la façade atlantique sur un linéaire de 180 km.

Cette zone côtière constitue un pôle d’attraction important pour les activités socio-économiques d’intérêt régional, compte tenu de son poids démographique, économique et de sa fonction dans l’organisation de l’espace régional. Le port d’Agadir présente 98% de la production totale de la région.

#### L’industrie

Le secteur industriel joue un rôle très important dans le développement économique et social tant au niveau national qu’au niveau régional. Il occupe la deuxième position dans l’économie de la région par son importance.

Il concerne essentiellement les industries de transformation, notamment les industries agro-alimentaires, chimiques et para chimiques. La région de Souss-Massa est classée en 7 ème position avec une contribution de 4,3% du PIB industriel, et dégage un PIB de 10 milliards de dirhams, une position attribuable essentiellement aux secteurs de l’agroalimentaire (38 % des unités), la chimie et para-chimie (34 %), la métallurgie et la mécanique (23 %), le textile et le cuir et enfin l’électricité et l’électronique.

L’agroalimentaire, essentiellement la valorisation des produits agricoles et halieutiques, représente à lui seul 70 % de l’industrie régionale (plus de 7 millions de dirhams de chiffre d’affaires sur un total de 10,8 millions) et 63 % des salariés.

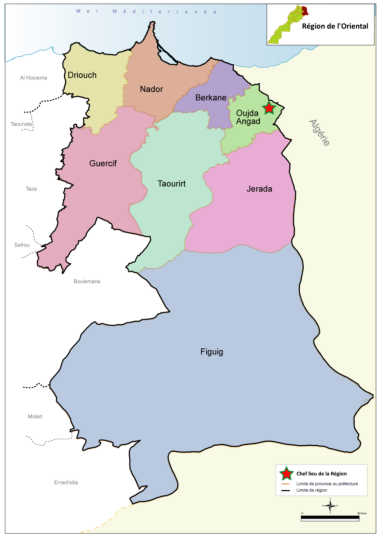
La répartition de l’activité au niveau du territoire régional reflète, encore une fois de plus, un réel déséquilibre dans le territoire. C’est l’agglomération d’Agadir qui se taille la part du lion. Elle concentre à elle seule 59% des établissements industriels, 90% des emplois permanents.

## Région de l’Oriental

De par sa situation géographique et historique, la fonction première de la Région de l’Oriental est une fonction de liaison et de communication sur le plan national d’une part et méditerranéen, européen et maghrébin d’autre part. Elle revêt une importance stratégique, autant par sa position géographique que pour son potentiel économique: elle constitue l'interface incontournable pour conforter le Maroc dans sa position géostratégique de carrefour entre l'Europe, le Grand Maghreb et le monde méditerranéen.

Bordée par la Méditerranée au Nord et le Pré saharien au Sud, limitée par le Rif Central à l’Ouest et par la frontière avec l’Algérie à l’Est, la Région de l’Oriental prend la forme d’un énorme polygone, allongé sur plus de 400 km dans la direction méridienne. Elle s’étend sur 88.681 km2, ce qui représente 12,9% environ du territoire national et équivaut à la superficie de l’Autriche ou la Corée du Sud.

Figure 3‑2 : Vue d’ensemble de la région de l’Oriental



Source : Monographie générale de la région de l’Oriental, 2015

### Description du milieu biophysique

La description du milieu biophysique a porté sur l’étendue de la région de l’Oriental qui fait partie de la zone d’action de l’Agence de Bassin Hydraulique de Moulouya.

#### Climat et géographie

La région de l’Oriental est particulièrement aride, située loin des influences humidifiantes et adoucissantes de l’Atlantique et derrière l’écran montagneux formé par l’Atlas et le Rif, l’Oriental est presque totalement compris dans la zone aride.

Le climat de l’Oriental est caractérisé par des étés chauds et secs et des hivers frais, les précipitations se limitant presque exclusivement à la période hivernale.

Les moyennes annuelles de précipitations sur la plus grande partie de l’Oriental varient de 200 à 300 mm/an, ce qui définit un climat du type aride : un domaine en déficience d’eau. Plus au Sud (domaine présaharien et saharien de Figuig), la pluviosité chute considérablement (90 à 140 mm/an) ce qui définit un climat de hyper-aride à saharien, donc fort contraignant pour l’agriculture et pour un développement rural viable.

L’Oriental marocain présente une grande diversité de caractéristiques morphologiques, climatiques et socio-économiques, qui conduisent à distinguer plusieurs unités régionales (ou sous-bassins) :

* Haut Plateaux - Chaînes des Horsts ;
* Melloulou, Plaine de Guercif et Vallée du Za ;
* Basse Moulouya et Région de Nador ;
* Plateau d’El Aïoun et Plaine des Angads (Oujda) ;
* Bassin de l’Oued Kert ;
* Bassin de la Moulouya.

#### Ressources en eau

L’Oriental marocain présente une grande diversité des caractéristiques morphologiques, climatiques et socio-économiques qui conduisent à distinguer plusieurs unités régionales (ou sous-bassins) :

* Haut Plateaux - Chaînes des Horsts : La ressource en eau dont dispose cette région est essentiellement d’origine souterraine ; Il y a d’abord La nappe des Hauts Plateaux, qui représente un potentiel d’environ 2 m3/s dont. Plus au Sud, s’étend la nappe crétacée (Chott Tigri), l’écoulement résiduel de l’Oued Za à l’aval de Guefait est évalué à 101 Mm3/an. Et en fin, la chaîne des Horsts dont les eaux souterraines des niveaux jurassiques sont assez importantes (100 à 150 l/s).
* Melloulou, Plaine de Guercif et Vallée du Za : Les écoulements de base permettent l’irrigation de 16.000 ha. La nappe phréatique est exploitée pour répondre aux besoins des centres et populations rurales en place. A quelques exceptions, les productivités sont relativement faibles (5 l/s par ouvrage).
* Basse Moulouya et Région de Nador : Cette région est caractérisée par le système hydraulique de la Basse Moulouya issu du complexe Mohammed V/Méchra Homadi, et par le pôle industriel et commercial de Nador. Le problème majeur est la salure de la nappe. On note aussi l’existence d’un aquifère intéressant qui laisse surgir des sources qui totalisent 140 l/s utilisées pour l’irrigation. Les forages installés pour l’alimentation en eau donnent 300 l/s en pointe. En 1995 il a été irrigué 56'000 ha en GH et 5'500 ha en PMH.
* Plateau d’El Aïoun et Plaine des Angads (Oujda) : les nappes constituent deux entités aquifères importantes pour la région. Les prélèvements s’évaluent à presque 1,5 m3/s utilisés en agriculture, industrie et eau potable. La nappe du Jbel Hamra est fortement sollicitée pour l’alimentation en eau d’Oujda. Elle accuse de ce fait une baisse de 2,8 à 3,4 m/an, depuis 1982 en raison surtout d’une surexploitation qui atteint plus de 900 l/s.
* Bassin de l’Oued Kert : Les débits de base des rivières et les ressources en eau souterraine sont de qualité médiocre et ne permettent d’irriguer que 2 000 ha.
* Le bassin de la Moulouya : La grande unité importante en ce qui concerne les ressources en eau d'une grande partie de la REO est le bassin versant de la Moulouya, il compte 960 Mm3 des eaux de surface et 162 Mm3 des eaux souterraines.

#### Sols

La Région de l’Oriental se caractérise par des sols à profil calcaire peu, moyennement ou très différencié selon les divers secteurs qui occupent des étendues très importantes.

Les types de sols rencontrés au niveau de la région sont assez diversifiés, la gamme s’étend depuis les isohumique et rouge fersialitique, jusqu’aux peu évolué d’apport alluvial, et minéraux bruts.

Les sols sont atteints par trois effets distincts :

* L'érosion, due en grande partie à la destruction de la végétation. Ceci dénude le sol et le laisse sans protection contre l'effet des pluies et des vents. La sécheresse ajoute à l'érosion en rendant les sols plus fragiles et vulnérables. Une fois la végétation détruite, l'érosion éolienne ou due à la pluie enlève la couche de terre végétale et rend une régénération de la végétation quasiment impossible, complétant de cette manière la désertification.
* La salinisation, due surtout à l'irrigation. Ce risque se pose surtout dans des conditions de haute évaporation, et il augmente si la concentration en sel dans l'eau utilisée augmente. Des terres salinisées perdent leur capacité productrice agricole et sont pratiquement irrécupérables.
* La contamination avec des déchets industriels (huiles minérales, solvants, métaux lourds etc.). Quoique certainement un risque, et difficile à réparer une fois manifeste, il s'agit là normalement d'un problème ponctuel.

#### La pollution de l’air

La région de l’Oriental connaît plusieurs activités industrielles polluantes de l’air, à savoir le secteur minier dont les rejets solides sont représentés à 85% par des poussières, la SONASID, quoiqu’elle apparaît non polluantes, l’impact cumulatif de ses émissions avec les émissions liés au trafic routier au niveau de Nador est important.

La centrale thermique de Jerada, qui assure 8,6 % de la production nationale (ONE) émet des quantités considérables de particules, de gaz sulfureux et d’oxydes d’azote essentiellement. Les risques pour la santé de la population de la zone de Jerada sont donc réels.

Les transports routiers dans les Centres Urbains de Berkane, Nador, et Oujda constituent également une source importante de pollution et un danger pour la santé humaine.

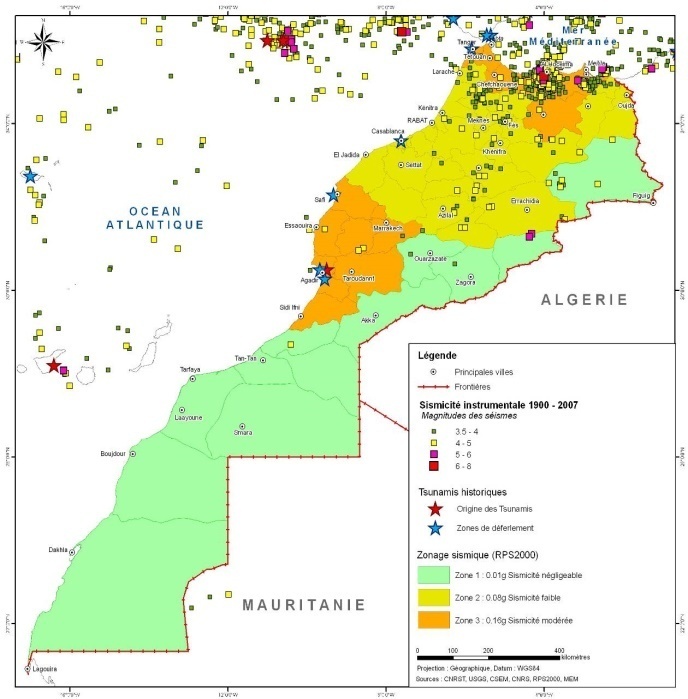
Concernant la sucrerie Sucrafor installée à proximité de la localité de Zaio, on note des émissions élevées de MPS (plus de 1500 tonnes annuellement) et de SO2 (plus de 235 to/an)

Par ailleurs, dans les zones à dominance rurale, il ne devrait pas y avoir de problèmes majeurs de pollution de l’air.

#### Sismicité

La zone d’étude représentée par la région de l’Oriental est caractérisée par une sismicité faible d’après le Règlement Parasismique Marocain (RPS 2000) tel que présenté sur la figure ci-après.

Figure 3‑3 : Carte des zones sismiques du Maroc



### Description des écosystèmes naturels

Couvert végétal

L’aridité accusée du climat, explique le caractère globalement pauvre du couvert végétal qui se présente sous deux formes principales : d’un côté, des formations forestières naturelles, plus ou moins dégradées, localisées sur certains versants de montagnes relativement arrosés où dominent largement le chêne vert et le thuya ; de l’autre, des formations steppiques, s’étendant surtout à travers les espaces arides du centre et du sud de la Région, où dominent l’alfa (7/10 des nappes alfatières du Maroc) et l’armoise.

Les essences forestières naturelles (Résineuses naturelles, Feuillues naturelles, Alfa, et autres) s’étendent sur une superficie d’environ 2.3 millions d’hectares, soit 26% de la superficie forestière totale nationale. Toutefois cette superficie ne couvre qu’une faible proportion de la superficie totale et connait une dégradation d’une année à l’autre en raison de l’exploitation aléatoire de la population et surtout par les éleveurs de bétail, en plus des conditions naturelles sévères qui détériorent les sols.

La croissance de la population ainsi que la demande élevée sur les terres cultivables ont entraîné un processus de défrichage des terres de parcours, peu aptes à l'agriculture en raison des contraintes climatiques. Cela a également engendré la dégradation de la forêt naturelle et la perte de la couche végétale provoquant un processus de désertification. La réduction des terrains de parcours en même temps que l'augmentation du cheptel ont provoqué leur dégradation progressive.

En dépit de son caractère souvent médiocre, le couvert végétal remplit des fonctions économiques, sociales et écologiques importantes. En effet, les forêts dans la région constituent une source précieuse de plantes aromatiques et médicinales telles que le romarin, la lavande, l’armoise, le thym et bien d’autres plantes.

Les sites écologiques

Bien que ne disposant pas de parc national, la région de l’Oriental offre de nombreux sites écologiques (11 SIBES) dont certains jouissent sur le plan historique et anthropologique d’une renommée internationale et sont classés Sites d’Intérêt Biologique et Ecologique: l’embouchure de l’oued Moulouya (site RAMSAR), le mont de Gourougou, la chaîne de montagnes des Bni Znassen (Monts Beni Snassen), le barrage Mohammed V (site RAMSAR), le cap des trois fourches (site RAMSAR), Gfait, le Jbel Krouz, Lalla Chafia, la lagune de Nador (site RAMSAR), la forêt de Tafoughalt traversée par l’oued de Zegzel, la grotte du chameau, la grotte des pigeons, ou encore les steppes à armoise.

Vu l’importance écologique de ces sites et leur valeur socio-économique (Services écosystémiques), il est préférable de limiter l’accès à ces zones et de les exclure des zones destinées à recevoir les projets.

### Description du milieu socio-économique

#### Population

Selon le Recensement Général de la Population et de l’Habitat de 2014, la Région de l’Oriental compte 2.314.346 habitants, contre 1.918.094 en 2004, 65,41% sont urbains.

La région de l’Oriental, qui couvre 11,65% de la superficie du Royaume, n'abrite que 6,8% de la population nationale en 2014. Ce qui se traduit par le bas niveau de la densité régionale qui est d’environ 26,1 habitants au Km², contre environ 47,6 au niveau national. Pour le niveau communal, la densité varie de 3% (25 communes ont une densité inférieure à 3 habitants par Km²) et 8.000 habitants/Km² au niveau de la ville de Berkane.

L’accroissement démographique de la population urbaine de la région est attribué en plus de la fécondité naturelle, à l’extension des périmètres urbains des grandes villes, à l’émergence de nouveaux centres urbains et aussi à la migration des ruraux vers les villes.

Cet accroissement a concerné plus particulièrement la préfecture d’Oujda Angad et la province de Guercif qui ont enregistré un taux d’accroissement de 1,46 et 1,6 respectivement. La province de Driouch a enregistré une diminution de la population avec un taux d’accroissement négatif entre 2004 et 2014 (-0,55%).

#### Taux d’activité et niveau de pauvreté

Le taux d’activité dans la région de l’Oriental a atteint 45,5% en 2012 contre 45,4% en 2008. En milieu rural de la région, le taux d’activité est nettement supérieur à celui enregistré en milieu urbain. L’écart est de 7,9 points. Cependant, le taux d’activité en milieu urbain de la région a connu une baisse de 0,9 points entre 2008 et 2014 contre une baisse de 1,5 point en milieu rural.

Le taux de chômage dans la région de l’Oriental est estimé à 15,7% en 2014 contre 20% en 2008. Selon le milieu de résidence, le taux de chômage s’est établi à 17,9% dans les villes contre 12,1% seulement dans le rural

Selon la carte de pauvreté de 2007, le taux de pauvreté dans la région de l’Oriental s’est situé à 17,9% contre 8,9% à l’échelle nationale, soit un écart négatif de de 9 points. Par milieu de résidence, la pauvreté demeure beaucoup plus ancrée en milieu rural de la région et touche 24,8% de la population, soit un ménage sur quatre. Cependant, en milieu urbain de la région, le taux de pauvreté ne dépasse pas 13.8%. L’analyse spatiale de la pauvreté permet de mettre en évidence les constats suivants :

* Pour l’ensemble des communes, le taux de pauvreté le plus faible, soit 5,6%, a été enregistré à Saïdia, alors que le taux le plus élevé qui est de 66,9% est enregistré à Abou Lakhal dans la province de Figuig, - 38,1% des communes connaissent des taux de pauvreté modérés variant entre 10% et 20%,
* Le taux de pauvreté dépasse 25% dans 43 communes entièrement rurales, - 7 communes rurales enregistrent des taux de pauvreté élevés dépassant 50%.

On relève également que le sud de la région est plus touché par le phénomène de la pauvreté que le nord. En effet, à Jerada le taux de pauvreté est de 29,3% contre seulement 12,7% à Oujda Angad, soit un écart de 16,6 points. Quant au taux de vulnérabilité, il varie entre 16,9% à Oujda Angad et 23% à Jerada.

#### Urbanisation

La population urbaine a connu un accroissement démographique de 2,49% par an en moyenne entre les deux derniers recensements contre une baisse de la population rurale de 0,9%. Il est prévu que cette tendance se poursuive au cours des prochaines années. En conséquence, le taux d’urbanisation dans la région de l’Oriental a atteint 65,4% en 2014 contre 62% en 2004. L’ancienne province de Nador (scindée en 2009 en deux provinces : la province de Nador et celle de Driouch) a connu une forte poussée d'urbanisation par rapport aux autres provinces de la région.

Le taux d'accroissement annuel de la population urbaine dans ces provinces a atteint Carte 8: Taux d'accroissement de la population des Provinces et de la Préfecture entre 2004 et 2014 Région de l’Oriental 21 respectivement -0,55% et 1,12% entre 2004 et 2014. La population rurale a connu, quant à elle, une stagnation avec un taux d’accroissement de 0,9%.

Cependant, Il faut noter que cette tendance à l’urbanisation est due notamment à l’émergence de nouveaux centres urbains. Plus de la moitié de la population de la région est concentrée dans l’ancienne province de Nador et la préfecture d’Oujda Angad qui abriteraient 48% du total de la population de la région selon le recensement de 2014. Par ailleurs, les différentes provinces ont connu entre les deux derniers recensements des taux d’accroissement démographiques divergents allant de -0,55% à Driouch à 1,6% à Guercif.

#### Infrastructures

Le réseau routier joue un rôle crucial dans l’implantation des activités économiques, l’installation et les mouvements des populations. De même, il est vital pour promouvoir les différents échanges aussi bien au sein de la région qu’avec les autres régions du pays. L’accessibilité régionale et la desserte provinciale ou locale sont assurées, pour l’essentiel, par la route. La Région de l’Oriental dispose d’un réseau routier de 5 128 km, qui représente 8,2% du total du réseau national, dont 55% revêtu. Ce réseau est constitué de 8% de routes communales, 29% de routes nationales, 45% de routes provinciales et 18% de routes régionales

Aussi, pour améliorer le réseau routier de la Région et renforcer sa connexion avec les autres Régions du Royaume, particulièrement dans le sens Nord et Ouest ; plusieurs projets routiers sont soit achevés, ou sont en cours de réalisation, à savoir : l’autoroute Fès-Oujda, la rocade méditerranéenne reliant Saïdia à Tanger, déjà achevée sur son tronçon oriental et la double voie Oujda-Ahfir-Saïdia-Nador. L’autoroute A9 qui relie Fès à Oujda entrée en service en 2011 est d’une longueur de 321 kilomètres, elle formera, à terme, un grand axe structurant Est-Ouest qui devra s’intégrer dans l’autoroute maghrébine allant de Nouakchott (Mauritanie) à Tobrouk en Libye en passant par Alger et Tunis.

Le réseau ferroviaire de la région s’étend sur une longueur de 558 Km reliant l’Oriental avec les autres régions du Royaume et avec l’Algérie.

La région de l’Oriental dispose de deux ports sur la méditerranée : le port de Ras Kabdana destiné à la pêche et le port international de Nador. Ce dernier représente un véritable levier économique pour la région et constitue le deuxième port après celui de Tanger dans le transit des passagers au niveau national. En 2003, une nouvelle station pour le transport des voyageurs a été inaugurée. Elle est composée de deux parties : un complexe pour le transport des voyageurs et leurs véhicules (les car-ferries) et une gare maritime. Ajouté à cette infrastructure, le port de plaisance de Saïdia, qui après son extension en 2009 est devenu, avec ses 1.350 anneaux, le 3ème port de plaisance de la Méditerranée en terme de surface utile d’embarcation, et le futur complexe portuaire Nador West End en cours de réalisation par phases, dont la première a été mise en service en 2019.

L’infrastructure aéroportuaire de la région est composée de deux aéroports : L’aéroport Oujda-Angad etL’aéroport Nador Al Aroui.

Ces infrastructures ont été renforcées dernièrement par la mise en service de l’aérodrome de Bouarfa dont le but principal est de désenclaver les zones sud de la région, notamment sur le plan touristique.

L’infrastructure sanitaire est relativement importante. Elle compte en effet 5 Hôpitaux généraux dont 3 provinciaux et 1 régional, un hôpital spécialisé régional, 66 centres de santé, 4 hôpitaux locaux et 35 dispensaires ruraux, 9 cliniques privées et 30 centres d'analyses médicales.

#### Alimentation en eau potable (AEP)

L’alimentation en eau potable est soumise comme ailleurs au Maroc à des problématiques de qualité et disponibilité. La raréfaction des ressources en eau est particulièrement problématique. La Région a communiqué début 2020 son programme régional d’approvisionnement en eau 2020-2027. Il prévoit le développement de l’offre, au travers de la réalisation de 3 nouveaux barrages (dont un est en cours de construction) et la rehausse du barrage Mohammed V (capacité finale de 1 milliards de m3) et le développement de ressources en eau non conventionnelles.

#### Assainissement liquide

Le réseau d’assainissement qui peut servir à la fois à l’évacuation des eaux usées et à l’écoulement des eaux pluviales est un équipement de première nécessité. Son absence explique le rejet d’eaux usées et leurs infiltrations par les puits utilisés par les habitants à la merci de la pollution microbienne.

Il peut y avoir aussi un risque de contamination de la nappe phréatique qui alimente en eaux la ville. Pour les grandes villes de l’Oriental, alors qu’Oujda et Berkane manquent de station d’épuration d’eaux usées, Nador dispose d’une unité à la capacité de traitement insuffisante (5000 m3).

Les centres urbains de la région de l’Oriental sont presque tous dotés d’un réseau d’assainissement dont le fonctionnement reste très moyen. A part la station d’épuration de Nador, tous les rejets se font à l’état brut. La population non branchée a souvent recours à des puits perdus. Ceci engendre la pollution de plusieurs nappes dont nous citons : la nappe d’Angad, la nappe de Saîdia et la nappe de Ain Béni Mathar. Certains agriculteurs de la région d’Oujda et de Taourirt réutilisent les eaux usées brutes en irrigation.

#### Electrification

S'agissant des ressources énergétiques, la région de l’Oriental dispose de la centrale thermique de Jérada et de la centrale thermo-solaire de Ain Bni Mathar, ainsi que l’usine hydraulique Mohammed El Khamis. La production d'électricité dans la région a atteint 804 millions de KWh (source thermique et hydraulique) assurant de la sorte une couverture de l'ordre de 62% de la consommation d'électricité dans la région. Beaucoup d’efforts sont déployés, ces dernières années à travers un certain nombre de programmes (surtout le PERG), qui a eu des effets positifs sur le taux d’électrification rurale. A fin avril 2014, le nombre des villages mis sous tension a atteint 1944, ce qui représente 5,35% du total des villages marocains mis sous tension.

### Secteurs productifs de la région[[1]](#footnote-1)

#### Secteur agricole

Au niveau de la région de l’oriental, l'agriculture en irrigué et en bour est importante surtout dans la partie Nord, tandis que le pastoralisme domine dans la partie Sud. Dû aux conditions climatiques surtout, la sylviculture reste une activité économique plutôt marginale. En matière de productions végétales, celles-ci sont diversifiées mais restent tout de même dominées par la céréaliculture. Cependant, les cultures industrielles (plaines du Nord), les cultures maraîchères et l’arboriculture fruitière occupent des places très importantes dans l’économie de la région (superficies appréciables, rendements et productivités convenables, voire élevés en milieux favorables). En matière d’élevage, de parcours et de pastoralisme, la région économique de l’oriental (R.E.O.) compte environ 118 000 bovins, 3.2 millions d’ovins, 1 million de caprins et 1.700 dromadaires, soit un effectif global de l’ordre de 4,3 millions de têtes. A cet effectif, s’ajoutent 96 000 têtes d’équidés. Le parcours et le pastoralisme jouent un rôle extrêmement important au niveau de la région économique de l’oriental. Les terrains de parcours sont évalués à 6,5 millions d’hectares, situés essentiellement à Figuig, Taourirt, Guercif et Jerada. A cette superficie s’ajoutent les terrains incultes (140 000 ha), les nappes alfatières (2 281 000 ha), les écosystèmes forestiers et préforestiers (364 400 ha), soit une surface globale de 5 583 000ha.

Le secteur agricole souffre également d’une multitude d’insuffisances et de contraintes qui entravent son évolution, à savoir :

* Le morcellement de la propriété agricole l’empêche souvent d’être rentable.
* L’extension urbaine et la spéculation sur les terres au détriment de la propriété agricole.
* A l’exception des plaines de la basse Moulouya, l’activité agricole demeure tributaire de la pluie et des eaux souterraines, ce qui se répercute négativement sur la surface cultivée et sur la production d’une année à l’autre.
* Multiplicité des structures foncières : à côté des terres Melk qui occupent 47% des terres agricoles cultivables, on trouve les terres collectives, les terres d’Etat, les terres des Guich…
* L’érosion des sols, la désertification et l’appauvrissement du terroir en minéraux entrainent un rétrécissement des terres cultivables et une détérioration des pâturages.

#### L’industrie

Dans le domaine industriel, et en vertu de la politique de régionalisation, la région de l’Oriental a connu des réalisations énormes dont notamment :

* Zone franche logistique intra portuaire de Béni Ansar
* Zone franche industrielle d’exportation extra portuaire
* Agropole Berkane et Technopole oujda
* Parc industriel de Selouane (Nador)
* Parc industriel de Boughriba (Berkane)
* Zone d’activité économique d’Ouled Settout ( Zaio )
* Technopole Bni Khaled (Aéroport Oujda)
* Zone d’Urbanisation Nouvelle El Mezouaria (Oujda)
* Zone industrielle Sidi Chafi (Taourirt)
* Zone industrielle de Taourirt
* Zone industrielle de Jerada
* Zone industrielle de Figuig

Le secteur industriel de la région de l'Oriental est composé de 401 établissements concentrés notamment dans la préfecture d'Oujda-Angad et l’ancienne province de Nador. La préfecture d’Oujda Angad et la province de Nador attirent 93% des investissements.

#### Activité minière

A l’heure actuelle, l’activité minière ayant un impact sur l’espace régional est localisée essentiellement à Jerada et près de Nador. Les exploitations qui se situent dans les zones environnantes de Bouanane et de Ben Tajjit sont plutôt marquées par leur aspect artisanal.

## Région de Fès-Meknès

La région composée de deux grands pôles urbains érigés en préfectures et de 7 provinces, se trouve au carrefour des routes commerciales et des importantes connexions autoroutières et ferroviaires entre le nord et le sud, l’est et l’ouest du pays.

L’étendue et la situation géographique de la région de Meknès-Tafilalet lui confèrent un rôle stratégique dans le territoire national à plusieurs titres. C’est d’abord un espace qui domine l’ensemble des grands bassins versants du Maroc (Sebou, Bouregreg, Oum Er Rbia, Moulouya, Ziz, Ghéris) et se présente comme un château d’eau. C’est ensuite une barrière naturelle contre les influences sahariennes. La région abrite, enfin, un patrimoine naturel renommé pour sa diversité biologique et phytoécologique (la moitié des espèces végétales, la moitié des espèces de mammifères et 60% des espèces d’oiseaux du pays).

A l’instar du reste du pays, la région est, bien entendu, en phase de transition bioclimatique et écologique au cours de laquelle elle connaît une accentuation de la pression sur ses ressources naturelles fragiles qui se dégradent continuellement sous les effets conjugués des changements climatiques et surtout de l’action anthropique. L’exploitation de ces ressources assure, en effet, une large part de l’économie régionale et a, donc, un impact direct sur les conditions de vie des populations et, partant, sur le développement humain de la région.

### Description du milieu biophysique

La description du milieu biophysique a porté sur l’étendue de la région de Fès-Meknès qui fait partie de la zone d’action de l’Agence de Bassin Hydraulique du Sebou.

#### Climat et géographie

La Région est soumise à trois types de climats:

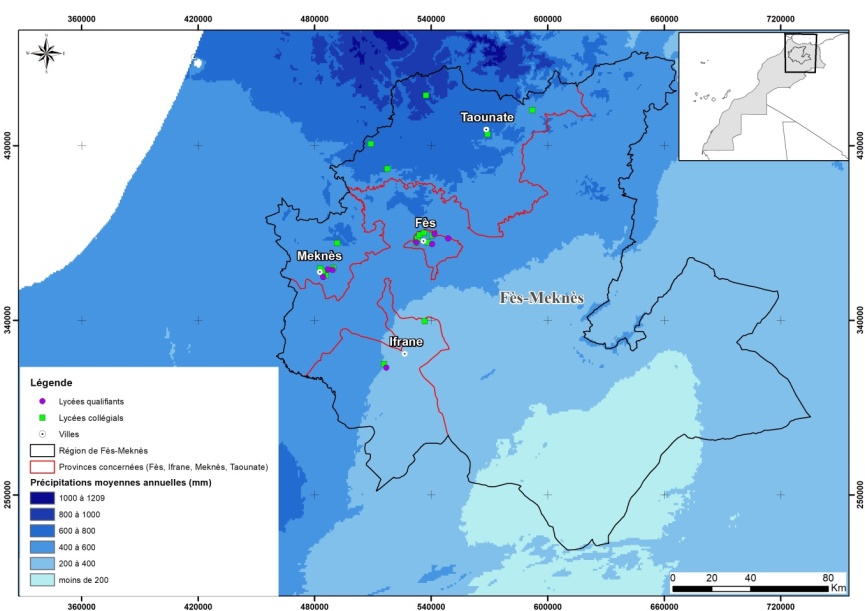
* **Un climat continental** dans la partie Nord, très chaud et très sec en été et froid et humide en hiver. La moyenne des précipitations est de 500mm ;
* **Un climat froid** et humide en zone montagneuses, très froid et très neigeux en hiver et tempéré en été. La moyenne des précipitations dépasse les 700mm avec des chutes de grêles et des inondations suite aux averses ;
* **Un climat semi-aride** dans les hautes collines de Boulemane, où la moyenne des précipitations n’excède pas le cap des 250mm. Les hivers y sont très froids et neigeux, avec des gelées quasi-quotidiennes et un nombre non négligeable de jours sans dégel.

Ces trois types de climat sont fortement influencés par la topologie du milieu où se concentre différentes moyennes de précipitations et de température.

Le relief de la région est constitué essentiellement des collines du Pre-Rif dans la zone Nord caractérisé par un sol instable, des montagnes du Moyen Atlas, des hautes collines de Missour et de la plaine du Saïss.

Les précipitations annuelles les plus élevées dans la région sont enregistrées au niveau de la zone rifaine au nord de Taounate et de Taza.

Figure 3‑4 : Précipitations moyennes annuelles dans la région de Fès-Meknès



Le climat de la zone est caractérisé par des étés chauds et secs et des hivers froids. Les plus hautes températures moyennes mensuelles sont autour de +19 °C (Ouest de la province de Taounate), tandis que les plus basses températures moyennes mensuelles sont autour de +9 °C (région d’Ifrane).

Figure 3‑5 : Températures moyennes mensuelles dans la région de Fès-Meknès[[2]](#footnote-2)

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | Carte Températures |  |

#### Ressources en eau

Eaux de surface

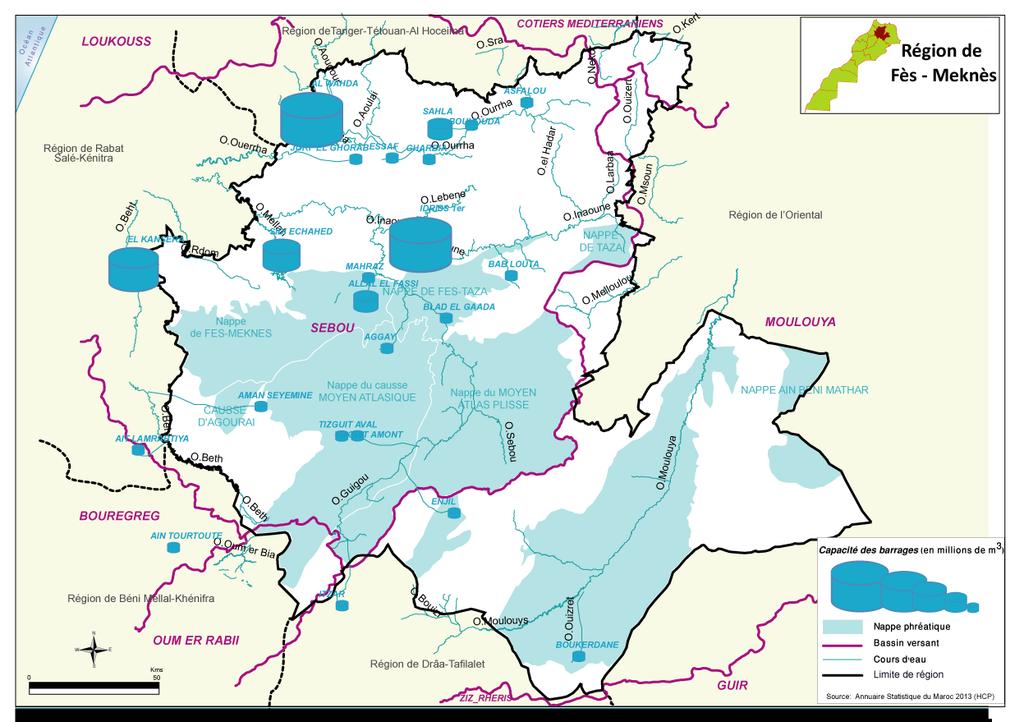
La région de Fès-Meknès est localisée entièrement dans le bassin du Sebou qui se situe à cheval sur la plaine du Saïss et la chaine moyen-atlasique. Le cours d’eau le plus important est donc celui du Sebou. Il prend sa source sous l’appellation d’oued Guigou dans le Moyen Atlas à 2030 m d’altitude. Il sillonne une longueur d’environ 500 km avant d’atteindre son exutoire dans l’océan atlantique à Mehdia (province de Kénitra). Ce cours d’eau draine un important bassin versant d’une superficie de 40 000 km² environ. Le long de son parcours, l’oued Sebou intercepte plusieurs affluents venus de régions contrastées. Les affluents les plus importants sont l’Ouergha, l’Inaouene, le Leben, le Beht et le Rdom.

La zone d’intérêt jouit d'une situation privilégiée, tant pour les eaux superficielles que pour les eaux souterraines qui qualifient sa partie (Moyen-Atlas Central) de « château d’eau du Maroc », d’où partent le Sebou, l’Oum Er Rbia et une partie de l’eau de la Moulouya. Il est à préciser qu'aucun de ces bassins versants ne se trouve en totalité à l'intérieur de l'espace régional.

La région de Fès-Meknès recèle de grandes potentialités en eau de surface matérialisées par la subsistance d’importants cours d’eaux (Oued Ouergha, Oued Innaouen, Oued Leben, Oued Sebou, etc.).

La région dispose également d’une infrastructure importante de retenues de barrages. La carte ci-dessous illustre la répartition des barrages au niveau de la région.

Figure 3‑6 : Localisation des différents barrages dans la région de Fès-Meknès[[3]](#footnote-3)



Ces grands barrages sont épaulés par des petits barrages (El Agba, Moulay Arfa et Aggay) dont les eaux sont principalement destinées à la protection des villes contre les inondations et des lacs collinaires servant à l’alimentation en eau potable, l’abreuvement du cheptel ou l’irrigation.

Eaux souterraines

Vu la dominance de formations géologiques imperméables héritées du Lias (calcaires dolomitiques) et du tertiaire, les réserves en eaux souterraines sous la zone d’étude ne sont constituées que de trois principaux aquifères que sont du Nord au Sud :

1. La Nappe du Couloir de Fès-Taza ;
2. La Nappe du Couloir Fès-Meknès ;
3. La Nappe du Moyen Atlas.

Ces nappes sont alimentées par les eaux de pluies (au niveau des préfectures de Fès et Meknès) ou par des oueds dont les sources à Ifrane sont : Sidi rached, Zerrouka, Ajjabou, Ainaghbal, Ras elma, Ben smim, Amghas, Dardoura, Aghbal Aberchane. A Taounate, ces sources sont : Ain Bouadel, Menbaa Beni Berber, Ain Tazghadra, Anzart, Bouraouad, Sfissaf, Taghassa.

#### Sols

La région de Fès-Meknès est composée de :

* sols peu évolués d'érosion à inclusion de minéraux bruts au Nord de la préfecture de Fès ;
* sols isohumiques à inclusion de sols calsimagnisique au Sud de Fès et de Meknès ;
* vertisols à inclusion de sols peu évolués d'érosion du Nord de Meknès au Sud de Taounate ;
* Le nord de Taounate présentes les sols peu évolués à sesquioxyde de fer, à sols brunifiés, à minéraux brute et les sols calcimagnésiques ;
* Les sols peu évolués à sesquioxyde de fer sont également retrouvés au nord d’Ifrane avec les sols minéraux bruts au Sud.

#### La pollution de l’air

Les émissions globales des gaz à effet de serre n’ont pas été évaluées mais, vu son niveau de développement économique, notamment industriel, et son taux d’urbanisation, la région de Meknès-Tafilalet ne semble pas connaître une forte dégradation de l’air. Seule la préfecture de Meknès paraît être touchée par ce phénomène.

Le parc automobile, l’industrie et les décharges publiques de déchets ménagers sont considérés comme les principaux pollueurs de l’air. Meknès concentre, en effet, les 3/4 du parc automobile et consomme les 2/3 des carburants de la région. Les unités industrielles y sont implantées en majorité, ce qui se traduit par une densité relativement importante des polluants atmosphériques.

Toutefois, des efforts ont récemment été déployés pour réduire les émanations de ces unités. D’autres unités industrielles ont également adopté des mesures visant à réduire les rejets des polluants gazeux.

Parallèlement à la diminution des pollutions industrielles à Meknès, la préfecture a procédé au déplacement de la décharge publique du périmètre urbain vers la périphérie. La gestion des déchets relève de chaque commune et la collecte semble être relativement bien assurée dans la région (plus de 90%), mais la situation du traitement l’est moins et connaît même beaucoup de retard.

A part Meknès, les autres villes ne disposent pas de décharge contrôlée. Ces décharges à ciel ouvert contribuent à l’effet de serre par les émanations du méthane et du CO2 dues à la fermentation des déchets biodégradables. La production régionale de déchets est de l’ordre de 247 000 t/an. La quantité des émanations est estimée, en 2007, par le Schéma Régional d’Aménagement du Territoire à 15 650 t/an de méthane et 28 700 t/an de CO2. Cette quantité est équivalente à celle émise annuellement par un parc de 150 000 véhicules.

Pour le futur, les perspectives de développement des activités industrielles et touristiques de la région, son rythme d’urbanisation et l’expansion du parc automobile laissent présager une augmentation du volume des déchets et des émanations et donc une densification des agents pollueurs.

#### Sismicité

La zone d’étude représentée par la région de Fès-Meknès est caractérisée par une sismicité faible d’après le Règlement Parasismique Marocain (RPS 2000).

### Description des écosystèmes naturels

#### Domaine forestier

Le domaine forestier de la région de Fès-Meknès couvre 1.446.160 ha2 soit 16% de la superficie total des forêts au niveau national. Il bénéficie d’une diversité orographique et écologique importante, ce qui donne naissance à une diversité des écosystèmes naturels. On y retrouve les écosystèmes suivants :

* La Cédraie : on distingue dans la région deux type de cédraie : la cédraie de Tazekka (Ifrane), et la cédraie de la montagne du Rif (Taounate) ; l’espèce caractéristique de cet écosystème est le cèdre qui ne se développe qu’à partir de 1600 m d’altitude et une pluviométrie de plus de 800 mm/an.
* Les forêts à base de Chêne Zen : elles s’étendent sur de petites superficies et se concentrent dans le Rif et le Moyen Atlas ;
* Les forêts à base de Chêne-liège : se trouvent surtout dans la province de Taza (forêt de Bab Azhar) et au Sud de Taounate (dans la zone rifaine) ;
* Les Forêts à base de Chêne vert : se trouvent dans des espaces caractérisés par un bioclimat semi-aride et subhumide de la province de Taza et du nord de la province de Boulemane ainsi que la bande centrale de la province d’Ifrane ;
* Les Forêts de Thuya : se développent sous un bioclimat semi-aride dans les provinces de Taza, Sefrou et Taounate ;
* L’écosystème à *Acacia radiana* (saharien) : est localisé le long des cours d’eau sous bioclimat semi-aride à aride notamment au Sud-est de la région.
* Les écosystèmes steppiques (Alfa, Armoise et Romarin)) : se localisent au Sud-est de la région dans la province de Boulemane.

#### Aires protégées

La région de Fès-Meknès recèle d’importantes ressources naturelles. En effet, sur l’ensemble du territoire de la région et en termes d’espaces naturels et de biodiversité, la région compte :

* 12 Sites d’Intérêt Biologique et Écologique de type terrestre (SIBEs de type T) ;
* 07 zones humides (SIBEs de type H) ;
* 03 Parcs Nationaux (Ifrane, Tazekka et Khénifra) ;
* 39 Réserves de chasse permanentes.

### Description du milieu socio-économique

La région de Fès Meknès compte 4,2 millions d’habitants dont 40% vivent dans le milieu rural qui enregistre un dépeuplement plus ou moins avancé selon les territoires des provinces et qui ne profite que faiblement à l’urbain de la région. En effet la croissance des villes de la région reste relativement limitée et la région perd de son poids démographique à l’échelle nationale. D’une région d’accueil, elle devient une région d’émigration. Ce recul démographique est révélateur de la faible attractivité économique de la région.

L’écart entre la région et les autres pôles de croissance du pays, qui ont drainé des investissements publics et privés au cours de plusieurs décennies, s’est accentué au cours des dernières années. Par ailleurs le taux de pauvreté et de vulnérabilité place la région en 5e position à l’échelle nationale. Seule Fès affiche un taux de pauvreté inferieur à la moyenne nationale et à l’exception de deux préfectures de Fès et de Meknès, toutes les provinces ont un taux de vulnérabilité supérieur au ratio national (18,6%).

En matière de consommation des ménages, la région se situe en léger retrait par rapport à la moyenne nationale et dans 70% des cas, la consommation des ménages est inférieure à la moyenne. Du point de vue démographique et économique, le centre de gravité de la région se situe au cœur de la plaine du Saïss dont les villes concentrent 84 % de la population urbaine de la région et accueillent les deux tiers de la croissance démographique.

Avec un taux de croissance de 1,6%/an et compte tenu de leur poids démographique, les deux grandes villes (Fès et Meknès) accueillent dans leurs marges périphériques, une part majeure de l’exode rural de la région dans un contexte de forte pression sur l’emploi, les taux de chômage dans ces deux villes sont respectivement de 19,7% et 21 %, plus élevés que la moyenne de la région. Une part de cette croissance est également portée par les petites villes de la plaine du Saiss qui, gravitant autour de Fès et de Meknès, enregistrent des taux de croissance élevés.

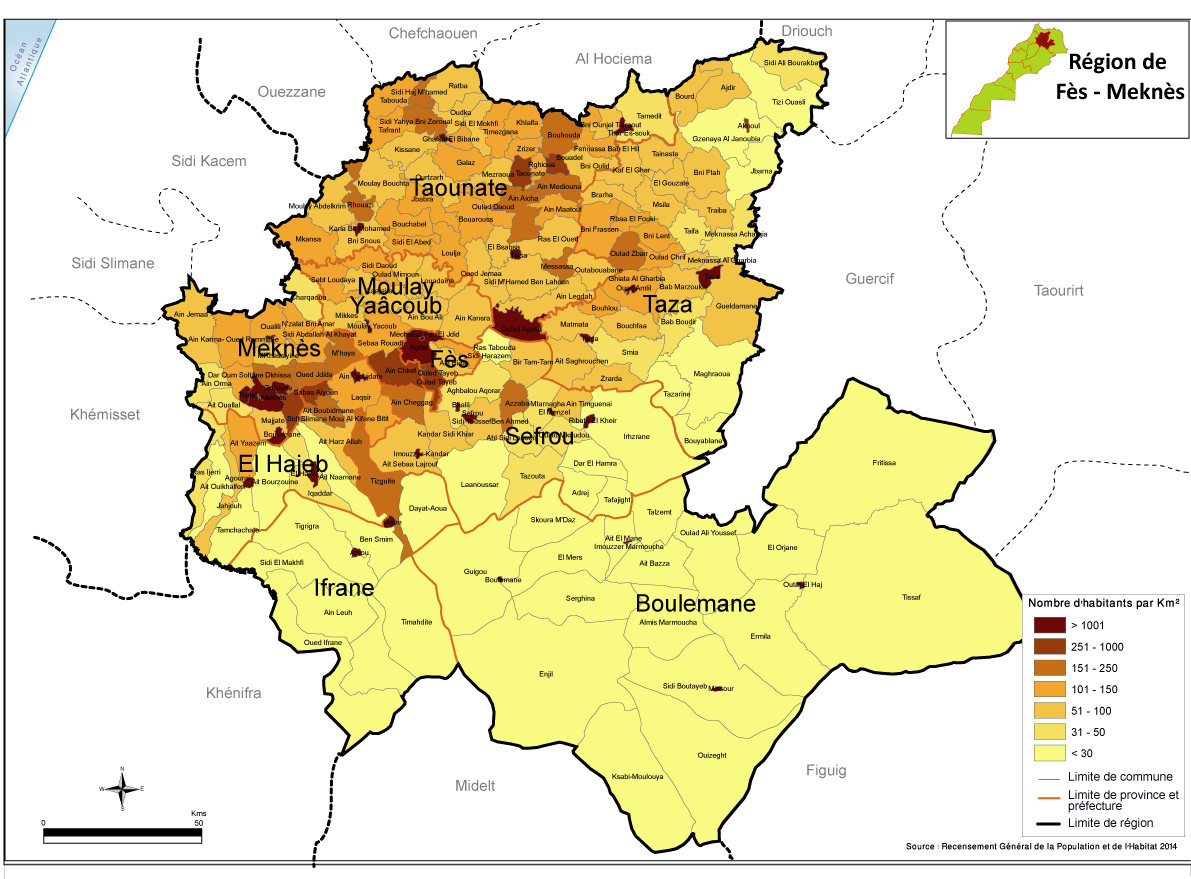
Le Potentiel économique est diversifié mais insuffisamment valorisé. En effet, la région Fès Meknès présente une économie régionale à dominante agricole avec des secteurs industriel, touristique et artisanal à fort potentiel de développement, confrontés ces dernières années de nombreuses difficultés. La région bénéficie de nombreux atouts favorables à un développement intégré.

#### Population

Selon le dernier recensement de la population de 2014, la région de Fès-Meknès compte 4 236 892 habitants répartis en 919 497 ménages, soit 12.5% de la population globale du pays. C’est la quatrième région la plus peuplée du Maroc. La population urbaine y est très prononcée, puisqu’elle ne représente pas moins de 60.5% de l’ensemble de la population de la région de Fès-Meknès.

La région de Fès-Meknès, qui ne couvre que 5.6% de la superficie du Royaume, abrite par contre 12.5% de la population nationale en 2014 ; Phénomène qui se traduit par le haut niveau de la densité régionale qui est d’environ 105.7 hab./Km², contre environ 47.6 hab./Km² au niveau national. Les communes les plus densément peuplées se concentrent au Nord de la région surtout dans les préfectures de Fès et Meknès.

Figure 3‑7 : Densité communale de la population en 2014 à l’échelle de la région Fès-Meknès[[4]](#footnote-4)



Le taux d’accroissement de la population calculé entre les deux RGPH (2004 et 2014) a révélé un accroissement plus important au niveau des préfectures de Fès et de Meknès ainsi que la province de Moulay Yaâcoub qui ont enregistré des taux d’accroissement respectifs de +1.63%, +1.59% et +1.47%. Ceux-là dépassent les taux d’accroissement globaux de la Région Fès-Meknès (+0.9%) et du pays (+1.25%). La province de Taounate enregistre un taux d’accroissement négatif (-0.06%) tandis qu’à Ifrane, ce taux est de 0.8%.

#### Taux d’activité et niveau de pauvreté

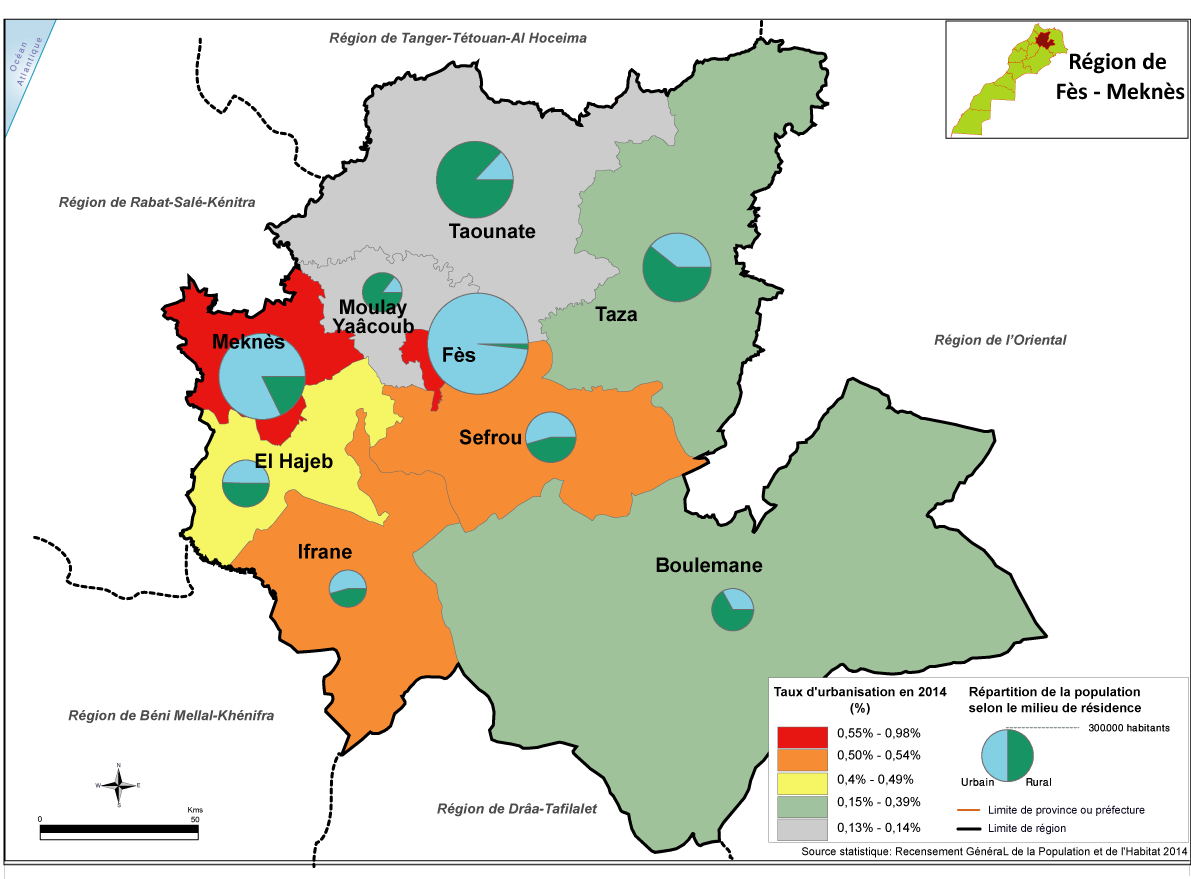
La région de Fès-Meknès est frappée par un taux de chômage égal à 16,5% à raison de 20,4% en milieu urbain et 9,9% en milieu rural (d’après le recensement de 2014). Ce taux est supérieur au taux de chômage national (9,9% en 2014 et 9.8% en 2018) et est plus élevé au niveau des préfectures de Fès et Meknès.

46,6% des personnes de la région sont actives avec une proportion légèrement plus importante en milieu urbain notamment dans les provinces concernées par le PEI que sont : Fès, Meknès, Ifrane. Par contre à Taounate, la proportion de personnes actives en milieu rural est plus élevée qu’en ville. Taounate est également caractérisé par un taux de pauvreté très prononcé. C’est la troisième ville la plus pauvre du Maroc. Le taux de pauvreté régionale est de 13,4%[[5]](#footnote-5). Il est supérieur au taux de pauvreté globale au niveau national qui est de 11,7%.

#### Urbanisation

Plus des 2/3 de la population urbaine de la région est concentrée au niveau des préfectures de Fès et de Meknès qui présentent des taux d’urbanisation successifs de 0.98% et de 0.82% selon le RGPH 2014. Par ailleurs, le reste des provinces ont des taux d’urbanisation allant de 0.14% (province de Moulay Yaâcoub) à 0.40% (province de Taza).

Figure 3‑8 : Taux d’urbanisation au niveau de la région de Fès-Meknès en 2014[[6]](#footnote-6)



Deux grands groupements urbains dominent largement l’armature urbaine de la région : le bipôle Fès-Meknès, concentrant environ 67% de la population urbaine de la Région. Viennent ensuite les villes moyenne de Taza, Sefrou et Azrou avec une population variant entre 55 000 et 88 000 hab. ; puis, les petites villes dont la population est inférieure à 10 000 hab. que sont : Boulemane, Ghafsai, Thar Es-Souk, Moulay Yaâcoub, Aknoul, Imouzzer et Marmoucha. Enfin, les populations au niveau des 22 centres ruraux ne dépassant pas 10 000 hab.

#### Infrastructures

La région est dotée d’une infrastructure de qualité reliée aux principales villes du pays (autoroute, chemin de fer, routes nationales et aéroport connecté aux grandes villes européenne).

Le réseau routier de la Région de Fès-Meknès totalise une longueur globale de 8 689 km, soit 21% du total du réseau routier national.

Les routes nationales dans la région s'étendent sur une longueur de 1 173,24 Km, le réseau régional se développe sur 1 744,5 Km et le réseau provincial totalise 5 771,2 Km. L'autoroute qui traverse la région, a amélioré d'une façon considérable la qualité de la desserte routière de la région, en assurant en 2013 un trafic journalier moyen d'environ 12 093 véhicules entre les villes de Fès et de Meknès.

En matière d'infrastructure ferroviaire, la région est desservie par une voie ferrée d'une longueur globale d’environ 200 Km. Ainsi, ce réseau permet la liaison entre le Bipôle Fès-Meknès et les milieux urbains de Marrakech, Tanger et Oujda

La région est dotée d'un aéroport international qui est celui de « Fès-Saïs » dont le trafic régulier ne dépasse pas, les six vols par jour en moyenne annuelle

La région dispose d’un CHU et quatre universités totalisant environ 144 000 étudiants soit 23 % des étudiants des universités marocaines, ce qui confère à la région un rôle moteur en matière de formation supérieure.

L’infrastructure scolaire est partagée entre les établissements publics et privés, en plus des universités et des écoles supérieures comme l’Ecole Nationale de l’Agriculture à Meknes.

A ce potentiel, il faudra ajouter la formation professionnelle assurée par des établissements publics avec une contribution du secteur privé dont la présence dans la le secteur à hauteur de 35% est un indicateur de son dynamisme économique. la région de Fès-Meknès dispose d’un Centre des Métiers, de l'Education et de la Formation des Professeurs du Primaire à Fès et de quatre annexes au niveau de Meknès, Boulemane, Missour, Taza et Sefrou.

#### Alimentation en eau potable (AEP)

L’approvisionnement en eau potable est assuré principalement par des champs captant de l’ONEE Branche Eau, ainsi que par un ensemble de retenues de barrages tels que celui de Bab Louta, Sahla, et un ensemble de stations de traitement telles que celles de l’Oued Sebou, l’Oued Innaouen et l’Oued Ouargha.

La production totale en eau potable dans la Région est estimée à environ 99.5 M m3, soit 11% de la production nationale, produits par l’ONEE Branche Eau à hauteur de 22 M m3. Le reliquat est produit par les régies de Meknès (RADEM), de Fès (RADEEF) et de Taza (RADEETA).

L’alimentation en eau potable dans le milieu urbain est relativement satisfaisante. Cependant, celle du monde rural est déficitaire en dépit des efforts consentis lors de ces dernières années.

#### Assainissement liquide

Les villes de la région connaissent une croissance soutenue et la pression démographique sur l’environnement s’est traduite par l’accroissement du volume des déchets et des rejets d’eaux usées. Le volume de ces derniers est estimé dans la région à 33 Mm3 mais la majeure partie est rejetée en milieu naturel sans traitement. Les effluents constituant ces rejets sont généralement déversés dans des cours d’eau polluant ainsi les eaux de surface et les nappes.

La région du bassin du Sébou est la plus peuplée du Maroc, le bassin versant du Sebou est aussi le plus pollué du pays. Jusqu’à l’année2014, toutes les eaux usées brutes du bassin sont rejetées directement dans l’Oued Sebou sans aucun traitement, engendrant des répercussions néfastes le long du bassin, sur plusieurs secteurs : la santé, l’irrigation, la potabilisation de l’eau, l’abreuvage des animaux et les conditions socio-économiques des habitants.

La ville de FES s’est dotée d’une STEP pour la dépollution de l’oued Sebou et l’amélioration de sa qualité, en traitant les rejets polluants domestiques et industriels. Cette STEP a un procédé boues activées à moyenne charge a une capacité de traitement de 1,2 million habitant. Elle permet de traiter jusqu’à 155 000m3 et une charge polluante de 72 Tonnes/j e DBO5 à l’horizon 2015.

La ville de Meknès utilise une partie de ses eaux usées pour irriguer 1400 ha. La plupart des villes ne sont pas suffisamment équipées en infrastructures d’assainissement et de traitement des eaux usées. Même si la plupart des villes disposent d’un schéma directeur d’assainissement liquide, leurs réseaux sont globalement en mauvais état par manque de moyens pour les entretenir et les réhabiliter. Le taux de raccordement des logements est relativement satisfaisant puisqu’il s’élevait, en 2004, à 84% en milieu urbain, se situant ainsi au-dessus de la moyenne nationale. En 2008, ce taux est estimé par l’Enquête Nationale sur l’Emploi (HCP) à 87,6%.

Dans les provinces d’El Hajeb et d’Errachidia, le recours aux fosses septiques est plus fréquent. Ce mode d’élimination comporte, aussi, en cas de non contrôle, des risques de pollution des eaux souterraines. Peu de villes disposent de stations d’épuration des eaux usées. Celles-ci sont déversées directement dans les ravins des périphéries ou les fosses septiques contribuant ainsi à la pollution des nappes et des cours d’eau de la région. A Meknès et en aval de Khénifra et d’Errachidia, la capacité d’autoépuration est largement dépassée. Il y a là un défi que les collectivités locales seules ne peuvent relever, du moins à un horizon proche. Tous les acteurs de développement, et plus particulièrement l’Etat, sont appelés à apporter leur concours pour accélérer la mise en place de dispositifs de traitement des eaux usées.

#### Electrification

L’essentiel de l'énergie électrique produite à l’échelle de la région provient du réseau national à partir de la station thermique de Jerada à travers Oujda et la station de transformation d’El Fouarrat à travers Toulal situé dans la wilaya de Meknès.

Les stations hydrauliques de Bab Jdid et Jenjfour à Fès renforcent la production de l’énergie électrique au moment où la demande est importante.

La production d'électricité dans la région a atteint en 2012 environ 2 500 millions de KWh (soit 9% de la production nationale), assurant ainsi une couverture de l'ordre de 62% de l’ensemble de la consommation d'électricité à l’échelle de la région.

Si l’infrastructure électrique semble suffisante au niveau de la préfecture de Meknès et dans la province d’Ifrane, la province de Boulemane et Taounate restent faiblement dotées.

Au niveau de la distribution de cette énergie, les centres urbains ne connaissent pas de grandes difficultés, excepté quelques problèmes liés surtout au besoin d'extension du réseau aux périphéries urbaines, à cause de la croissance rapide et non maîtrisée de l'urbanisation.

Pour le milieu rural, l'extension du réseau doit faire face à des contraintes liées à la dispersion de l'habitat et au relief accidenté, auxquelles s'ajoute la faible demande en énergie électrique des noyaux ruraux puisque les activités de ces derniers sont peu consommatrices d'énergie électrique.

### Secteurs productifs de la région[[7]](#footnote-7)

#### Secteur agricole

Le secteur agricole est l’un des secteurs les plus porteurs de la région. En effet la superficie agricole utile (SAU) au niveau de la région Fès-Meknès est estimée à 1 335 639 ha. La superficie totale des terres irriguées est de l’ordre de 1 251 456 ha.

La Région bénéficie ainsi d’un grand patrimoine foncier arable, d'un climat favorable, de ressources humaines importantes quantitativement (plus de 17 million de personnes du monde rural) et qualitativement. En effet, ce potentiel humain est reconnu pour son savoir-faire dans les diverses branches (systèmes agro-sylvo-pastoraux traditionnels, mobilisation des ressources en eau…) des conditions pédoclimatiques en général favorables pour la mobilisation de grandes surfaces destinées à la céréaliculture et aux cultures maraîchères des sols riches globalement à fort potentiel productif notamment le plateau du Saïs, les vallées de Tigrigra, la Haute Moulouya, le plateau du Guigou etc.

A l’instar de l’agriculture la région de Fès-Meknès recèle un potentiel de production animale englobant toutes les espèces (bovin ovin caprin camelin équidés) et une longue tradition d’élevage. Cette activité se caractérise par la prédominance du cheptel ovin constitué essentiellement de deux races : Timahdite et Dammane. La première est de renommée nationale (productivité qualité) et la deuxième est unique au monde par son potentiel prolifique et productif (jusqu’à 4 agneaux par portée). Ainsi, le cheptel englobe un total de 4 097 milliers de têtes soit 14% du total national dont 74% d'ovins, 17% de caprins et 9% de bovins. Le cheptel bovin qui se concentre près des centres de consommation comme le Saïss, est réparti entre la production du lait et de la viande rouge.

#### L’industrie

La région de Fès-Meknès compte une des zones d'activités industrielles les plus importantes du pays. Elle bénéficie de plusieurs atouts susceptibles d'encourager la promotion du secteur à savoir :

* L'abondance d'une main d'œuvre qualifiée ;
* La disponibilité de la matière première notamment d’origine agricole sylvestre et minière ;
* La situation géographique à l'intersection de deux axes principaux reliant les différentes villes du Royaume ;
* L'existence d'une infrastructure d'accueil importante.

Ainsi le tissu industriel régional compte environ 995 établissements qui emploient quelques 49 620 de personnes, soit 9% au niveau national.

L'industrie participe à hauteur de 6% de la production nationale. Les unités de production ont réalisé un chiffre d’affaire de près de 22 milliards de dirhams en 2011.

Les exportations industrielles de la région ont réalisé plus de 26 milliards de dirhams, soit 24% des exportations industrielles nationales.

La valeur ajoutée de la région s'est élevée à plus de 245 milliards de dirhams dont 73% générés par les secteurs agro-alimentaires (textile et cuir).

#### Mines et carrières

La Région Fès-Meknès est l’une des principales régions minières du Royaume. Cette vocation est favorisée par la présence d’une structure géologique variée et réputée par la concentration de nombreuses substances minérales qui font l’objet de recherche ou d’exploitation comme le plomb, le zinc, l’argent, le manganèse, la barytine, l’antimoine et le talc.

La région est surtout réputée pour ses gisements de Ghassoul. Il s'agit d'un produit typiquement marocain constitué d'une terre argileuse brune qui possède des propriétés détersives et dégraissantes. Il est utilisé dans l'industrie chimique, para-chimique, alimentaire ...etc.

Les gisements de Ghassoul sont situés près de la ville d’El Ksabi (province de Boulemane) où se trouve la carrière de Tamdafelt. Ces gisements produisent annuellement 2 830 tonnes dont 75% est destinée à l'export soit une valeur marchande de 1.9 Milliards de Dh.

De nombreux gisements de sel sont également exploités dans la région au Nord de la Wilaya de Fès. Le plus important est celui de Chouachi situé au niveau de la route Fès-Tissa à proximité d'Aïn Kansara.

Outre le potentiel minier de la région quelques 324 carrières[[8]](#footnote-8) sont exploitées pour la production de différents matériaux de construction et de matières premières pour les poteries et les briques le marbre. A titre indicatif, la préfecture de Meknès compte à elle seule plus de 75 exploitations ; Taza en compte 74 et Sefrou 66.

#### Le Tourisme

Le tourisme doit constituer l’un des leviers les plus importants dans le développement de la région Fès-Meknès puisqu’elle regorge de richesses touristiques attrayantes et diversifiées pouvant jouer un rôle important dans son développement socioéconomique.

En effet, grâce à son patrimoine historique, culturel et architectural de renommée internationale, les villes de Fès et de Meknès ont été classées par l’UNESCO respectivement en 1976 et 1996.

De plus, la Région abrite une multitude de monuments, de manifestations et de productions artistiques et artisanales qui lui confèrent une véritable vocation culturelle :

* Le Massif du Zerhoun accueille des éléments du patrimoine culturel du pays : My Idriss Zerhoun et Volubilis ;
* Les chaînes de l’Atlas qui renferment aussi de véritables trésors culturels : architectures locales, arts populaires, pratiques sociales séculaires, artisanales (les zaouiats) et sanctuaires religieux (les Moussems) etc.
* Plusieurs sources minérales et stations thermales notamment celles de Moulay Yaâcoub et de Sidi Hrazem qui font que la région est considérée comme une destination de choix pour les amateurs du tourisme de repos et de cure…

Au niveau des paysages, la région offre une gamme très variée de milieux géographiques allant des collines pittoresques du pré-Rif au nord jusqu’aux étendues et dunes du milieu désertique au Sud en passant par le plat pays du Saïss, les paysages karstiques et volcaniques en grande partie boisés et parsemés de lacs naturels et de sources du Moyen-Atlas et les cimes du Haut-Atlas.

A la fin de l’année 2012, la région comptait 238 établissements classés (y compris les résidences touristiques, les maisons d’hôtes, les auberges touristiques, les motels et les gîtes).

# Impacts E&S potentiels et mesures d’accompagnement socio-environnementales

L’analyse des impacts environnementaux et sociaux potentiels consiste en une démarche d’identification des principaux risques génériques sur la base de l’expérience des auteurs du présent CGES et de la littérature sur le sujet. Elle permet aussi d’identifier des mesures génériques d’évitement ou d’atténuation des incidences négatives, de bonification des impacts positifs ou de compensation des impacts résiduels. **Il s’agit toutefois d’une démarche préliminaire qui ne doit en aucun cas se substituer aux études d’impact environnemental et social et à l’élaboration des plans de gestion environnementaux et sociaux**. La préparation des EIES et PGES aura lieu au cours de la mise en œuvre du programme.

Pour rappel, bien que les activités exactes qui seront appuyées par le programme ne soient pas arrêtées, une liste des actions potentielles a pu être établie :

* Equipements de GIE et de coopératives
* Construction de marchés de production locaux
* Construction et/ou équipement de centres de gestion dédiée à l’accompagnement non financier des TPME agricoles et para-agricoles (notamment à travers le programme « Dar El Fellah » de l’ONCA)
* Rénovation et/ou équipement d’instituts de formation professionnelle agricole
* Mise en place et/ou consolidation de centres d’apprentissage agricole
* Rénovation de centres de conseil agricole
* Etudes de faisabilité et réalisation de projets d’investissement des collectivités locales structurants pour l’écosystème agricole régional (rénovation de souks, zones d’activités rurales, abattoirs).
* Accompagnement non financier des entités économiques agricoles ou para-agricoles
* Accompagnement des exploitations familiales agricoles pour le développement de l’agriculture agro-écologique ou biologique

Ces activités visent à engendrer des retombées environnementales, et sociales positives. Le développement de pratiques agricoles plus respectueuses de l’environnement au travers de l’accompagnement des producteurs aura de nombreux impacts positifs. Toutefois, les activités de développement d’infrastructures de production sont susceptibles d’avoir des impacts environnementaux négatifs. La construction de souks ou encore d’abattoirs auront des effets négatifs certains sur le plan environnemental mais qui doivent pouvoir contrôlés par des mesures adéquates.

Les tableaux suivants visent à présenter les différents risques identifiés au cours des différentes phases du programme. Des mesures de mitigation y sont associées. Au vu du stade très amont de l’analyse, le niveau de détail reste sommaire.

| **Type de risque** | **Risque identifié** | **Description** | **Mesure de mitigation** |
| --- | --- | --- | --- |
| Phase de préparation | | | |
| Mauvaise qualité des études et mauvaise application du cadre règlementaire | Non prise en compte des risques environnementaux et sociaux | Du fait des impacts globalement positifs du programme, les risques environnementaux et sociaux sont sous-estimés. | Application de la règlementation relative à l’évaluation environnementale et sociale des projets et tenir compte des lignes directrices de l’AFD et de la Banque Mondiale générales et spécifiques aux abattoirs pour prise en compte des mesures spécifiques à la gestion des déchets, des effluents liquides, l’impact sanitaire, etc.).  Obligation d’analyse de variantes techniques pour les projets d’infrastructures à risque. La conformité aux EES de la BM est obligatoire en cas de manquement dans la réglementation nationale, ou lorsque les normes internationales sont plus sévères. Dans le cas contraire la justification technico-financière du choix de la réglementation locale  Réalisation de l’EES pour le programme, EIES pour les projets d’Abattoirs, agriculture écologique) pour répondre à l’exigence d’information et d’implication de la population à travers la consultation publique, et la gestion des griefs. Les projets à faibles impacts sur l’environnement (Centre de formations, siège coop), feront l’objet d’une notice environnementale.  Prise en compte des résultats des études d’impact dans la conception des projets  Prise en compte du PGES, Plan Santé Sécurité au Travail, et CES dans les DAO |
| Avantages indus | La sélection des sites et bénéficiaires des activités du Programme se traduit par des avantages indus. | La sélection des sites et bénéficiaires des activités du programme n’est pas transparente pour les parties prenantes et se traduit par des tensions et conflits à l’échelle locale. | Définition d’un processus de sélection des bénéficiaires transparent. |
| Mauvaise communication et information du public | Tensions liées à un décalage entre les attentes des parties prenantes et les objectifs du programme | La mauvaise communication autour du Programme crée des attentes qui ne peuvent être satisfaites. Cette situation amène à augmenter le risque d’échec du Programme du fait d’un désengagement des parties prenantes | Définition et mise en œuvre d’un plan d’engagement des parties prenantes et plan de communication. Mise en œuvre d’une approche sensible au genre et prenant en compte les groupes vulnérables. |
| Foncier / Déplacement physique ou économique | Installation sur des terres privées  Artificialisation des terres | La création d’infrastructures pourrait nécessiter la préemption de terrains privés entraînant à la fois des impacts sociaux économiques sur les détenteurs de ces terrains et de potentiels retards et blocages du projet. | Dans la mesure du possible les activités du Programme éviteront toute forme de réinstallation. La règle sera d'utiliser le domaine public communal ou de recourir à des alternatives techniques évitant l’utilisation ou le passage dans les terres privées.  Lorsque l’acquisition d’un terrain privé ne peut pas être évitée, il sera privilégié une acquisition de gré à gré, après consultation et consentement éclairé sur la cession et le montant de l’indemnisation, qui devra être remise à l’ayant droit avant tout lancement des travaux. La procédure d’acquisition fera l’objet d’une description précise, une étude devra être réalisée pour établir un PAR conformément aux standards de la BM.  Toute acquisition involontaire sera exclue.  Dans la mesure du possible les options limitant l’emprise au sol et l’artificialisation seront privilégiées. |
| Santé | COVID | Risque de contamination et de création de cluster en lien avec les activités du projet | Conformément aux prescriptions AFD[[9]](#footnote-9), des mesures de prévention de la transmission de la COVID-19 sur les sites du projet seront mises en œuvre. Elles incluront des mesures d’information, de mise en place des gestes barrières, d’hygiène et de fourniture d’équipement de protection individuelle aux travailleurs du projet. Une attention particulière sera donnée à la sensibilisation et à la prévention de la transmission pendant l’engagement des parties prenantes. Des procédures spécifiques de tenue des réunions publiques seront donc définies.  Un plan de préparation et réponse aux maladies infectieuses sera défini, de même qu’un plan de continuité de projet. |
| Phase travaux [pour les infrastructures mises en œuvres dans le cadre du Programme : marchés de production, centres de gestion, abattoirs…)] | | | |
| Impacts sur le milieu biophysique | |  |  |
| Qualité de l’air | Pollutions liées aux travaux | Les travaux d’infrastructures peuvent résulter en des nuisances liées notamment aux poussières générées(Poussière provenant des terrassements, du nettoyage, du décapage et des activités du site. Emissions provenant des véhicules) | Le PGES des travaux contiendra des préconisations et mesures de mitigation telles que arrosage des chantiers, horaires effectives de travaux en journée, signalisation, stockage des produits polluants, gestion des déchets, remise en état des zones d’emprunt après travaux, etc.  Le recrutement d’un responsable Environnemental et social par l’entreprise des travaux  Respect des clauses du PSST  Un suivi environnemental et social des chantiers devra être effectif.  Les cahiers des charges des travaux devront clairement stipuler les conditions à appliquer pour permettre de limiter les nuisances.  Prévoir un Plan de gestion pour les différents volets de gestion de nuisance (Gestion des EU, gestion des déchets, mesures d’atténuation des nuisances sonores, et pollution de l’air)  Les appels d’offre des travaux incluront un critère relatif à la bonne performance des entreprises de travaux sur les plans environnementaux et sociaux.  Un mécanisme de gestion des plaintes sera mis en œuvre. |
| Nuisances sonores | Augmentation des nuisances | Augmentation des nuisances liées aux engins de chantier et à la circulation des véhicules |
| Impact sur les sols | Pollutions  Pertes de sols / Artificialisation | Compactage des sols,  Pollutions des sols du fait de déversement accidentels de matières polluantes et par la production des déchets ménagers et dangereux  Décapage de sols et artificialisation |
| Eaux superficielles | Pollution des eaux  Modification des écoulements | Déversement accidentel de polluants (hydrocarbure…) Pollution suite à la mauvaise gestion des rejets liquides  Artificialisation des sols modifie les écoulements entraînant par exemple des durées de transfert très rapides sur les micro-bassins versant et donc des risques de crue avec impacts sur les biens et personnes |
| Eaux souterraines | Pollution des eaux | Déversement accidentel de polluants (hydrocarbure…) et infiltration des EU si ne sont pas bien gérées |
| Végétation naturelle | Perte de biodiversité | Arrachage de végétation du fait de la création d’infrastructures ou de l’installation de parcelles agricoles (Défrichement et coupe d’arbres) | Pour éviter la perte de biodiversité, il est judicieux de faire le choix de site sur la base de la sensibilité de la zone et l’importance du couvert végétal pour éviter ou minimiser la déforestation. En l’absence d’autres alternatives de site, éviter au maximum la coupe ou l’arrachage d’arbres, prévoir la compensation d’arbres en concertation avec l’autorité compétente (1 arbre coupé, 2 arbres replantés) et se conformer aux recommandations de l’EIES. Les plantations devront être raisonnées en termes d’adaptation au contexte local et d’impact sur la biodiversité. Il ne saurait être question de compenser une perte de végétation naturelle d’intérêt par une plantation monospécifique sans intérêt identifié. Comme précisé auparavant cette opération devra se faire en concertation avec l’autorité compétente.  En cas de défrichement et arrachage d’arbre obligatoires pour la préparation des sites, voir la possibilité de garder ou replanter les arbres autour des parcelles |
| Faune sauvage | Dérangement | Dérangement de la faune sauvage du fait des nuisances diverses associées aux travaux. | Plan de gestion des risques environnementaux et sociaux du chantier. Si nécessaire plan de déplacement des espèces. |
| Milieu humain et activités socio-économiques | |  |  |
| Biens privés | Perte de biens privés | Cf. phase de préparation | S’assurer de l’apurement du foncier, et de la démarche d’octroi des terrains privés  Aucun démarrage de travaux en l’absence de compensation effective des biens affectés. |
| Biens collectifs et culturels | Perte de biens collectifs et culturels | Les travaux pourraient détruire des biens culturels non visibles et non identifiés jusqu’ici | Suivi des chantiers à risque par un archéologue et arrêt des travaux en cas de découverte de biens culturels sur tous les chantiers objet de découvertes. |
| Santé des populations riveraines et travailleurs | Atteinte à la santé des populations à travers la pollution des ressources (Air, eau) | Dégradation du fait des nuisances associées aux chantiers | Prévoir la préparation d’un PSST par l’entreprise adjudicataire, pour prévenir, réduire et remédier aux nuisances associées aux travaux. Sensibilisation des travailleurs et des populations riveraines sur les risques associés aux travaux. |
| COVID | Risque de contamination et de création de cluster en lien avec les activités du projet | Conformément aux prescriptions AFD[[10]](#footnote-10), des mesures de prévention de la transmission de la COVID-19 sur les risques du projet seront mises en œuvre. Elles incluront des mesures d’information, de mise en place des gestes barrières, d’hygiène et de fourniture d’équipement de protection individuelle aux travailleurs du projet, de gestion des déchets. |
| Sécurité des populations riveraines et travailleurs temporaires | Accidents | Accidents du fait des activités des chantiers | Sensibilisation des populations riveraines et des travailleurs. Signalisation et balisage du chantier Contrôle des chantiers pour s’assurer du respect du code du travail.  Port des EPI par les travailleurs et les visiteurs du chantier |
| Conditions de travail et inclusion sociale | Non respect du code de travail et des conditions de santé, sécurité au travail | Absence des conditions de salubrité au niveau du chantier et de la base vie (sanitaire, local pour habitat, etc.)  Absence d’infirmerie sur le chantier;  Recrutement des ouvriers en dehors de la zone | Les entreprises des travaux et les sous-traitants sont soumis aux obligations prévues par !es lois et règlements en vigueur régissant notamment : le recrutement et le paiement des ouvriers ; les droits sociaux, l'hygiène, la sécurité des ouvriers et la couverture des accidents de travail ; la couverture médicale de son personnel  Privilégier l’emploi local |
| Ordre public | Conflits sociaux | Exacerbation de conflits sociaux liés à la mise en œuvre de travaux. | Communication et sensibilisation. Mise en œuvre d’un système de gestion des plaintes. |
| Revenus et compétences professionnelles des populations riveraines | Emploi et activités socio-économiques | Potentielles perturbations temporaires des activités économiques  Difficultés temporaires d'accès à des biens publics ou privés  Création d’emplois directs et indirects, et amélioration des revenus de la population | Sensibilisation et communication. Mise en œuvre d’un système de gestion des plaintes. Compensations ciblées en cas de perturbation significative de longue durée.  Assurer un recrutement de la main d’œuvre au niveau local en tenant compte des populations vulnérables. |
| Impacts liés à l’existence et au fonctionnement | | | |
| Impacts sur le climat | Emission de GES | Les activités supportées par le Programme pourraient augmenter l’émission de GES du fait du développement d’activités économiques | Sensibilisation/Formation aux bonnes pratiques agricoles permettant de réduire les émissions (voire augmenter la captation de carbone) et l’impact sur le milieu.  Sélection des porteurs de projet sur la base d’une analyse multicritères incluant l’impact de l’activité sur le climat. |
| Modification des conditions locales | Les modifications des écosystèmes induites par le soutien à des activités productives peuvent générer des perturbations des microclimats |
| Eaux superficielles et souterraines | Pollution du fait des effluents générés par les activités  Surexploitation des ressources en eau | Les activités productives soutenues par le projet sont susceptibles de générer des pollutions des ressources en eau et des sols (intrants, effluents, déchets plastiques, etc.).  En soutenant des activités agricoles qui nécessiteront d’être irriguées, le Programme peut résulter en une contribution à la surexploitation des ressources en eau souterraines. | Sensibilisation/Formation aux bonnes pratiques agricoles permettant de limiter l’impact sur les ressources en eau et en sol.  Gestion adéquate des déchets solides et liquides (se conformer à la réglementation et aux directives ESS générales du groupe BM), mise en place de STEP dédiée au projet dépendamment des volumes qui seront générés.  Sélection des porteurs de projet sur la base d’une analyse multicritères incluant ces impacts.  Anticipation des effets induits de l’accompagnement de projets agricoles (par exemple le soutien à la micro irrigation s’est traduit dans certains territoires par une augmentation de la pression sur la ressource en eau souterraine par densification ou extension des superficies irriguées)  Prise en compte des impacts cumulatifs liés à la mise en œuvre d’autres projets avant de soutenir des acteurs agricoles de manière à vérifier la durabilité des activités à soutenir de manière directe ou indirecte |
| Sols | Pollutions  Déchets |
| Végétation naturelle et faune | Déforestation | Le développement d’activités agricoles peut se traduire par le remplacement de végétation naturelle par des cultures. | Seules les activités sur des terrains déjà exploités seront soutenues.  Sensibilisation des exploitants  Formation aux bonnes pratiques |
| Destruction d’espèces ou perturbations | La dynamisation des activités agricoles peut perturber des espèces. | Sensibilisation des exploitants  Formation aux bonnes pratiques  Prise en compte de la localisation et du type des activités lors de la sélection de manière à éviter des effets d’entrainement dans des zones d’intérêt. |
| Emploi pesticides | Pollutions | Le développement d’activités agricoles peut résulter en un emploi plus important d’intrants chimiques et notamment de pesticides. Si le projet vise à accompagner des initiatives agro écologiques et le développement de l’agriculture biologique, un tel risque ne peut être exclu du fait des effets d'entrainement. | Sensibilisation des exploitants  Formation et sensibilisation aux bonnes pratiques (sélection des produits, mode de stockage, utilisation raisonnée, protection des travailleurs, gestion des déchets issus de l’utilisation des produits tels que les conteneurs) : bien que l’objectif soit un développement de pratiques agro-écologiques et d’agriculture biologique, il sera utile de prévoir un accompagnement sur ces questions afin de maximiser l’impact du programme. |
| Milieu humain et activités socio-économiques | Modification des structures économiques existantes | Le développement de nouvelles infrastructures peut changer l’écosystème entrepreneurial local et créer des concurrences. Ces concurrences peuvent impacter négativement les acteurs économiques existants. | Etude des chaînes de valeur de manière à anticiper les effets d’un soutien à une partie des acteurs. |
| Perturbation des systèmes agricoles | L’introduction d’innovations se traduit quasi systématiquement par une déstabilisation temporaire du système dans lequel l’innovation est introduite. Cette déstabilisation peut se traduire par des impacts socio-économiques non négligeables sur les porteurs les plus fragiles. | Accompagnement des porteurs de projet |
| Impact sur les populations les plus vulnérables | Tout Programme d’appui à la revitalisation d’un territoire peut se traduire par des effets négatifs non anticipés sur les populations les plus vulnérables. La modification des équilibres économiques des foyers, de même que la modification des équilibres et rapports économiques entre acteurs au sein d’un territoire peut avoir pour effet de fragiliser les populations vulnérables. | Accompagnement des porteurs de projet |

Du fait de la spécificité des projets d’abattoirs, un tableau complémentaire d’identification des impacts en phase de fonctionnement est fourni ci-dessous :

| **Type de risque** | **Risque identifié** | **Description** | **Mesure de mitigation** |
| --- | --- | --- | --- |
| Impacts liés à l’existence et au fonctionnement | | | |
| Qualité des eaux | Pollution des eaux souterraines et de surface par les effluents liquide issues de l’activité des abattoirs | L’activité des abattoirs génère beaucoup de déchets liquides :sang, contenu des viscères, lavage de toutes les parties de l’animal, lavage des locaux de saignée , etc. : la qualité de ces effluents fortement organique (forte concentration DBO, DCO), et la probabilité d’existence d’agents pathogènes tel que la salmonelle portera atteinte à la qualité des eaux si ils ne sont pas bien gérés | Respecter les exigences applicables au projet (règlementations nationales et standards BM, directives ESS des abattoirs)  Se conformer et appliquer les mesures et orientations issues de l’EIES présentes dans le PGES  Si nécessaire prévoir une unité de traitement des effluents liquides  En cas de raccordement au réseau municipal, se conformer aux exigences du concessionnaire au niveau du cahier des charges, prévoir un dégrilleur et bac à graisse |
| Consommation d’eau | Forte demande en eau | L’activité des abattoirs est très consommatrice en eau, et donc les besoins sont importants ce qui pose des risques d’appauvrissement de la ressource en eau et de conflits d’usage | Choix du site tenant compte de cette contrainte (analyse besoins/ressources disponibles)  Préférer l’utilisation d’eau de forage autorisé par l’agence du bassin concernée.  Equipement de l’abattoir avec des systèmes de nettoyage haute pression |
| Qualité du milieu | Déchets liquides et solides : L’activité des abattoirs génère une grande quantité d’eaux usées à dominante organique, et des déchets solides liés à la présence du bétail sur place (fumier, litière, pailles aliments de bétail), les déjections d’animaux, les déchets assimilés à des déchets ménagers, et ceux liés à l’abattage (sang, carcasses d’animaux, abats et viscères, etc.) | Les impacts liés sont l’atteinte à la salubrité du milieu, génération des odeurs, prolifération des agents pathogènes (rongeurs, insectes, etc.) | Se conformer aux exigences de la BM sur les abattoirs ;  Se conformer au PGES et aux mesures proposées  Exemples de mesures pour la gestion des effluents liquides :  Collecte exclusive des eaux usées vannes vers une fosse septique à vidanger régulièrement ; • Collecte du sang dans une cuve en vue d’une valorisation (compostage, peinture) ou alors collecte par des camions de vidange et rejet vers un bassin d’aération ; • Collecte et évacuation des eaux de lavage vers un bassin de décantation/aération ; • Plantation d’une haie vive tout autour du bassin d’aération ; • Entretien du bassin d’aération et traitement des effluents pour être aux normes internationales  Pour les déchets solides : Prévoir la gestion adéquate des déchets, Elaboration d’un cahier des charges pour la collecte des déchets solides (avant abattage et aussi les déchets assimilables aux ordures ménagères, comme le papier, etc.) ; • Collecte des déchets solides et valorisation si possible (compostage pour les matières biodégradables ; artisanat pour les cornes) ou élimination par incinération électromécanique moderne (aucun déchet solide ne doit séjourner plus de 24 heures dans l’abattoir).  Importance du tri et nécessité de mise en place d’une unité d’incinération ou identification de centres existants pouvant recevoir ces types de déchets, et identification des filières de recyclage pour certains déchets type sang et poils.  . |
| Bruit | Les principales sources de bruits et de vibrations sont les bruits des animaux lors du déchargement et de la marche vers la ligne d’abattage, les mouvements de véhicules, les compresseurs, les climatiseurs, les ventilateurs et le fendage des carcasses | Augmentation du niveau de bruit de façon permanente (Présence des animaux, climatisation, compresseurs, fendage des carcasses), d’autres sont ponctuels (déchargement des animaux, mouvement des véhicules, etc.).  Ces impacts sont jugés de faibles à modérés | Respect des normes de bruit (matériels),port des EPI pour les employés, limitation d’accès aux abattoirs  Se conformer aux stipulations du PGES |
| Emissions des gaz et particules | La principale source est l’incinérateur. D’autres sources sont liées à la circulation des engins | L’incinération inadéquate ou la combustion de déchets non incinérables (plastiques halogénés, produits radioactifs ou chimiques, mercure, métaux lourds, etc.) peut générer des effets polluants dans l’air, très nuisibles pour la santé, notamment les dioxines et les furanes : pollution de l’air par les fumées et nuisances olfactives ; risques sanitaires avec la contamination par les dioxines, furanes et autres éléments toxiques ; dégradation du site d’implantation par les déchets et les résidus jetés à terre ; risque de contamination du personnel d’exploitation par les déchets infectieux | Se conformer aux normes internationales et aux stipulations du PGES  Tri à la source • Valorisation agricole ou artisanale de certains types de déchets • Acquisition d’un incinérateur moderne, électromécanique, • Formation du personnel à l’usage et l’entretien |
| Santé et sécurité des populations | Accumulation des déchets, odeurs liées aux effluents, rejets directs dans le milieu, blessures | L’activité des abattoirs si elle n’est pas pratiquée dans les normes induit des impacts sur la santé et la sécurité des populations et des travailleurs : prolifération des agents pathogènes, émissions des odeurs et des polluants atmosphériques, risques de blessures | En plus de l’attention sur la sélection du site de manière à éviter la proximité de zones habitées et des mesures prévues pour la gestion des déchets liquides et solides, les conditions de travail, prévoir une infirmerie sur place pour les premiers soins, ports des EPI par les travailleurs, gants, bottes, tablier, etc.), Visites médicales périodiques des travailleurs • Formalisation du circuit de cessation des têtes et pattes • Dispositif (Robinet à pistolets) pour le nettoyage et la désinfection du matériel de la saignée |

En lien avec la crise sanitaire actuelle, il conviendra de prendre en compte le risque COVID.

# Processus de maîtrise des risques associés au projet

## Cadrage du dispositif EES et études préalables aux sous-projets

### Processus de sélection des bénéficiaires

Le Programme prévoit d’accompagner des projets et porteurs de projet sur les plans technique et financier. Un processus de sélection inclusif, équitable et transparent devra être mis en œuvre de manière à s’assurer qu’il n’y a pas de traitement préférentiel dans la sélection des bénéficiaires et sites et l’attribution des aides.

Lorsque des appels à projets seront réalisés par l’ADA ou les DRA et DPA, ceux-ci devront l’être dans des conditions de diffusion de l’information respectant les standards de la Banque Mondiale et de la Société Financière Internationale. Les critères d’attribution devront être clairement stipulés. Ils pourraient s’appuyer sur le manuel de procédures de l’ADA. Ils seront composés à la fois de critères d’éligibilité et de critères priorisant. L’évaluation des projets sera dûment documentée. La liste de projets sera soumise à l’avis du Comité Régional de Coordination qui validera chaque année N les actions éligibles à l’année N+1 et N+2. Les nouveaux projets seront analysés. L’AFD assurera un contrôle qualité selon un processus simplifié : concrètement l’AFD vérifiera que tous les investissements proposés sont passés par le screening défini dans le cadre du CGES et pourra demander des questionnaires (cf. annexe 2) pour le vérifier. Les enjeux environnementaux et sociaux seront à ce titre particulièrement étudiés afin de respecter la classification du programme en B+ (cf. sections suivantes). Il s’agira également de s’assurer que les principes de l’emploi décent et de la réduction des inégalités femmes-hommes soient systématiquement intégrés dans la conception et la mise en œuvre des investissements éligibles.

En parallèle le Programme prévoit d’accompagner des OPA. Ces OPA seront sélectionnées sur la base d’une approche systémique tenant compte à la fois de la contribution de l’OPA à l’atteinte des objectifs du Programme, des potentiels impacts environnementaux et sociaux des activités de l’OPA, de la bonne gouvernance de l’OPA et de sa volonté à bénéficier d’un accompagnement. Aucun accompagnement ne sera mis en œuvre sans une demande clairement exprimée par les membres de l’OPA.

Les participants aux sessions de formation et sensibilisation seront sélectionnés de manière à tenir compte des caractéristiques sociales des territoires/entités considérés. Il conviendra notamment de respecter les standards de la Banque Mondiale en matière d’inclusion des groupes les plus vulnérables. Des sessions spécifiques devront ainsi être dédiées aux femmes et aux jeunes. Aussi, il sera important que le Programme puisse cibler les différentes catégories socio-économiques d’entrepreneurs. C’est pourquoi, une attention particulière sera accordée à l’établissement de typologies. Ces typologies seront utilisées pour s’assurer que le Programme réponde aux besoins des différentes catégories socio-économiques identifiées.

### Liste d’exclusion

En complément de la liste d’exclusion de l’AFD présentée en annexe 1 et de la réglementation nationale, la liste suivante décrit les types de projet qui ne pourront être mis en œuvre directement par le Programme ou bénéficier d’un accompagnement car considéré comme trop risqués en termes d’impacts environnementaux et sociaux :

* Projets/OPA dont les activités se traduisent de manière directe ou indirecte par une surexploitation des ressources en eau souterraines et/ou superficielles.
* Projets agricoles/OPA dont les activités résultent de manière directe ou indirecte en une dégradation significative des sols.
* Projets agricoles/OPA dont les activités résultent de manière directe ou indirecte en des impacts négatifs sur la biodiversité ou des impacts sur les zones sensibles.
* Projets agricoles/OPA promouvant l’utilisation à large échelle de pesticides et projets agricoles/OPA promouvant l’utilisation de pesticides interdits.
* Projets/OPA dont les activités se traduisent de manière directe ou indirecte par des pollutions des sols et des eaux qui ne peuvent être maîtrisées.
* Projets/activités qui entraîneraient un déplacement physique (réinstallation, perte de terres résidentielles ou perte de logement) ou économique (perte de terres, de biens ou d'accès aux biens, entraînant la perte de sources de revenus ou d'autres moyens de subsistance) sans indemnisation et sans le consentement libre, préalable et informé des personnes concernées ; ces dernières comprennent les situations où des restrictions involontaires à l'utilisation des ressources naturelles ont été imposées aux utilisateurs des ressources par des acteurs extérieurs et où les utilisateurs n'ont pas le droit de refuser ces restrictions.
* Projets/OPA dont les activités se traduiraient par une atteinte à des biens culturels.
* Projets/OPA dont les activités se traduisent par une augmentation significative des gaz à effet de serre.
* Projets/OPA dont les activités comportent un développement de cultures OGM
* Activités susceptibles d’être préjudiciables aux populations autochtones, ou qui empiètent sur des terres détenues, utilisées ou revendiquées devant la justice par des populations locales.

### Screening : détermination préliminaire des impacts environnementaux et sociaux

Dans la mesure où plusieurs projets ou OPA sont susceptibles de présenter les mêmes caractéristiques, il est proposé de réaliser des regroupements pour la détermination des impacts au niveau préliminaire. Les regroupements seront guidés par les principes suivants :

* Le contexte environnemental et social doit être similaire ;
* Le contenu du projet ou de l’activité doit être similaire ;
* Les projets/activités seront regroupés à l’échelle la plus large de manière à simplifier les procédures ;
* Les regroupements devront tenir compte de la maturité des sous-projets afin de garantir la continuité du processus dans le cas où certains projets nécessiteraient plus de temps que d’autres pour leur finalisation.

Les projets, activités, regroupements de projets et d’activités seront examinés de manière à identifier et quantifier les potentiels risques environnementaux et sociaux. Un questionnaire est proposé en annexe 3. Ce questionnaire sera rempli par le responsable E&S de l’unité de gestion du projet en lien avec les porteurs de projet. L’AFD assurera une supervision.

Cette première étape consistera donc à passer au crible les projets et activités sur un ensemble de sujets environnementaux et sociaux issus des standards de la Banque Mondiale : risques liés aux impacts sur la biodiversité, aux groupes vulnérables, situation des femmes, conflits à l’échelle locale résultant de la mise en œuvre du Programme, conflits liés à l’utilisation des terres et de la ressource en eau, etc. Les impacts cumulatifs dus à l’interaction avec d’autres projets seront aussi analysés.

A l’issue de ce screening, les conclusions seront rassemblées dans une note finale et le niveau de risque du projet sera déterminé en caractérisant l’importance de chaque impact identifié en croisant probabilité d’occurrence et ampleur.

Méthodologie de l’Evaluation de l’Impact

Les informations sur les caractéristiques du Projet et la description de référence servent à identifier et à évaluer l'importance des impacts potentiels négatifs et positifs générés par le Projet dans le contexte environnemental. Une fois les impacts identifiés et évalués, les mesures d'atténuation et d'amélioration sont définies en priorité pour éviter et, secondairement pour réduire, restaurer et éventuellement compenser les impacts négatifs identifiés tout en améliorant ceux qui sont positifs.

**Types d’impacts**

Les impacts sont classés comme décrit au tableau ci-dessous.

|  |  |
| --- | --- |
| **Type** | **Définition** |
| Direct – D | Les impacts résultant d'une interaction directe entre le projet et une/un ressource/récepteur (par exemple entre l'occupation d'une zone et les habitats qui sont affectés). |
| Indirect – I | Les impacts qui découlent des interactions directes entre le projet et son environnement naturel et humain à la suite d'interactions subséquentes dans l'environnement naturel et humain (par exemple la viabilité d'une population d'espèces résultant de la perte d'une partie d'un habitat à la suite de l’occupation d’une zone par le projet). |
| Cumulatif | Identification des autres projets principaux dans la zone et analyse des impacts cumulatifs potentiels de tous ces projets à court terme dans la zone de projet AFD. |

**Importance des impacts**

L'évaluation de l’importance des impacts est basée sur une matrice de calcul qui combine l'ampleur des impacts potentiels (pressions du projet) contre la sensibilité des récepteurs/ressources.

L’importance des impacts est classée en 4 catégories (Tableau ci-dessous): Faible, Moyenne, Elevée et Critique.

|  |  | **Sensibilité de Ressource/Récepteur** | | |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  | **Faible** | **Moyenne** | **Elevée** |
| **Ampleur de l’Impact** | Négligeable | **Faible** | **Faible** | **Faible** |
| Petite | **Faible** | **Moyenne** | **Elevée** |
| Moyenne | **Moyenne** | **Elevée** | **Critique** |
| Grande | **Elevée** | **Critique** | **Critique** |

L’importance de l'impact est considérée comme Faible lorsque l’ampleur de l'impact est négligeable ou quand l’ampleur de l'impact est petite et que la sensibilité des ressources/récepteurs est faible. Elle est considérée comme Moyenne lorsque l'effet sur une ressource/un récepteur est évident, mais l'ampleur de l'impact est respectivement petite/moyenne et la sensibilité du récepteur des ressources est respectivement moyenne/faible, ou alors lorsque l'ampleur de l'impact devrait être bien conforme aux normes applicables.

L’importance est considérée comme Elevée lorsque l’ampleur de l'impact est respectivement petite/moyenne/grande et la sensibilité de la ressource/du récepteur est respectivement Elevée/moyenne/faible, ou lorsque l'ampleur de l'impact se situe généralement dans la limite ou la norme officiellement reconnue. Il peut, cependant, y avoir des dépassements occasionnels. La zone critique est atteinte lorsque l’ampleur de l'impact est respectivement moyenne/grande et la sensibilité du ressource/récepteur est respectivement élevée/moyenne, ou lorsqu'une limite ou norme officiellement reconnue peut-être régulièrement dépassée.

Dans le cas où une ressource/un récepteur n'est essentiellement pas affecté ou si l'effet est indiscernable des variations de fond naturelles, aucun impact potentiel n'est prévu. Dans ce cas, l'impact n'a pas besoin d'être signalé.

L’ampleur de l'impact décrit le changement que l'impact d'une activité de projet est susceptible de transmettre à la ressource/au récepteur. La désignation de l’ampleur est fonction de sa durée, de sa portée et de son échelle. Les critères d'évaluation de l'ampleur sont décrits dans le Tableau ci-dessous.

| **Critères** | **Déscription** |
| --- | --- |
| Durée (définie sur une base spécifique au composant) | Période pendant laquelle l'impact devrait durer avant la récupération des ressources/récepteurs. Il se réfère à la durée de l'impact et non à la durée de l'activité causant l'impact. Elle devrait etre:   * **Temporaire.** Effet limité dans le temps, entraînant des changements temporaires et non continus dans l'état de la qualité/quantité des ressources/récepteurs. La ressource/récepteur peut revenir rapidement à ses conditions précédentes. Si aucun autre outil n'est disponible pour définir exactement le délai, considérez, comme durée temporaire de l'impact, une période approximativement inférieure à 1 année; * **Court terme**. Effet limité dans le temps et la ressource/récepteur peut revenir à ses conditions précédentes dans un court laps de temps (défini par le jugement d'expert sur une base spécifique à un composant). Si aucun autre outil n'est disponible pour définir précisément le délai, considérez, comme une durée à court terme de l'impact, une période d'environ 1 à 5 années; * **Long terme**. Effet limité dans le temps et la ressource/récepteur est capable de revenir à ses conditions précédentes dans un long délai (défini par le jugement d'expert sur une base spécifique à un composant). Si aucun autre outil n'est disponible pour définir précisément le délai, considérez, comme durée à long terme, l'impact d'une période d'environ 5 à 25 ans; * **Permanent**. Effet non limité dans le temps, la ressource/le récepteur ne peut pas revenir à ses conditions précédentes et/ou le dommage/variation est irréversible. Si aucun autre outil n'est disponible pour définir précisément le délai, considérez, comme durée permanente de l'impact, une période d'environ plus de 25 ans. |
| Portée (définie sur une base spécifique au composant) | Echelle spatiale de l'impact: la zone complète à l’égard de laquelle l'impact se produit :   * **Local**. Les impacts locaux se limitent à une petite zone (elle varie selon les composants spécifiques) qui couvre généralement peu de villes/villages; * **Régional**. Les impacts régionaux sont liés à une zone qui peut s’étendre de plusieurs villages (province/district) à une zone plus large avec les mêmes caractéristiques géographiques et morphologiques (elle ne correspond pas aux frontières administratives); * **Nationale**. Les impacts nationaux sont liés à plus d'une région et se limitent aux frontières nationales; |
| Echelle (définie sur une base spécifique au composant) | L'ampleur de l'impact est le degré de changement dans les conditions qualitatives et quantitatives de ressource/récepteur à partir de son état de base avant les opérations:   * **Non distinguable**. Changements non distinguables ou difficilement mesurables par rapport aux conditions de référence ou bien impacts affectant une quantité limitée du composant spécifique ou alors impacts susceptibles d'être effectivement dans les limites légales ou dans la gamme ambiante/saisonnière; * **Distinguable**. Changements distinguables par rapport aux conditions de référence ou alors impacts affectant une petite partie d'un composant spécifique ou alors impacts devront se situer à l'intérieur ou à proximité des limites légales ou de la gamme saisonnière ambiante; * **Evidente**. Différence évidente par rapport aux conditions de référence ou bien impacts affectant une partie substantielle d'un composant spécifique ou alors impacts susceptibles d'entraîner des dépassements occasionnels des limites légales ou de la gamme saisonnière ambiante (sur des périodes limitées); * **Majeure**. Changements majeurs par rapport aux conditions de référence ou bien impacts affectant la totalité ou une partie importante d'un composant spécifique ou alors des impacts susceptibles d'entraîner des dépassements réguliers des limites légales ou de la gamme saisonnière ambiante (sur de longues périodes). |

L’ampleur des impacts est calculée comme une combinaison de durée, de portée et d'échelle et est classée dans les quatre classes suivantes:

* Négligeable;
* Petite;
* Moyenne; et
* Grande.

Les deux tableaux suivants décrivent en détails les calculs pour la détermination de l'ampleur des impacts.

| **Classement** | **Critères d’Evaluation** | | | **Ampleur** |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Durée de l’impact** | **Portée de l’impact** | **Echelle de l’impact** |
| 1 | Temporaire | Locale | Non distinguable | (allant de 3 à 12) |
| 2 | Court terme | Régionale | Distinguable |
| 3 | Long terme | Nationale | Evidente |
| 4 | Permanente | Transfrontalière | Majeure |
| Score | (1; 2; 3; 4) | (1; 2; 3; 4) | (1; 2; 3; 4) |

| **Classement** | **Niveau d’Ampleur** |
| --- | --- |
| 3-4 | Négligeable |
| 5-7 | Petite |
| 8-10 | Moyen |
| 11-12 | Grand |

La sensibilité des ressources/récepteurs est fonction du contexte de référence où se situera le projet, de la qualité de son statut et, le cas échéant, de son importance écologique et de son statut de protection. Les critères d'évaluation de la sensibilité des ressources/récepteurs sont détaillés dans le Tableau ci-dessous.

| **Critères** | **Déscription** |
| --- | --- |
| Importance/valeur | L'importance/valeur d'une ressource/d’un récepteur est généralement évaluée en fonction de la protection juridique (définie sur les exigences nationales et/ ou internationales), de la politique gouvernementale, de la valeur écologique,de la valeur historique ou culturelle, des points de vue des parties prenantes et de la valeur économique. |
| Vulnérabilité / résilience de la ressource/du récepteur | C'est la capacité de la ressource/du récepteur à s'adapter aux changements apportés par le projet et/ou à la récupération de son état avant les opérations. |

La sensibilité des ressources/impacts est une combinaison d'importance/de valeur et de vulnérabilité/résilience, classée dans les 3 classes suivantes, et elle est attribuée à chaque ressource/récepteur spécifique par jugement de l'expert E&S:

* Faible;
* Moyenne; et
* Elevée.

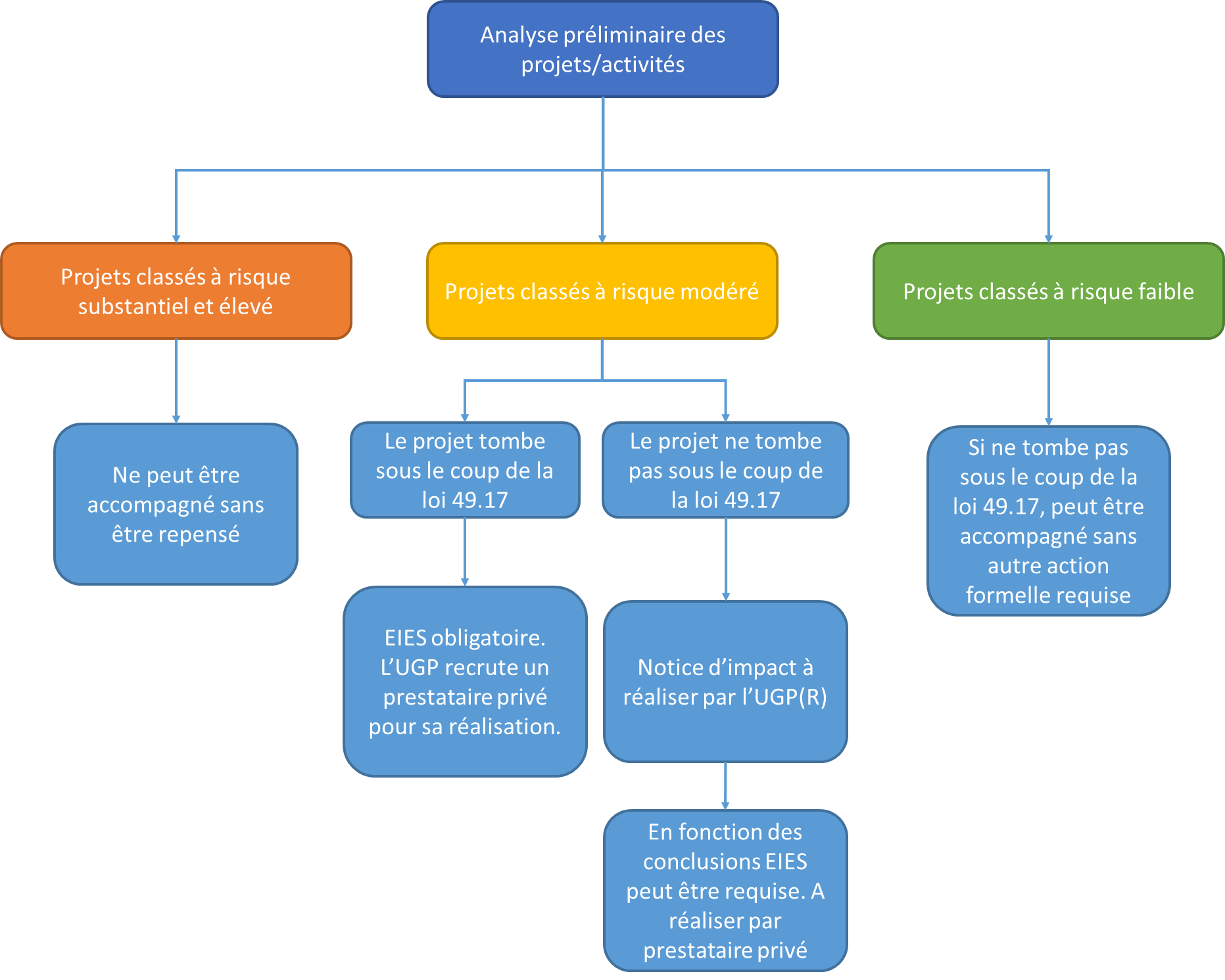
Le screening vérifiera aussi si les projets identifiés tombent sous le coup d’une EIES selon les dispositions de la loi 49.17 relative aux évaluations environnementales.

Les premiers rapports d’examen seront soumis à l’AFD pour avis et ensuite seuls certains rapports pourront être demandés de manière aléatoire par l’AFD pour vérifier la bonne réalisation du screening. En outre, l’Inspection Générale des Finances, à travers sa mission d’audit annuelle du programme TREE, vérifiera que ce processus de screening E&S a bien été appliqué selon les règles du présent CGES. Les projets/activités qui seront classés comme projets à faible risque pourront être directement mis en œuvre ou accompagnés par le Programme sans qu’aucune autre action formelle ne soit requise. La catégorie "faible risque" est utilisée pour les sous-projets qui sont censés avoir des risques et des impacts sociaux et environnementaux négatifs minimes ou nuls, et/ou des mesures d'atténuation déjà conçues dans le cadre de la stratégie de mise en œuvre (par exemple sous la forme de résultats ou d'activités) et qui sont censés traiter les risques de manière appropriée.

Les projets classés comme à risque modéré feront l’objet d’une étude plus approfondie (type notice d’impact et si nécessaire complété par une EIES) et décrite dans la section suivante. Un projet est classé comme à risque modéré s'il comprend des activités présentant des risques et des impacts sociaux et environnementaux négatifs potentiels, qui peuvent être déterminés avec un degré raisonnable de certitude, sont d'une ampleur limitée, peu d'entre eux, voire aucun, sont irréversibles et peuvent être traités par l'application des meilleures pratiques standard, des mesures d'atténuation et l'engagement des parties prenantes pendant la mise en œuvre du projet.

Les projets classés à risque substantiel et élevé seront exclus ou devront être repensés pour pouvoir être mis en œuvre ou pouvoir bénéficier d’un accompagnement technique et financier Programme.

Les projets tombant sous le coup d’une EIES selon les dispositions de la loi 49.17 relative à l’évaluation environnementale feront automatiquement l’objet d’une étude d’impact environnemental et social.



### Procédure pour les projets et activités classés à risque modéré

Projet soumis à EIES d’après la loi 49.17

Ces projets seront identifiés à l’issue du screening. Un expert E&S sera positionné sur une base court terme (AT perlée) auprès de l’UGP pour la formation du responsable E&S (permanent et long terme) afin qu’il soit en mesure de préparer tous les documents nécessaires à la sélection d’un prestataire spécialisé (bureau d’étude agréé) et au suivi de l’EIES, qui devra être réalisée selon les normes nationales. Une attention particulière sera portée au processus de consultation des parties prenantes. Une fois le rapport d’EIES validé par l’UGP, celui-ci sera soumis pour approbation à l’autorité en charge des questions environnementales et sociales (Comité Régional Unifié d’Investissement). Dans la mesure du possible, les projets soumis à EIES seront regroupés afin de disposer d’une EIES « programmatique ». Ce souci de regroupement des projets est lié à des questions d’efficacité et d’avancement du programme, les procédures EIES formelles pouvant en effet être parfois significativement longues. Il convient aussi de rappeler que lorsque les dispositions de la loi marocain sont inférieures aux normes environnementales et sociales de la Banque Mondiale, ce sont ces dernières qui s’appliquent.

Projet non soumis à EIES d’après la loi 49.17

La procédure pour les projets et activités classés à risque modéré sera sous la responsabilité du MAPMDREF et par conséquent de l’UGP et UGPR.

Une notice d’impact, sorte de version allégée d’une étude d’impact environnementale et sociale, sera réalisée par le responsable E&S de l’UGP. Elle décrira :

* La nature du projet ;
* Son emplacement et sa zone d’influence;
* L'état initial du site susceptible d'être affecté par le projet, notamment ses composantes biologique, physique et humaine;
* Les différentes activités qui seront entreprises au cours des différentes phases de mise en œuvre du projet ;
* Les impacts environnementaux et sociaux potentiels du projet et les mesures d'atténuation à prendre pendant et après la mise en œuvre ainsi que les responsabilités des parties ;
* Les alternatives éventuelles dans la conception du projet ;
* Les mesures déjà prévues pour contrôler les risques environnementaux et sociaux. Leur pertinence sera évaluée ;
* Un plan d'action pour la prévention et la gestion des accidents éventuels pendant le cycle du projet ;
* Un plan pour assurer la santé et la sécurité des travailleurs et des communautés avoisinantes ;
* Les impacts économiques et socioculturels sur les communautés locales et la Région en général ;
* Le budget du projet ;
* Toute autre information que l'Autorité pourrait exiger.

Une visite de site et rencontre des parties prenantes sera obligatoire.

Cette notice d’impact sera soumise au Comité Régional d’Investissement qui décidera si des compléments sont nécessaires ou non. La notice d’impact sera mise à disposition du public en respectant les standards de la Banque Mondiale en matière de communication et dissémination de l’information.

En fonction des conclusions de la notice d’impact, une étude d’impact environnementale et sociale formelle pourrait être requise. L’UGP sera en alors en charge de définir les termes de référence de l’EIES et accompagnera le MAPMDREF dans le recrutement d’un expert indépendant ou d’un bureau spécialisé agréé.

### Plan de gestion environnemental et social

Le résultat le plus important du processus est le PGES qui établit la stratégie prévue pour gérer les risques et atténuer les impacts négatifs identifiés, à développer en consultation avec les groupes concernés. Il n’y aura pas de PGES programmatique mais un PGES au cas par cas en fonction des projets identifiés. Le PGES décrit les mesures d'atténuation, confirme leur faisabilité, leur adéquation et leur pertinence culturelle, et établit le calendrier de mise en œuvre, les critères d'éligibilité, les rôles/responsabilités et les ressources nécessaires. Le cas échéant, les exigences en matière de renforcement des capacités doivent être incluses. Le PGES définit également des mesures de suivi et de reporting pour vérifier leur mise en œuvre et leur efficacité.

Il est important de noter que tout risque identifié par l'examen préalable devra être traité par une mesure d'atténuation (pas seulement pour les sous-projets classés comme à risque modéré) et ajouté au PGES. La validation du PGES ne sera faite qu’une fois cette vérification effectuée.

**Identification des mesures d’atténuation**

Le Tableau ci-dessous donne un résumé de l'approche à suivre pour l'identification des mesures d'atténuation. Le premier étant le type de mesure d'atténuation le plus préférable et le dernier étant le type de mesure d'atténuation le moins préférable.

Le principe de base est d'éviter en premier lieu tout impact négatif, plutôt que d'essayer de remédier tardivement à son effet négatif. Lorsque les impacts ne peuvent être évités, l'objectif est alors de les réduire à un niveau acceptable, de sorte qu'aucun impact résiduel majeur/critique ne soit laissé. Pour ces impacts résiduels, des mesures de restauration/correctives et, le cas échéant, des mesures compensatoires sont envisagées. Les mesures d'atténuation peuvent ne pas être considérées pour les impacts jugés non significatifs.

|  |
| --- |
| **Evitez à la source: Réduisez à la source (Réduction au minimum)**  Réaliser une nouvelle conception du projet afin de supprimer l'impact potentiel en raison de la fonctionnalité du projet (par exemple, relocaliser les installations, restreindre la zone de travail ou modifier l'horaire de l'activité). |
| **Réduction sur Site (Fin de processus)**  Lorsque l'évitement n'est pas possible, des systèmes de contrôle de la conception pour minimiser les impacts sont mis en place (par exemple, traitement des eaux usées, technologies de réduction des émissions). |
| **Réduire à l’extérieur du Site**  Mettre en place des mesures hors site afin de réduire les impacts qui ne peuvent être éliminés avec des traitements en aval |
| **Restaurer**  En cas de dommages inévitables à une ressource, par exemple Impacts de la végétation. La réparation implique essentiellement des mesures de restauration et de réintégration. |
| **Compensation**  Lorsque d'autres approches d'atténuation ne sont ni possibles ni totalement efficaces, la compensation, dans une certaine mesure, de la perte, du dommage et de l'intrusion générale pourrait être appropriée. Exemple dans une compensation biologique comparable à celle où il n’y a aucune perte écologique nette. |

La réalisation du PGES sera sous la responsabilité de l’entité menant l’étude d’impact environnemental et social. Il convient de noter que l'approbation des sous-projets relève de la responsabilité de l'unité de gestion de projet (UGP) et ses déclinaisons régionales (qui auront été formées par un expert E&S en début de projet), et qui, à ce titre, veille à ce que toute question sensible soit traitée de manière approprié.

Lorsque le projet considéré ne fait pas l’objet d’une EIES formelle c’est le responsable E&S de l’UGP qui sera en charge de sa préparation. Si nécessaire il pourra mandater un bureau d’études ou expert individuel mais pour des PGES simples, l’objectif est que ce soit le responsable E&S de l’UGP qui en ait la charge.

Le PGES proposera aussi des clauses E&S à inclure dans les DAO, notamment lorsque le projet concerne la réalisation d’infrastructures physiques. Les modèles de spécifications de l’AFD seront intégrés à ce niveau.

Gestion des processus de réinstallation

Le Programme pourrait entraîner des déplacements plus spécifiquement en lien avec l’appui au développement de souks, marchés de production, abattoirs et zones d’activités ou encore la construction de centres de gestion, centres d’apprentissage. Il convient de préciser que le Programme devra éviter au maximum tout déplacement de personnes. En fonction des conditions locales, il est cependant parfois difficile d’éviter des déplacements. Tout déplacement exige que les personnes physiques ou morales qui perdent des biens ou des droits soient indemnisées à la hauteur de leurs pertes et assistées à temps (compensations avant déplacement, compensations avant tout démarrage des travaux). Leurs conditions de vie ne doivent pas être dégradées en raison de la perte d’accès. Il pourrait être envisagé à ce stade de fixer des limites précises en termes de nombre de personnes affectées ou des critères d’exclusion stricts (par exemple absence de réinstallation physique). Toutefois afin de garder une certaine flexibilité nous pensons préférable que ce soit le travail de screening qui permette la prise de décision circonstanciée plutôt qu’un processus automatique d’exclusion sur ces questions.

Le processus de réinstallation suivra les principes de la politique opérationnelle de la Banque Mondiale en matière de réinstallation :

* La réinstallation involontaire doit autant que possible être évitée ou minimisée. Des alternatives dans la conception du projet devront être recherchées.
* S’il n’est pas possible d’éviter la réinstallation, un plan d‘action devra être conçu en concertation étroite avec les personnes affectées.
* Les personnes affectées (PAP) sont, selon la réglementation de la Banque Mondiale, celles qui sont directement concernées, socialement et économiquement, à cause :
  + de l’expropriation involontaire de terres et d’autres biens,
  + du déménagement ou de la perte d’habitation,
  + de la perte de biens ou d’accès à des biens,
  + de la perte de sources de revenus ou de moyens de subsistance ;
  + de la restriction involontaire d’accès à des espaces classés ou protégés qui entraîne des impacts défavorables sur les conditions de vie des personnes déplacées.
* Trois catégories de PAP sont distinguées :
* Les détenteurs d'un droit formel sur les terres (y compris les droits coutumiers et traditionnels reconnus par la législation du pays);
* Celles qui n'ont pas de droit formel sur les terres au moment où le recensement commence, mais qui ont des titres fonciers ou autres - sous réserve que de tels titres soient reconnus par les lois du pays ou puissent l'être dans le cadre d'un processus identifié dans le plan de réinstallation
* Celles qui n'ont ni droit formel ni titres susceptibles d'être reconnus sur les terres qu'elles occupent.
* Les deux premières catégories reçoivent une compensation pour les terres qu'elles perdent. Les personnes relevant de la dernière catégorie reçoivent une aide à la réinstallation en lieu et place de la compensation pour les terres qu'elles occupent, et toute autre aide permettant d'atteindre les objectifs énoncés dans la politique, à la condition qu'elles aient occupé les terres dans la zone du projet avant une date limite fixée à déterminer, qui correspond à la date de fin de recensement et qui doit être rendue publique. Les personnes occupant ces zones après la date limite n'ont droit à aucune compensation ni autre forme d'aide à la réinstallation.
* La politique de la Banque mentionne que la préférence doit toujours être donnée, pour les personnes dont la subsistance est basée sur la terre, au remplacement de la terre perdue par des terrains équivalents, plutôt qu'à une compensation monétaire.
* Equité et transparence : les populations seront consultées au préalable et pourront négocier les conditions de leur réinstallation ou de leur compensation. Elles seront informées sur leurs options et leurs droits relatifs à la réinstallation, seront consultées sur des options de réinstallation techniquement et économiquement réalisables, et peuvent choisir entre ces options, bénéficieront de maisons d'habitation, ou de terrains à usage d'habitation, ou de terrains agricoles, pour lesquels le potentiel de production et les avantages sont au moins équivalents aux avantages du site de départ.
* Les groupes de personnes vulnérables feront l’objet d’un appui à la négociation. Dans le contexte du projet les groupes vulnérables font référence aux sans-terres qui travaillent pour les propriétaires d’exploitations agricoles aux chômeurs, aux femmes et aux nombreux migrants de retour suite à la fermeture des chantiers dans les grandes villes du Nord du Maroc.
* Les indemnisations monétaires ou compensations en nature seront proportionnelles au dommage subi et devront permettre de couvrir intégralement le coût de remplacement du bien perdu. Le niveau de vie devra être amélioré ou au moins restauré à son niveau d’avant.
* Les personnes déplacées reçoivent une assistance en plus des indemnisations monétaires ou compensations en nature (telle que des indemnités de déplacement) au cours du déplacement.
* Le plan de réinstallation ou le cadre de politique de réinstallation doivent également comprendre des mesures pour s’assurer que les personnes déplacées :
* bénéficient d'un soutien après le déplacement, durant une période de transition, sur la base d'une estimation du temps nécessaire à la restauration de leur niveau de vie,
* bénéficient d'assistance en matière de développement, en plus de l'indemnisation, telle que la préparation des terrains, le crédit, la formation ou des opportunités d'emploi.

Il sera indispensable que les personnes affectées soient compensés de manière effective avant leur déplacement. Trop souvent cette problématique est mise de côté et les mesures de compensation arrivent avec beaucoup de retard, créant des préjudices élevés aux personnes déplacées. Les mesures de réinstallation devront donc être mises en œuvre avant le démarrage des activités du projet concerné.

Un cadre de réinstallation sera défini par le responsable E&S de l’UGP pour les projets concernés. Ce CPR, à valider par l’AFD, permettra de cadrer les Plans d’Action de Réinstallation à réaliser (si de nombreux PAR sont à envisager, ce qui n’est pas souhaité dans le cadre de ce programme). Les PAR seront préparés par un ou des prestataires privés. Le contenu de ces PAR devra suivre la règlementation locale et les recommandations de la Banque Mondiale en la matière. Il est préférable pour des questions d’efficacité qu’un seul prestataire soit responsable de la préparation et mise en œuvre des plans d’action de réinstallation. L’UGP sera en charge de son recrutement et de sa supervision. Les PAR seront validés par l’UGP puis l’AFD puis les autorités en bout de chaîne. Il en sera de même pour les rapports de mise en œuvre des PAR.

### Approbation

**Dans le cas des projets soumis à EIES par la réglementation ou suite au screening, le processus d'analyse d'impact est formellement conclu par l'émission d'une approbation environnementale et sociale**. L'approbation confirme la validité du processus d'évaluation d'impact et garantit que les questions relatives aux risques sont traitées de manière appropriée par le PGES et les outils qui auront été définis au cours du processus. Le cas échéant, le document d’approbation formule des conditions ou des dispositions spécifiques pour le suivi et la supervision du PGES. L’approbation est donnée par l’UGP en concertation étroite avec le Comité Régional d’Investissement.

## Dispositif pour le suivi-évaluation E&S

L’objectif de la surveillance environnementale et sociale est de : (i) vérifier que les engagements pris par le maître d’œuvre en matière environnementale et sociale ont été respectés, (ii) donner des informations sur les principaux problèmes environnementaux et sociaux du projet, en particulier sur ses impacts, et (iii) analyser l'efficacité des mesures de mitigation appliquées (progrès réalisés et résultats dans le cadre de ces mesures). Ces informations permettent d’évaluer le succès des mesures de mitigation dans le cadre de la supervision du projet et de prendre, le cas échéant, des mesures correctives.

La mise en œuvre du CGES sera assurée par l’UGP et ses déclinaisons régionales. Le responsable E&S au sein de l’UGP travaillera en collaboration avec les autorités en charge de la prise en compte des risques environnementaux et sociaux dans les projets, notamment les Comités Régionaux d’Investissement. C’est ce responsable qui sera en charge de la catégorisation des projets et de la préparation des notices d’impacts et documents permettant de lancer des études d’impact environnemental et social. Il pourra être appuyé par l’UGPR. Il n’est pas prévu de responsable E&S proprement dit au sein de l’UGPR, toutefois le personnel de l’UGPR aura été formé par un expert E&S en début de projet.

Tous les projets et acteurs qui seront appuyés par le Programme devront signer une lettre d’engagement précisant l’engagement à appliquer et à se conformer aux lois et règlements nationaux qui s’appliquent à son activité, notamment sur les plans environnementaux et sociaux, de même que l’application des conditions environnementales et sociales qui auraient pu être définies par l’UGP et ses partenaires dans le CGES et le PEEDS, notamment la conformité aux standards e la Banque Mondiale. Il s’agira d’une condition à l’octroi de l’aide.

Le suivi des projets et activités sera effectué en fonction des cas (teneur et ampleur du projet) par :

* le ou la responsable E&S de l’UGP. Il sera aussi responsable de l’intégration du genre dans le projet. Il bénéficiera d’une formation spécifique sur ce sujet en démarrage de projet.
* Le ou la responsable au niveau de l’UGPR, qui aura bénéficié d’une formation E&S en début de projet.
* des opérateurs privés qui auront été contractualisés par l’UGP pour assurer ce suivi.
* les DRA,
* les services techniques des communes qui délivrent les autorisations de construction pour des projets non soumis à la loi EIES d’après la loi 49.17. Dès la notification de l’accord sur le dossier de demande de subvention, l’UGPR saisira ces communes pour qu’elles suivent les engagements des porteurs de projet. En effet, les travaux de construction sont autorisés et contrôlés par la commune. Le contrôle comprend les aspects relatifs à la sécurité et à l’hygiène et la salubrité conformément à la loi 113-14 relative aux communes.
* L’UGPR s’assurera que les communes sur lesquelles des projets seront accompagnés par le programme, ont été informées des engagements pris par les porteurs en termes de respect de la réglementation environnementale et sociale nationale et inviteront ces communes à partager avec l’UGP les rapports et constats de suivi effectué par les services communaux conformément à l’article 100 de la loi 113-14.

Les projets et activités ne relevant pas d’une EIES d’après la loi 49.17, et pour leur composante non strictement physique, seront suivis par le responsable E&S de l’UGP et l’UGPR. Celui-ci vérifiera la bonne mise en œuvre des mesures d’atténuation, conformément aux engagements des porteurs de projet, et s’assurera que de nouveaux risques n’émergent pas. Afin de faciliter et systématiser le suivi selon une méthodologie robuste le responsable E&S préparera un cadre de suivi environnemental et social contenant :

* la liste des éléments ou paramètres nécessitant un suivi environnemental et social ;
* l’ensemble des mesures et des moyens envisagés;
* les caractéristiques du système de suivi, lorsque celles-ci sont prévisibles (ex : localisation des interventions, protocoles prévus, liste des paramètres mesurés, méthodes d’analyse utilisées, échéancier de réalisation, ressources humaines et financières affectées);
* un mécanisme d’intervention en cas d’observation du non-respect des exigences légales, environnementales et sociales ou des engagements des promoteurs;
* les engagements des maîtres d’ouvrages et maîtres d’œuvre quant au dépôt des rapports de surveillance (nombre, fréquence, contenu).

Les indicateurs environnementaux et sociaux à considérer seront précisés dans le PGES de même que dans les cahiers des charges et documents d’engagement des porteurs de projet.

Un rapport de suivi-évaluation semestriel sera intégré dans le rapport des activités du programme. Ce rapport préparé par l’UGPR sera transmis à l’UGP puis à l’AFD et au Ministère. Le Comité de Pilotage validera les rapports de suivi.

## Plan d’engagement des parties prenantes

Le PEPP, à lier avec le Plan de Communication, devra permettre l’information, la consultation mais surtout assurer la mise en œuvre d’une démarche Participative, co-construction sur certains projets (notamment les abattoirs et les souks) et sensible au genre, afin d’assurer la définition de projets répondant aux besoins différenciés des bénéficiaires, hommes et femmes.

### Engagement des parties prenantes

L’AFD accorde une importance particulière à la transparence et la responsabilité des projets qu’elle finance. A ce titre, elle exige que les informations pertinentes relatives au projet soient mises à la disposition des parties prenantes. Cette diffusion d’information est la première étape vers un engagement de ces parties, permettant ainsi de contribuer à la durabilité des actions financées.

Les parties prenantes sont des groupes ou des personnes qui sont directement ou indirectement touchées par un projet, qui y ont ou peuvent y avoir un intérêt ou qui peuvent l’influencer de façon positive ou négative. Dans le cadre du programme de revitalisation les parties prenantes sont de plusieurs types :

* Des porteurs de projet : personnes ou groupes de personnes physiques ou morales
* Des organismes d’Etat, notamment les institutions et autorités intéressées par le projet (ministères de l’environnement, ministère du droit du travail, autorités locales…)
* Des collectivités locales
* Des organisations de la société civile
* Des représentants de filières
* Des communautés locales, individus ou groupes d’individus (agriculteurs.trices, TPME, coopératives, bouchers, commerçant.e.s, chefs de village, représentants religieux…).
* …

Les nouveaux standards de la Banque Mondiale et notamment la Norme Environnementale et Sociale 10 font référence sur le processus d’engagement des parties prenantes sur des projets publics. Le manuel d’engagement des parties prenantes de la Société Financière Internationale est aussi une référence importante.

Dans le cadre de l’élaboration du Programme, un processus de concertation a été mené de manière à définir les types d’activités qui pourraient être menées ou soutenues dans le cadre du Programme, sans préjuger des projets qui seront effectivement soutenus et mis en œuvre. La liste des acteurs rencontrés est présentée en annexe 7.

Afin de s’assurer de l’implication des parties dans les prochaines étapes de mise en œuvre, il est demandé que :

* L’UGPR identifie pour chaque projet/activité les parties prenantes directement et indirectement affectées et/ou intéressées par le projet. Pour chaque partie, le ou les canaux les plus adaptés à la diffusion d’informations sur les projets seront définis. A titre d’exemple cela peut passer par l’organisation de réunions individuelles et collectives, des consultations publiques, des messages d’information sur les marchés ou à la radio ou la télévision, etc. Le plus simple est de demander directement aux parties concernées leur avis sur ce sujet afin de pouvoir définir le média le plus adapté.
* L’UGPR mette à disposition des parties prenantes les informations pertinentes sur les projets en tenant compte des recommandations de la Banque Mondiale en la matière. Les informations devront comprendre au minimum :
* l’objectif, la nature et l’échelle du projet,
* les grandes étapes du projet et leur durée,
* les risques et impacts potentiels ainsi que les mesures d’atténuation qui seront mises en œuvre,
* le mécanisme de gestion des réclamations environnementales et sociales,
* le processus de participation des parties prenantes envisagé,
* la date et le lieu de toutes les réunions de consultation publiques envisagées, et le processus selon lequel les réunions sont annoncées et résumées,
* les rapports publiés.

Les informations seront les plus concrètes et précises possibles.

* A l’issue du processus de diffusion des informations sur les projets, des consultations pourront être requises selon le type de projet considéré. Ces consultations viseront à améliorer à la fois la conception et les résultats du projet, désamorcer de potentiels conflits, répondre à des inquiétudes, aider les porteurs de projet à identifier et à contrôler les risques externes. Les projets soumis à EIES intègreront obligatoirement des consultations pour s’assurer que les impacts E&S et les mesures de mitigation seront identifiés en impliquant les personnes affectées. Les projets d’abattoirs et de souks notamment demanderont des consultations particulières pour assurer la participation des bénéficiaires à la définition des projets, afin qu’ils répondent à leurs besoins.

Au cours des consultations une attention particulière sera accordée à l’implication des femmes et populations vulnérables, en gardant en tête que ces groupes ne sont pas homogènes. Ce souci se traduira par exemple au travers de modalités d’organisation spécifiques : horaires et lieux permettant la représentation de ces groupes, voire même prévoir des services associés au lieu de la réunion comme la garde d’enfants. Des consultations uniquement ouvertes à un ou des groupes vulnérables pourraient être menées et le personnel d’animation pourrait être sélectionné de manière à faciliter l’établissement des relations et l’expression. Le travail en petit groupe est souvent aussi un moyen permettant de faciliter l’expression des participants. La sensibilisation des animateurs sur le sujet et des interventions actives de leur part, visant à l’implication des femmes et groupes vulnérables sont autant de moyens de prendre en compte cette problématique.

* Les consultations seront documentées et un retour sera exigé auprès des parties consultées de manière à montrer la bonne prise en compte des parties prenantes.
* Au cas par cas, en fonction des situations locales et des caractéristiques des projets, l’UGP pourra recommander ou exiger que certaines parties prenantes soient spécifiquement impliquées dans la mise en œuvre des projets. Auquel cas, l’UGP accompagnera le porteur de projet dans l’établissement de relations formalisées avec la partie prenante concernée. Cette plus grande implication peut prendre par exemple la forme d’une participation à la surveillance environnementale et sociale du projet.

Plus globalement, il convient de rappeler les grandes étapes devant faire intervenir des consultations :

* définition du projet,
* évaluation des impacts E&S,
* définition des mesures de mitigation des risques et de compensation, d’acquisition des terres,
* avant la mise en œuvre du PAR
* après la réalisation du PAR
* avant le début des travaux,
* au cours des travaux,
* à la fin des travaux,
* six mois à un an après la fin des travaux afin d’assurer un suivi.

Formation des parties prenantes

Afin d’améliorer l’engagement des parties prenantes, le responsable E&S au niveau de l’UGP sera chargé de :

* Réaliser un diagnostic des besoins en formation des parties prenantes dans le Programme.
* Evaluer rapidement les capacités des porteurs de projet et parties prenantes dans les projets à prendre en compte les risques environnementaux et sociaux.
* Définir et mettre en œuvre un plan de formation sur l’identification et la prise en compte des risques environnementaux et sociaux dans les projets. Les formations seront les plus opérationnelles possibles. Elles seront répétées chaque année de manière à s’assurer du bon transfert de compétences.
* Le processus de formation sera suivi et évalué (notamment évaluation par les participants) et il fera l’objet d’une section dédiée dans le rapport de suivi environnemental et social.

### Mécanisme de gestion des plaintes

Il est important de mettre en place un mécanisme de gestion des plaintes. Les principes clés du mécanisme devront être les suivants :

* Accessibilité : l'entité d'exécution doit informer toutes les parties prenantes du projet (en particulier les groupes vulnérables) de l'existence de ce mécanisme dès le début du projet ; si nécessaire, un support est fourni à ceux qui peuvent rencontrer des obstacles pour faire part de leurs préoccupations ; les plaignants ne sont pas financièrement affectés par la procédure de dépôt d'une plainte ;
* Pratique : prévoir la résolution des problèmes au niveau local en premier lieu ;
* Efficace : permettre un accès simple et rationnel au mécanisme de règlement des griefs grâce à un processus en trois étapes et l'assurance que les plaintes seront résolues dans un délai clairement précisé ;
* Indépendant : une indépendance totale par rapport à l'entité d'exécution est garantie (à partir de la deuxième étape), de sorte que les parties prenantes n'aient pas à craindre d'éventuelles représailles ou conséquences négatives si elles communiquent les informations ;
* Transparent : des procédures claires et connues sont prévues pour chaque étape du mécanisme de règlement des griefs, y compris des précisions sur les types de résultats ;
* Tenue de registres : toutes les plaintes sont enregistrées et font l'objet d'un rapport.
* Prévoir une plateforme ou une adresse mail pour la réception des plaintes en complémentarité avec les registres.

Un mécanisme de règlement des griefs sera ainsi mis en œuvre au niveau des projets, accessible aux parties prenantes locales dans chaque territoire où des projets sont développés. Cela permet de s'assurer que les procédures sont adaptées au contexte local et qu'elles sont culturellement adéquates. Les principales caractéristiques du mécanisme de règlement des griefs sont les suivantes :

* Toute communauté, organisation, partie prenante d'un projet ou groupe affecté (composé de deux personnes ou plus), ou individu qui estime qu'il peut être affecté négativement par le projet peut déposer une plainte. L'identité des plaignants sera gardée confidentielle sur demande écrite.
* Les demandes suivantes ne sont pas éligibles :
* les plaintes relatives à des actions ou omissions qui relèvent de la responsabilité de parties autres que l'entité d'exécution compétente sous son autorité dans le cadre du projet ;
* les plaintes déposées :
  + - après la date de clôture officielle du projet ; ou
    - 18 mois après la date de clôture officielle du projet dans les cas où la plainte porte sur un impact résultant des activités du projet qui n'était pas, et n'aurait raisonnablement pas pu être, connu avant la date de clôture officielle ;
    - Plus de deux années après la prise de connaissance des faits par l’auteur de la réclamation.
* Pour être opérationnel et efficient en termes de coûts, la résolution des plaintes doit être recherchée au plus petit échelon. Le processus commence avec l'entité d'exécution, l’UGPR et la partie affectée qui examinent le conflit et décident ensemble de la marche à suivre pour faire avancer leurs intérêts mutuels (étape 1). Il s’agit souvent du moyen le plus simple et efficace pour résoudre les différends.
* Néanmoins, si aucune solution n’est trouvée la plainte peut être portée à l’échelon supérieur en faisant intervenir l’entité d’exécution au niveau national et l’UGP. Dans le cas où il serait acquis que des risques existeraient pour le porteur de la plainte au niveau local, l’étape 1 peut être sautée.
* Bien que le dialogue soit encouragé, la partie affectée peut à tout moment introduire sa plainte dans le système judiciaire marocain. Auquel cas une information claire et transparente sera fournie auprès de la partie affectée pour introduire sa plainte dans le dit système.
* Si l’auteur de la plainte a épuisé tous les mécanismes au niveau local, y compris les procédures judiciaires, la plainte peut alors être déposée au niveau du dispositif de gestion des réclamations environnementales et sociales de l’AFD.
* Les plaintes peuvent être reçues oralement (au personnel de terrain), par téléphone ou par écrit, placées dans la boîte à plaintes prévue sur les sites des projets ou soumises par courrier à l'UGP(R). Un élément clé du mécanisme de réparation des griefs est l'obligation pour l'entité d'exécution et l’UGPR (étape 1), l'UGP (étape 2) ou le système judiciaire (étape 3) de tenir un registre des plaintes reçues. Le registre documente également les actions de réponse et le statut (résolu/non résolu). Les entités d'exécution sont mandatées pour soumettre une copie du registre des plaintes à l'UGP tous les six mois.
* Tous les plaignants doivent être traités avec respect, politesse et sensibilité. Tous les efforts possibles doivent être faits par l'entité d'exécution pour résoudre les problèmes mentionnés dans la plainte qui relèvent de sa compétence. Toutefois, certains problèmes peuvent être plus complexes et ne pas pouvoir être résolus au niveau local. Ces griefs seront portés dans les dix jours ouvrables à l'étape 2 (UGP).Si l'UGP ne parvient pas non plus à résoudre le problème dans les 40 jours ouvrables à partir du dépôt de plainte, le plaignant sera informé de la possibilité, s’il ne l’a pas déjà fait, de porter sa plainte dans le système judiciaire marocain et in fine de l’introduire dans le dispositif de gestion des réclamations environnementales et sociales de l’AFD, où un mécanisme d'examen de la plainte et de réponse sera déclenché.
* Une plainte (pour l'une des deux premières étapes) doit comprendre au minimum les informations suivantes (dans n'importe quelle langue) :
* le nom, l'adresse, le numéro de téléphone du plaignant et une preuve valable de représentation si la plainte est remplie par le représentant d'une personne/entité juridique ;
* description du projet ou du programme concerné ;
* la description du préjudice qui est, ou peut être subi à terme;
* si le problème a déjà été porté à connaissance de l’entité d’exécution : la date approximative à laquelle le problème a été porté à connaissance, les mesures éventuelles qui ont été prises pour résoudre le problème, y compris les contacts antérieurs avec l'entité d'exécution et l'UGP(R), le cas échéant, et des explications raisonnablement détaillées sur les raisons pour lesquelles ces étapes n'ont pas apporté de solution satisfaisante ; et
* un engagement à accepter de fournir toute information et toute pièce justificative permettant de juger de la sincérité du plaignant.

Un formulaire de réclamation sera disponible et traduit en arabe et en amazigh sur le site du projet et mis à disposition via des canaux appropriés. L’annexe 4 présente un formulaire type.

* Dans les cas où la situation est complexe ou litigieuse ou lorsque la relation entre l'agence d'exécution et le plaignant est conflictuelle, un enquêteur indépendant sera désigné pour procéder à un examen formel de conformité (y compris une visite du site) afin de permettre une enquête approfondie des problèmes de non-conformité et de leurs causes profondes et d'élaborer un plan de mesures correctives. Cet examen consiste à établir les faits au moyen d'entretiens avec le plaignant, l'agence d'exécution, les personnes affectées par le projet et les parties prenantes concernées, à recueillir des informations complètes pour permettre une détermination factuelle des problèmes et, si nécessaire, à procéder à des inspections.
* Dans les cas où la plainte est anonyme, une enquête sera menée par l’UGP(R) afin de vérifier la véracité des allégations. Cette enquête fera l‘objet d’un rapport. En fonction des conclusions de l’enquête, des dispositions pourront être prises. Dans tous les cas, les raisonnements ayant menés à la prise ou non de mesures devront être explicités et clairement justifiés.

Le mécanisme de l’AFD ne sera mobilisé que lorsque tous les mécanismes locaux auront été épuisés, et seulement si le plaignant décide de déposer sa plainte à l’AFD. Ce dispositif de gestion des réclamations environnementales et sociales de l’AFD est présenté en annexe 3.

## Montage institutionnel et postes de coûts

La mise en œuvre du processus de gestion des risques environnementaux et sociaux impliquera :

* L’Unité de Gestion de Projet: l’UGP devra nécessairement inclure un responsable E&S, qui aura pour tâche de mettre en œuvre le CGES, s’assurer du bon respect des clauses environnementales et sociales dans les projets qui seront accompagnés par le Programme, effectuer des contrôles, mettre en œuvre le système de suivi-évaluation E&S. Le responsable E&S assurera l’interface entre l’UGP et ses partenaires pour les questions environnementales et sociales. Il participera aussi à la préparation des TdR et au recrutement de prestataires pour la réalisation d’EIES/PGES/PAR et le suivi E&S de chantiers.
* Une assistance technique avec un expert E&S à recruter : cet expert sera en charge de la formation des différents acteurs, notamment du responsable E&S au niveau de l’UGP et des personnels des UGPR et des DRA. Il n’interviendra à plein temps qu’au début du projet et pourra ensuite être remobilisé ponctuellement pour des activités d’appui.
* L’UGPR : bien que ne disposant pas de responsable E&S proprement dit, l’UGPR devra assurer un suivi des aspects E&S du Programme. Un membre de l’UGPR sera nommé référent sur ces sujets et bénéficiera d’une formation. Il aura un temps alloué et ces tâches seront clairement indiquées dans sa fiche de poste.
* Le Comité de Pilotage du Programme : pour la validation des projets/activités du Programme et la supervision de l’UGP.
* Les Centres Régionaux d’Investissement : pour la validation des documents de gestion des risques E&S requis par la loi et pour la définition de recommandations et le suivi des activités du Programme. Ces centres sont, en effet, depuis les dernières réformes au Maroc en charge de la validation des EIES et PAR.
* Les Directions Régionales de l’Agriculture : elles seront en charge du suivi des aspects E&S des projets. Un responsable sera identifié et formé par l’expert E&S de l’UGP.
* Les collectivités locales au travers de la sensibilisation des populations, des activités de mobilisation sociale et du suivi de proximité des chantiers.
* L’AFD Rabat et l’AFD Paris : ils s’assureront du respect des engagements et seront impliqués à la marge dans la supervision des activités de gestion des risques modérés E&S et dans le dispositif de réclamation des risques environnementaux et sociaux, sachant que ce mécanisme n’est utilisé qu’en dernier recours une fois que tous les mécanismes locaux ont été épuisés.
* Des prestataires privés, bureaux d’études ou experts indépendants spécialisés dans la gestion des risques environnementaux et sociaux : ils seront recrutés pour la réalisation des EIES et pour le suivi E&S des chantiers conséquents. Il pourrait être envisagé de recruter au départ un seul opérateur privé, opérateur qui sera ensuite mobilisé par le biais de bons de commande de manière à limiter les coûts de transaction.
* Les porteurs de projet qui devront exécuter les mesures E&S qui auront été définies dans leurs lettres d’engagement.

Pour rappel les principales étapes du processus et les responsabilités associées sont présentées dans le tableau suivant. Ce processus est rappelé dans le manuel de procédures du programme :

Tableau 5‑1 : Synthèse des étapes et responsabilités associées

| **Etapes** | **Tâches** | **Responsables** |
| --- | --- | --- |
| Identification | Définition et mise en œuvred’un processus de sélection des bénéficiaires et projets | Préparation et réalisation par l’UGP/UGPR  Validation par l’AFD et le Comité de Pilotage |
| Screening du projet sur la base du questionnaire type en annexe 3 permettant de classer le projet en fonction de son niveau de risque | Réalisation par l’UGP en lien avec les porteurs de projet : les screenins E&S des projets sont annexés aux PTBA annuels.  Validation par l’AFD des 3 premiers screenings (un par région, après revue par l’UGP régionale) puis revue par l’IGF au travers de l’audit annuel des dépenses et des procédures et revue aléatoire « à la demande » de l’AFD.  Validation annuelle systématique par le CRC, puis par le Comité de pilotage |
| Etudes | Notice d’impact si nécessaire | Réalisation par l’UGP  Validation par l’AFD des 3 premières notices d’impact puis revue aléatoire « à la demande ».  Validation par le CRC, voire le comité Régional d’Investissement si la notice est requise du fait de la loi 49.17 |
| EIES si nécessaire | Réalisation par un Prestataire privé  Préparation des TdR conformément aux normes de la Banque Mondiale et recrutement par l’UGP  Validation de l’EIES par le responsable E&S de l’UGP, par le CRC par l’AFD et par le Comité Régional d’Investissement (dans ce dernier cas uniquement si l’EIES est requise par la loi) et le COPIL |
| PGES | Préparation par un prestataire privé  Supervision par l’UGP  Validation par le Comité Régional d’Investissement (si requis par la loi) |
| Cadre de Réinstallation | Préparation par un prestataire privé  Préparation des TdR conformément aux normes de la Banque Mondiale, et recrutement par l’UGP concernée  Validation par l’UGP, l’AFD et le Comité Régional d’Investissement (si requis par la loi) |
| Plan d’Action de Réinstallation si nécessaire | Préparation par un prestataire privé  Préparation des TdR conformément aux normes de la Banque Mondiale, et recrutement par l’UGP concernée  Validation par le CRC, l’AFD et le Comité Régional d’Investissement (si requis par la loi) et le COPIL |
| Approbation | Approbation environnementale et sociale | UGP et Comité Régional d’Investissement (si requis par la loi) |
| Engagement des parties prenantes | Processus d’engagement via information/consultation/formation | Préparation et mise en œuvre par l’UGP/UGPR  Implication des porteurs de projet et collectivités |
| Gestion des impacts environnementaux et sociaux | Mise en œuvre des actions du/des PGES | Porteurs de projet |
| Mise en œuvre des actions du/des Plans de Réinstallation | Prestataires privés  Supervision au quotidien par l’UGPR/UGP, et AFD pour les grandes étapes |
| Suivi-évaluation | Surveillance environnementale et sociale à l’échelle du Programme | Mise en œuvre par l’UGP  Supervision et validation par le Comité de Pilotage |
| Surveillance environnementale et sociale à l’échelle des projets | Mise en œuvre par l’UGPR/DRA, un prestataire privé ou les collectivités en fonction des cas, voire même par des parties prenantes (communautés locales par exemple) |
| Gestion des plaintes |  | UGPR/UGP et AFD en dernier recours une fois les mécanismes locaux épuisés |

Les postes de coûts liés à la mise en œuvre du CGES sont limités à l’expert E&S de l’UGP et aux coûts logistiques associés pour les formations et consultation des parties prenantes. Les coûts d’EIES/PGES/Réinstallation sont considérés à part.

Figure 5‑1 : Postes de coûts

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Poste | Description | Coût indicatif |
| Recrutement et mobilisation d’un expert E&S au sein de l’UGP | Plein temps sur la durée du programme | 96 000 € |
| Référent E&S au sein des UGPR | 1/3 temps sur les aspects E&S | 65 000 € |
| AT à l’UGP | AT perlée - Appui court-terme pour les formations et pour du backstopping – 12 mois au total | 160 000 € |
| Formations | Coûts liés à l’organisation des formations E&S auprès des différents acteurs | 60 000 € |
| Consultation des parties prenantes | Cf. Plan de communication |  |
| EIES, PGES, PAR | Réalisation des études par un ou des prestataires privés | Les coûts afférents ne peuvent être définis à ce stade. Il est toutefois important de garder en tête qu’il y aura des coûts de réalisation et de validation des EIES, PGES et PAR de même que des coûts liés aux mesres d’atténuation et/ou de compensation. Ces coûts devraient être intégrés dans les coûts des projet set il sera de la responsabilité de l’UGP de s’en assurer. |
| PGES, PAR | Mise en œuvre des mesures définies dans les PGES et PAR |
| Mécanisme de gestion des plaintes | Enquêteur indépendant |  |

Annexes

1. Liste d’exclusion de l’AFD

<https://www.afd.fr/sites/afd/files/2017-10/liste-exclusion-afd.pdf>

1. Questionnaire environnemental et social

Description du projet

Présentation du porteur de projet :……………………………………….

Intitulé du projet :…………………………………….

Localisation du projet :…………………………………………………..

Description de ses objectifs : ……………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

Description des activités menées au cours des différentes phases de mise en œuvre du projet :

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

Coût du projet : ………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

Identification des parties prenantes

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Type / Nom de la partie prenante** | **Intéressé / Affecté** | **Description** |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

Identification des impacts environnementaux et sociaux[[11]](#footnote-11)

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | *Oui, non, n/a, peut-être* | *Répondre à la question et décrire comment les risques* ***sont évalués, évités ou gérés*** |
| **Genre** | | |
| 1. Le projet risque-t-il d'entraîner une discrimination à l'égard des femmes ou d'autres groupes fondée sur le sexe en ce qui concerne l'accès aux ressources, aux services ou aux avantages fournis par le projet ? |  |  |
| 1. Y a-t-il un risque que les activités du projet créent, exacerbent ou perpétuent par inadvertance les inégalités liées au genre ou aient des effets négatifs sur la situation des femmes et des filles ? |  |  |
| 1. Y a-t-il un risque que le projet limite potentiellement la capacité des femmes à utiliser, développer ou protéger les ressources naturelles, compte tenu des différents rôles et positions des femmes et des hommes dans l'accès aux biens et services environnementaux ? |  |  |
| **Groupes vulnérables** |  |  |
| 1. Est-ce que des groupes ou individus vulnérables ou défavorisés ont été identifiés sur le site du projet ? Si oui, lesquels ? |  |  |
| 1. Est-il probable que les risques et les impacts négatifs des projets touchent les individus ou les groupes défavorisés ou vulnérables ? Examinez les impacts sur les conditions de vie matérielles et non matérielles. |  |  |
| 1. Le projet risque-t-il d'entraîner une discrimination à l'encontre des groupes vulnérables en ce qui concerne l'accès aux ressources, aux services ou aux prestations fournies par le projet ? |  |  |
| 1. Est-il probable que le projet puisse conduire à un traitement préférentiel injustifié de personnes ou de groupes (par exemple en termes d'accès aux ressources ou aux services fournis par le projet) ou à la restriction ou à l'exclusion formelle ou de facto de[[12]](#footnote-12) groupes de l'accès à ces ressources ou services? |  |  |
| 1. Est-il probable que le projet conduise à l'exclusion future d'individus ou de groupes de la participation à des décisions qui pourraient les affecter (par exemple sur la gestion des ressources naturelles) ? |  |  |
| 1. Existe-t-il des antécédents d'injustice ou de violation des droits de l'homme dans la ou les zones de projet, y compris des expulsions et l'absence d'indemnisation des personnes pour leurs terres et/ou leurs biens lorsque la zone protégée a été établie ? |  |  |
| **Santé, sûreté et sécurité** |  |  |
| 1. La région où se situe le projet est-elle touchée par le braconnage organisé, la culture ou le trafic de drogues ou d'autres formes de criminalité organisée ? Si tel est le cas, veuillez résumer brièvement la situation, y compris les implications sur la sécurité de la population locale. |  |  |
| 1. Le projet fonctionnera-t-il dans une région transfrontalière (y compris les zones côtières et marines) ? Si oui, y a-t-il des zones touchées par la contrebande organisée (produits de la faune, drogues, etc.), la traite des personnes ou l'immigration clandestine ? |  |  |
| 1. Le projet pourrait-il accroître le risque de conflits entre l'homme et la faune dans les zones du projet, y compris les blessures ou les pertes de vie parmi les personnes ou la perte de biens (par exemple les récoltes, le bétail) ? |  |  |
| 1. Les activités du projet risquent-elles d'affaiblir les institutions communautaires ou de perturber les interactions sociales dans les zones du projet ? |  |  |
| 1. Outre les questions mentionnées ci-dessus, le projet risque-t-il d'exacerber les conflits existants ou de générer des conflits dans la zone du projet ? |  |  |
| 1. Le projet risque-t-il d'exposer les communautés locales à des accidents ou d'accroître leur vulnérabilité aux risques ou aux catastrophes naturelles ? |  |  |
| 1. Le projet pourrait-il causer ou exacerber les risques pour la santé et la sécurité par exemple en modifiant les infrastructures hydrauliques) ou en augmentant les risques d'autres maladies à transmission vectorielle ou d'infections transmissibles ? |  |  |
| 1. Est-il probable que le projet puisse avoir des incidences négatives sur la santé et la sécurité de la communauté en raison de la réduction de la qualité de l'air local (par exemple, par la production de poussières, la combustion de déchets, etc.) ? |  |  |
| **Conditions de travail** |  |  |
| 1. Y a-t-il un risque que le projet implique ou conduise à des conditions de travail non conformes au droit national du travail et aux engagements internationaux (par exemple, par des conditions de travail discriminatoires, l'absence d'égalité des chances, l'absence de documentation claire sur les conditions d'emploi, l'incapacité à prévenir le harcèlement ou l'exploitation, etc.) ?. |  |  |
| 1. Y a-t-il un risque que les travailleurs du projet, y compris les bénévoles, soient exposés à des risques en matière de santé et de sécurité au travail? |  |  |
| 1. Existe-t-il des circonstances dans lesquelles le projet peut être impliqué dans le travail forcéou le travail des enfants? Veuillez considérer les relations de travail directes et indirectes (par exemple, les travailleurs du projet, les travailleurs des partenaires du projet, y compris les exploitations agricoles et autres entreprises qui reçoivent des avantages ou des services du projet) |  |  |
| **Pollutions, GES** |  |  |
| 1. Le projet risque-t-il d'entraîner le rejet de polluants dans l'environnement ou une augmentation de la production de déchets ou d'eaux usées ? Précisez s’il s’agit de la phase de construction ou d’opération ou les deux. |  |  |
| 1. Les activités du projet impliquent-elles une utilisation importante d'énergie, d'eau ou d'autres ressources ? Précisez s’il s’agit de la phase de construction ou d’opération ou les deux. Si oui, expliquez comment il sera garanti que les ressources sont utilisées efficacement. |  |  |
| 1. Le projet pourrait-il utiliser ou promouvoir l'utilisation de produits chimiques ou d'autres matières dangereuses faisant l'objet d'interdictions, de restrictions ou d'éliminations progressives au niveau international ? |  |  |
| 1. Le projet entraînera-t-il une augmentation significative des émissions de gaz à effet de serre ou une réduction substantielle des réservoirs de carbone (par exemple, par la perte du couvert végétal ou des stocks de carbone souterrains et aériens) ? |  |  |
| **Changement climatique** |  |  |
| 1. Y a-t-il un risque que la variabilité et les changements climatiques puissent affecter l'efficacité des activités du projet ou la durabilité des changements prévus ? Si oui, expliquez comment le projet entend réduire ce risque. |  |  |
| 1. Les activités du projet risquent-elles d'accroître la vulnérabilité des communautés locales ou de l'écosystème local à la variabilité du climat, à l'augmentation des températures ou aux risques climatiques (par exemple, inondations, sécheresses, incendies, glissements de terrain, cyclones, ondes de tempête, etc.) |  |  |
| 1. Expliquez si le projet cherche des possibilités de renforcer la capacité d'adaptation des communautés et de l'écosystème au changement climatique ? |  |  |
| **Réinstallation et restrictions d’accès**(estimez à chaque fois le nombre de personnes affectées et les superficies touchées) |  |  |
| 1. Le projet impliquera-t-il la réinstallation physique involontaire de personnes ou de communautés et/ou l'acquisition de leurs terres |  |  |
| 1. Décrivez les activités du projet qui nécessitent une réinstallation. |  |  |
| 1. Des options alternatives de conception de projet pour éviter la réinstallation ont-elles été rigoureusement envisagées ? |  |  |
| 1. Le projet risque-t-il d'entraîner une expulsion forcée? |  |  |
| 1. Le projet comprend-il des activités susceptibles de provoquer des déplacements économiques (cultures, commerces, etc.), par exemple en limitant l'accès des populations à la terre ou aux ressources naturelles ou leur utilisation lorsqu'elles ont un régime foncier traditionnel ou coutumier ou des droits d'utilisation reconnaissables ? |  |  |
| 1. Des stratégies ont-elles été envisagées pour éviter les restrictions en apportant des modifications à la conception du projet ? Si oui, expliquez. |  |  |
| 1. S'il n'est pas possible d'éviter les restrictions, le projet comprendra-t-il des mesures visant à minimiser ou à compenser les impacts de la perte ou des restrictions d'accès ? Veuillez décrire ces mesures. |  |  |
| 1. Des critères d'éligibilité sont-ils déjà établis pour définir qui a droit à des prestations ou à une indemnisation ? Sont-ils transparents et équitables (par exemple, proportionnels à leurs pertes et à leurs besoins s'ils sont pauvres et vulnérables) ? |  |  |
| 1. Ces mesures sont-elles culturellement appropriées et respectent-elles l'égalité des sexes ? L'échelle géographique des mesures correspond-elle à l'ampleur des restrictions (par exemple, les mesures seront-elles accessibles à tous les groupes touchés par les restrictions) ? |  |  |
| 1. Un processus a-t-il été mis en œuvre ou lancé pour obtenir le consentement des groupes susceptibles d'être affectés négativement par les restrictions ? Veuillez décrire le processus (qui a été consulté et comment). |  |  |
| **Patrimoine culturel** |  |  |
| 1. Le projet est-il situé à l'intérieur ou à proximité d'un site officiellement désigné ou proposé comme site du patrimoine culturel (par exemple, les sites du patrimoine mondial culturel ou mixte de l'UNESCO ou les paysages culturels) ou d'un site désigné au niveau national pour la protection du patrimoine culturel ? |  |  |
| 1. Le site du projet comprend-il des ressources culturelles importantes telles que des lieux de sépulture, des bâtiments ou des monuments ayant une valeur archéologique, historique, artistique, religieuse, spirituelle ou symbolique ? |  |  |
| 1. Le site de la zone de projet comprend-il des caractéristiques ou des ressources naturelles qui ont une signification culturelle, spirituelle ou symbolique (comme des sites naturels sacrés, des zones cérémonielles ou des espèces sacrées) ? |  |  |
| 1. Y a-t-il un risque que les interventions physiques du projet puissent affecter des ressources culturelles connues ou inconnues (enterrées) ? |  |  |
| 1. Le projet restreindra-t-il l'accès des utilisateurs locaux aux ressources culturelles ou aux caractéristiques/sites naturels ayant une signification culturelle, spirituelle ou symbolique ? |  |  |
| 1. Les activités du projet risquent-elles d'affecter les ressources culturelles immatérielles telles que les valeurs, les normes ou les pratiques des communautés locales ? |  |  |
| 1. Le projet va-t-il promouvoir l'utilisation ou le développement des avantages économiques des ressources du patrimoine culturel ou des caractéristiques/sites naturels ayant une signification culturelle sur lesquels les communautés locales ont des droits légaux (y compris coutumiers) ? |  |  |
| **Biodiversité et utilisation durable des ressources** |  |  |
| 1. Le projet est-il situé dans ou à proximité de zones  * légalement protégés ou officiellement proposés pour protection, y compris les réserves selon les catégories I à VI de la gestion des zones protégées de l'UICN, les sites du patrimoine mondial naturel de l'UNESCO, les réserves de biosphère de l'UNESCO, la Convention de Ramsar sur les zones humides * reconnus pour leur valeur en matière de biodiversité et protégés en tant que tels par les populations autochtones ou d'autres utilisateurs locaux * qui ne sont pas couverts par les systèmes de protection existants mais qui sont identifiés par des sources faisant autorité pour leur grande valeur en termes de biodiversité |  |  |
| 1. Si des activités de projet sont proposées à l'intérieur ou à proximité de zones de valeur pour la biodiversité ou d'habitats essentiels décrits ci-dessus, y a-t-il un risque de causer des impacts négatifs sur la biodiversité et l'intégrité des écosystèmes ? |  |  |
| 1. Y a-t-il un risque d'impacts négatifs sur la biodiversité en dehors des zones décrites ci-dessus (AP, etc.), par le développement d'infrastructures, le développement de plantations (même à petite échelle) ou d'autres activités, par exemple par l'enlèvement du couvert végétal, la création d'une érosion des sols et/ou le dépôt de débris en aval, ou d'autres perturbations ? Tenez compte à la fois des phases de construction et d'utilisation. |  |  |
| 1. Le projet risque-t’il d’impacter des espèces menacées d’extinction ? |  |  |
| 1. Le projet va-t-il introduire ou utiliser des espèces non indigènes (flore et faune), que ce soit de manière accidentelle ou intentionnelle ? Si oui, expliquez comment est géré le risque que l'espèce développe des caractéristiques envahissantes ? |  |  |
| 1. Le projet risque-t-il de créer d'autres voies de propagation des espèces envahissantes? |  |  |
| 1. Le projet risque-t-il d'avoir un effet négatif sur les ressources en eau souterraines et superficielles ? |  |  |
| 1. Y a-t-il un risque que le projet affecte la qualité de l'eau de surface ou des eaux souterraines (par exemple, contamination, augmentation de la salinité) par l'irrigation/le ruissellement agricole, les pratiques d'extraction d'eau, l'influence du bétail ou d'autres activités ? |  |  |
| 1. Le projet impliquera-t-il ou encouragera-t-il l'application de pesticides, de fongicides ou d'herbicides (biocides) ? Envisagez également l'utilisation de la lutte intégrée contre les parasites. |  |  |
| 1. Le projet impliquera-t-il la manipulation ou l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés/organismes vivants modifiés ? |  |  |
| 1. Le projet implique-til l’utilisation de ressources génétiques ? |  |  |
| 1. Le projet risque-t-il d'entraîner une augmentation de la migration entrante et de la population, ce qui pourrait mettre à rude épreuve les ressources naturelles existantes ? |  |  |
| 1. Le projet pourrait-il entraîner du bruit et des vibrations provenant des équipements de construction et d'entretien, de la circulation et des activités, susceptibles de perturber les récepteurs sensibles de la faune, y compris les impacts du bruit sous-marin sur les poissons et les mammifères marins ? |  |  |
| **Conception du projet et règlementation** |  |  |
| 1. Le projet est-il pleinement conforme aux lois et règlements du pays hôte, y compris ceux qui mettent en œuvre les obligations découlant du droit international (y compris les dispositions relatives à l’évaluation d’impact, à la divulgation et à la consultation) ? Les licences ou permis pertinents sont-ils disponibles ? |  |  |
| 1. Le projet est-il soumis à étude d’impact selon les dispositions de la loi 49.17 relative aux évaluations environnementales ? |  |  |
| 1. Les impacts identifiés pour le projet risquent-ils de se cumuler à des impacts d’autres projets ? Si oui, préciser les projets et leurs impacts |  |  |
| **Impacts cumulatifs** |  |  |
| 1. La mise en œuvre du projet contribuera-t-elle à accentuer ou réduire les impacts de projets en cours dans la zone de projet ? |  |  |

Mesures d’atténuation

Identifier, décrire et évaluer la pertinence des mesures d’atténuation envisagées par le projet :

…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………….…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………….…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………….…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………….…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………….…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………….…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………….…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………….…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………….…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………….…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………….…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………….…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………….

Exclusion – *sur la base de l’analyse des impacts environnementaux et sociaux*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Type de projets/activités** | **S’applique au projet évalué : Oui/Non** | **Précisez** |
| * Production ou commerce de tout produit illégal ou activité illégale au regard des législations du pays d'accueil et de la France ou des règlementations, conventions et/ou accords internationaux |  |  |
| * Production ou activité requérant travail forcé ou travail d'enfants ; |  |  |
| * Commerce d'animaux, de végétaux ou de tous produits naturels ne respectant pas les dispositions la CITES |  |  |
| * Activité de pêche utilisant un filet dérivant de plus de 2,5 km de long |  |  |
| * Toute opération entraînant ou nécessitant la destruction d'un habitat critique , et tout projet forestier ne mettant pas en œuvre un plan d'aménagement et de gestion durable |  |  |
| * Production, utilisation ou commerce de produits pharmaceutiques, de pesticides/herbicides, de produits destructeurs de la couche d'ozone ou tout autre produit dangereux, soumis à interdiction ou suppression progressive internationale |  |  |
| * Production, utilisation ou commerce de matériaux dangereux tels que les fibres en amiante ou les produits contenant des PCB |  |  |
| * Commerce transfrontalier de déchets, excepté ceux qui sont acceptés par la convention de Bâle et les règlementations qui la sous-tendent |  |  |
| * Production ou commerce : d'armes et/ou de munitions ; de tabac ; d'alcool fort destiné à la consommation humaine |  |  |
| * Maisons de jeux, casinos ou toute entreprise équivalente |  |  |
| * Tout commerce lié à la pornographie ou la prostitution |  |  |
| * Toute opération engendrant une modification irréversible ou le déplacement significatif d'un élément de patrimoine culturel critique |  |  |
| * Production et distribution ou participation à des médias racistes, antidémocratiques ou prônant la discrimination d'une partie de la population |  |  |
| * Exploitation de mines diamantifères et commercialisation des diamants dès lors que l'Etat d'accueil n'a pas adhéré au processus de Kimberley |  |  |
| * Tout secteur ou tout service faisant l’objet d’un embargo des Nations Unies, de l’Union Européenne et/ou de la France dans un Etat donné, sans restriction de montant absolu ou relatif |  |  |
| * Projets/OPA dont les activités se traduisent de manière directe ou indirecte par une surexploitation des ressources en eau souterraines et/ou superficielles |  |  |
| * Projets agricoles/OPA dont les activités résultent de manière directe ou indirecte en une dégradation significative des sols. |  |  |
| * Projets agricoles/OPA dont les activités résultent de manière directe ou indirecte en des impacts négatifs sur la biodiversité ou des impacts sur les zones sensibles. |  |  |
| * Projets agricoles/OPA promouvant l’utilisation à large échelle de pesticides et projets agricoles/OPA promouvant l’utilisation de pesticides interdits. |  |  |
| * Projets/OPA dont les activités se traduisent de manière directe ou indirecte par des pollutions des sols et des eaux qui ne peuvent être maîtrisées. |  |  |
| * Projets/activités qui entraîneraient un déplacement physique (réinstallation, perte de terres résidentielles ou perte de logement) ou économique (perte de terres, de biens ou d'accès aux biens, entraînant la perte de sources de revenus ou d'autres moyens de subsistance) sans indemnisation et sans le consentement libre, préalable et informé des personnes concernées ; ces dernières comprennent les situations où des restrictions involontaires à l'utilisation des ressources naturelles ont été imposées aux utilisateurs des ressources par des acteurs extérieurs et où les utilisateurs n'ont pas le droit de refuser ces restrictions. |  |  |
| * Projets/OPA dont les activités se traduiraient par une atteinte à des biens culturels. |  |  |
| * Projets/OPA dont les activités se traduisent par une augmentation significative des gaz à effet de serre. |  |  |
| * Projets/OPA dont les activités comportent un développement de cultures OGM |  |  |
| * Activités susceptibles d’être préjudiciables aux populations autochtones, ou qui empiètent sur des terres détenues, utilisées ou revendiquées devant la justice par des populations locales |  |  |

Classification du projet

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Catégorie** | **Amplitude de l’impact** | **Probabilité d’occurence** | **Classification** | **Commentaire** |
| Genre |  |  |  |  |
| Groupes vulnérables |  |  |  |  |
| Santé et sécurité |  |  |  |  |
| Conditions de travail |  |  |  |  |
| Pollutions et GES |  |  |  |  |
| Vulnérabilité au changement climatique |  |  |  |  |
| Réinstallation et restrictions d’accès |  |  |  |  |
| Patrimoine culturel |  |  |  |  |
| Biodiversité et ressources naturelles |  |  |  |  |

Conclusion

Classification du projet : …………………………………………………………….

Evaluations complémentaires à mener :

Notice d’impact environnemental et social / Etude d’impact environnemental et social / Plan d’action de réinstallation / Autres : …………………….

1. Dispositif de gestion des réclamations environnementales et sociales

<https://www.afd.fr/sites/afd/files/2018-02-03-59-17/dispositif-gestion-reclamations-environnementales-sociales-afd.pdf>

1. Formulaire type de réclamation

Date : ………….

Nom du ou des plaignants (ou de leurs représentants, auquel cas précisez) :

…………………………….

Coordonnées :

Nom : …………………………….

Adresse :…………………………….

Téléphone :…………………………….

Mail :…………………………….

Souhaitez-vous que la confidentialité de votre nom et de vos coordonnées soit préservée ?

Oui / Non

Nom du projet (si connu) dont les activités font l’objet d’une réclamation : …………………………………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….

Où se situe le projet ?

…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….

Vivez-vous dans la zone du projet ?

Oui / Non

Précisez :…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….

Quel(s) préjudice(s) pensez-vous que le Projet a causé(s) ou est susceptible de causer à vous ou à votre communauté ? Veuillez s’il vous plaît le(s) décrire le plus précisément possible.

…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….

Avez-vous déjà porté à connaissance de l’entité d’exécution ces préjudices ? oui / non

Si oui, précisez à quel moment :…………………………………………………………………..

Si oui, quelle a été la réponse de l’entité d’exécution ? Est-ce que des mesures ont été mises en œuvre par l’entité d’exécution pour éviter ces préjudices ? Précisez.

…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….

Est-ce que des mesures, si vous les connaissez, ne sont pas ou n’ont pas été respectées lors de la mise en œuvre du projet ?

…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….

Vous attendez-vous à un quelconque type de représailles ou de menaces suite au dépôt de cette plainte ? Précisez

…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….…………………………….

Nous, les signataires de ce formulaire, demandons au Panel d’Inspection de mener une enquête à propos des préjudices décrits ci-dessus

Signature :

*Veuillez s’il vous plaît joindre tous documents complémentaires susceptibles d’étayer votre plainte, si ceux-ci sont disponibles.*

Si vous avez une quelconque difficulté à remplir ce formulaire, veuillez s’il vous plaît contacter XXXXX.

1. Clauses environnementales à insérer dans les dossiers de travaux

Elles peuvent être retrouvées au lien suivant :

<https://www.afd.fr/fr/media/download/300>

1. Contenu indicatif de l’EIES/PGES

**Résumé exécutif** pouvant être facilement compris par un public non technicien et permettant aux acteurs locaux en particuliers de disposer rapidement et facilement d’une vision d’ensemble du projet, de ses impacts potentiels et des mesures de gestion qui pourraient être mises en œuvre

**Description et justification du projet** : caractéristiques techniques du projet, localisation géographique avec obligatoirement des cartes facilement lisibles, responsabilités dans la mise en œuvre, résultats attendus, etc.

**Analyse du cadre politique, juridique et administratif**

**Identification et analyse des parties prenantes**(intérêts, attentes, manière dont ils pourraient influencer le projet, risques pour eux…)pour comprendre les impacts potentiels du projet.

**Analyse de l’état initial de l’environnement**

**Évaluation des impacts environnementaux et sociaux**

**Analyse des variantes**

**Plan de gestion environnemental et social** comprenant les mesures de gestion à mettre en œuvre aux différentes phases du projet

**Dispositif de consultation des parties prenantes : un plan de participation du public sera établi en début de processus.**

1. Liste des acteurs rencontrés au cours de la préparation du projet





[**www.brl.fr/brli**](http://www.brl.fr/brli)

*Société anonyme au capital de 3 183 349 euros*

*SIRET : 391 484 862 000 19 - RCS : NÎMES B 391 484 862*

*N° de TVA intracom : FR 35 391 484 862 000 19*

1105, avenue Pierre Mendès-France   
BP 94001 - 30 001 Nîmes Cedex 5 FRANCE

Tél. : +33 (0) 4 66 87 50 85

Fax : +33 (0) 4 66 87 51 09

e-mail : [brli@brl.fr](mailto:brli@brl.fr)

1. Source : Monographie régionale de l’Environnement Région de l’oriental (2016) [↑](#footnote-ref-1)
2. Source : WorldClim - Global Climate Data (https://www.worldclim.org) donne la moyenne des données climatiques sur 30 ans. [↑](#footnote-ref-2)
3. Source : HCP – Monographie régionale de la région de Fès-Meknès (2017) [↑](#footnote-ref-3)
4. Source : HCP – Monographie régionale de la région de Fès-Meknès (2017) [↑](#footnote-ref-4)
5. Source : HCP - Principaux résultats de la cartographie de la pauvreté multidimensionnelle 2014 ; Paysage territorial et dynamique [↑](#footnote-ref-5)
6. Source : HCP – Monographie régionale de la région de Fès-Meknès (2017) [↑](#footnote-ref-6)
7. Source : HCP – Monographie régionale de la région de Fès-Meknès (2017) [↑](#footnote-ref-7)
8. Source : Inventaire national des carrières, 2012, Ministère de l’Equipement, du Transport et de la Logistique [↑](#footnote-ref-8)
9. <https://www.afd.fr/fr/ressources/prescriptions-inclure-dans-les-pges-travauxchantiers-renforcant-les-controles-sanitaires-en-reponse-au-covid-19> [↑](#footnote-ref-9)
10. <https://www.afd.fr/fr/ressources/prescriptions-inclure-dans-les-pges-travauxchantiers-renforcant-les-controles-sanitaires-en-reponse-au-covid-19> [↑](#footnote-ref-10)
11. Cette proposition de questionnaire est adaptée du screening de l’Union Internationale pour la Conservation de la Nature [↑](#footnote-ref-11)
12. Les exemples de restriction ou d'exclusion de *facto* sont les suivants : les informations ne sont pas disponibles dans les langues appropriées, les personnes à faible revenu ou sans droits d'occupation (ou titres enregistrés) ne peuvent pas accéder aux services (par exemple, les services de vulgarisation agricole, les personnes handicapées sont confrontées à des obstacles physiques qui bloquent leur accès ; certains groupes sont stigmatisés par la société et n'ont donc pas accès aux services. [↑](#footnote-ref-12)